

cahiers LEON TROTSKY



SECONDE GUERRE MONDIALE

J.P. Joubert □ Défaitisme révolutionnaire □ **K. Kostal** □ Munich :
l'envers tchécoslovaque du mythe □ **P. Broué** □ Face à
la deuxième guerre mondiale □ **G. Bourgeois** □ Tournant de l'I.C.
en 1939 □ **I.L.T.** □ L'ancien « trotskyste » du groupe Manouchian
□ **R. Revol** □ Derrière l'affaire Manouchian □ Documents.

23

septembre 1985

Revue trimestrielle ★ Institut Léon Trotsky

CAHIERS LÉON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'œuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des Œuvres de Léon Trotsky [...] éditer les Cahiers Léon Trotsky destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents divers concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis à jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son Œuvre (Extrait des Statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Anne Dissez, secrétaire et trésorière, Jean P. Joubert, responsable des Cahiers.

Rédaction et Administration des *Cahiers Léon Trotsky*
Jean P. Joubert, 2, rue Bayard, 38000 Grenoble

ABONNEMENT :

Particuliers :

France : 4 n^{os} (1 an) 170 F — Etranger : 250 FF ou \$ 30 U.S.
France : 8 n^{os} (2 ans) 350 F — Etranger : 500 FF ou \$ 55 U.S.

Institutions :

France : 4 n^{os} (1 an) 200 F — Etranger : 300 FF ou \$ 35 U.S.
France : 8 n^{os} (2 ans) 400 F — Etranger : 600 FF ou \$ 65 U.S.

Tous les anciens numéros sont disponibles.

Collection complète sur demande : n^{os} 1 à 20 : 500 F (port compris).

Règlement à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky* par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de :

JOUBERT - CLT (et si possible par mandat pour l'étranger).

N° ISSN 0181-0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication : Jean P. Joubert

Publié avec le concours du Centre National des Lettres
et de l'Université des Sciences Sociales de Grenoble

cahiers LEON TROTSKY

N° 23

SEPTEMBRE 1985

TROTSKY ET LES TROTSKYSTES DEVANT LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Institut Léon Trotsky — La guerre comme « révélateur ? » 3

ARTICLES

Jean-P. Joubert — Le défaitisme révolutionnaire 6
Karel Kostál — Munich : l'envers
tchécoslovaque du mythe 23
Pierre Broué — Trotsky et les Trotskystes face à
la deuxième guerre mondiale 35
Guillaume Bourgeois — Drôle de guerre et
tournant de l'I.C. en 1939 61

CHRONIQUES

I.L.T. — L'ancien « trotskyste » du groupe Manouchian 74
René Revol — Derrière l'affaire Manouchian,
le dévoiement d'une génération 78

DOCUMENTS

La « question nationale » pendant la guerre 87
Marc Loris — La question nationale en Europe (1942) 88
C.N. du S.W.P. — La question nationale et l'Europe (1942) 111
C.E.I. de la IV^e Internationale — La question nationale
durant la guerre impérialiste (1946) 113

LES LIVRES

A. Calvès — Sans bottes ni médailles 117

LES DEPARTS

Grace Simons (1901-1985) 124
Antonio Rodriguez Arroyo (1911-1985) 125

La guerre comme « révélateur ? »

Le présent numéro des Cahiers Léon Trotsky est directement issu du travail sur les volumes 16 à 24 des Œuvres couvrant les années 1938 à 1940, mais il s'est développé ensuite de façon presque autonome, échappant même à nos intentions originelles.

L'approche de la guerre, puis sa déclaration, ont fait resurgir devant nos yeux tous les problèmes posés par l'attitude des révolutionnaires vis-à-vis de la guerre — principes et tactique — avec bien entendu une réaffirmation de l'attitude léniniste lors de la première guerre mondiale, mais aussi la façon dont la « défense de l'U.R.S.S. » venait dans la guerre infléchir inévitablement la ligne en ce domaine, à partir du moment où elle se trouvait liée à un bloc de pays capitalistes contre un autre bloc. Nous avons découvert, au moins autant dans la correspondance que dans les textes destinés à publication, que rien n'était simple, même pour Trotsky, et qu'en d'autres termes il s'agissait de questions d'autant plus simples qu'on ne les comprenait pas.

Chemin faisant, nous accumulions les remarques, relevions les contradictions ou les « pistes », collections en somme une moisson qui n'avait vraiment sa place ni dans la présentation des Œuvres ni dans leurs notes et qu'il fallait impérativement relever, regrouper, confronter, discuter. C'est de cette constatation qu'est née la décision de préparer un numéro sur la guerre, mis en chantier dès le mois de mai 1984.

L'une des questions posées par nos textes, et en tout premier lieu, était celle du « défaitisme révolutionnaire ». Disons-le franchement : il nous semblait que la défense qu'en faisait Trotsky dans les années trente s'appuyait sur une formule que tous les militants trotskystes et les organisations de l'époque n'interprétaient pas de façon identique et qui, par-dessus le marché, nous semblait parfois légèrement différente de celles qu'avait pu donner Lénine de son vivant ou l'Internationale communiste après sa mort. Il nous apparaissait en outre que l'attention soutenue accordée en 1939-1940, lors de la crise dans le S.W.P., à la discussion avec les « défaitistes en U.R.S.S. » avait quelque peu occulté d'autres divergences pourtant incontestables, comme celles qui divisaient les « défensistes » eux-mêmes : comment défendre l'U.R.S.S. sans être pour autant « défensiste » dans son propre pays ?

Jean-Paul Joubert s'est chargé d'une véritable enquête sur le « défaitisme révolutionnaire », depuis son apparition sous la plume de Lénine au temps de la guerre russo-japonaise, dans son rôle de clarification dans les rangs révolutionnaires pendant la guerre. Il a noté son retrait et sa disparition du premier plan après février 1917 et avancé une explication. Il a constaté ensuite son relatif effacement, une place somme toute secondaire dans l'arsenal, ou, si l'on préfère, la « panoplie théorique » de la III^e Internationale en ses premières années, une longue éclipse qui précède une réapparition en force avec la « troisième période ». Le « défaitisme révolutionnaire » est ensuite jeté dans la « poubelle de l'histoire » par les P.C. qui approuvent, avec « M. Staline, les efforts du gouvernement français pour sa défense nationale » après le pacte Laval-Staline. Mais alors le mot d'ordre — en a-t-il vraiment jamais été un ? — est d'autant plus cher aux trotskystes qui se veulent les continuateurs du bolchevisme ainsi rejeté : c'est donc à travers la L.C.I., puis la IV^e Internationale, que Joubert a poursuivi son sujet à la trace, des thèses sur « La IV^e Internationale et la Guerre » et leur discussion, sans doute passionnante, mais dont il ne nous reste presque rien, jusqu'au splendide Manifeste de mai 1940, en passant par les accrochages avec Vereeken et autres critiques de gauche.

Le travail de Joubert exigeait un prolongement, celui d'une esquisse, au minimum, de ce qu'avait été l'histoire concrète de la IV^e Internationale pendant la seconde guerre mondiale. Là aussi, la réflexion propre au travail des Cahiers Léon Trotsky a bénéficié de l'élan donné par les Œuvres et leur préparation, particulièrement celle des volumes 23 et 24 avec les fragments inachevés trouvés dans le dictaphone ou sur le bureau de Trotsky. Nous avons tout de suite compris que nous nous trouvions — même quand ils étaient déjà connus, mais avec un nouvel éclairage — devant des éléments de réflexion nouveaux, l'esquisse par Trotsky d'une politique audacieuse ne reniant pas celle de 14-18, au contraire cherchant à la prolonger, la poursuivre, la couronner. Il y a là quelques dizaines de lignes qui ne sont parvenues que trop tard à ceux à qui elles s'adressaient et qui leur ont souvent échappé, quand elles ne les choquaient pas au point que certains les ont délibérément censurées. Tellement surprenantes à vrai dire, même pour qui connaît la faculté créatrice de Trotsky, que certains observateurs exercés n'y ont vu que les aspects prophétiques d'une stupéfiante acuité.

C'est Pierre Broué qui a commencé l'étude de ces textes, et s'est donné pour tâche de présenter les perspectives de la seconde guerre entrevue par Trotsky puis d'une esquisse de vérification « sur le terrain » à travers cette révolution grecque qui jaillit contre l'occupation allemande, fut fauchée par l'occupant anglais et poignardée dans le dos par Staline. Il fallait ensuite tenter un exercice difficile : essayer, sous cet angle, d'aborder la politique des trotskystes pendant la guerre, en d'autres termes la comparer

à celle dont Trotsky traçait en 1940 les grandes lignes — une comparaison qui devient, avec l'ultime confrontation, le choc entre deux méthodes et finalement deux lignes souvent divergentes, parfois opposées. La conclusion de Pierre Broué suggère que, du fait que le petit nombre des lecteurs de ces textes ne les ont pas compris et, s'ils les ont compris, n'ont pas été convaincus, les trotskystes ont, avec acharnement et courage, au péril de leur vie, mené pendant la guerre une politique dont Trotsky n'avait pas pensé qu'elle pût les mener à la victoire — qu'il croyait possible — ni même à la réalisation de sa condition première, la construction du parti révolutionnaire.

La question est pourtant loin d'être réglée. L'article de Pierre Broué n'a pas la prétention de la régler, mais seulement d'ouvrir une discussion. (Nous rappelons d'ailleurs que dans les Cahiers Léon Trotsky, chaque article signé n'engage que son auteur). La discussion sur cette question brûlante — les documents publiés ici, l'article de Marc Loris de 1942, la résolution de la même époque du C.N. du S.W.P., celle du C.E.I., sur « La question nationale en Europe » le prouvent —, n'a pas eu lieu et elle manque. Les Cahiers Léon Trotsky peuvent l'accueillir aujourd'hui.

L'article sur Munich était prévu dès l'origine. Mais personne à la rédaction des Cahiers Léon Trotsky ne prévoyait la façon dont il allait se développer et s'articuler sur les deux autres. Il s'agissait simplement pour nous au départ de montrer l'envers du mythe, ce que fut la préparation de Munich pour ses premières victimes, les travailleurs de Tchécoslovaquie, de rétablir une vérité historique aussi élémentaire que méconnue. Mais cette grève générale exprimant le mouvement de toute une classe et de tout un peuple autour de cette classe, à laquelle personne n'appela de façon organisée, mais que tous firent dans l'unanimité, cette manifestation spontanée de centaines de milliers au centre de Prague, ces hommes qui aspiraient à un gouvernement militaire parce qu'ils savaient que face à leur pire ennemi, l'hitlérien, ils devaient combattre les armes à la main, tout cela nous ramène inflexiblement aux réflexions de Trotsky en 1940 : « Les ouvriers veulent se battre contre le fascisme, mais il n'est pas possible de combattre le fascisme « à la Pétain ». Et c'est pourquoi nous devons devenir des « militaristes », des socialistes révolutionnaires prolétariens militaristes ». Nous ne l'avons pas voulu, mais le lien entre l'article de Kostal et celui de Pierre Broué s'est imposé de lui-même à travers le « défaitisme » — pas révolutionnaire du tout — de Pétain-Syrový...

Enfin, dans une étude originale, Guillaume Bourgeois s'est attaché au tournant de l'Internationale communiste en 1939, un sujet jusqu'à présent aussi mal traité que négligé et sur lequel il nous semble avoir beaucoup apporté.

L'actualité nous a conduits à faire une mise au point à propos du groupe Manouchian et une revue de livres.

Institut Léon Trotsky

Jean-P. Joubert

Le défaitisme révolutionnaire

La formule du « défaitisme révolutionnaire » — une de celles qui ont fait s'entredéchirer les socialistes au début de ce siècle dans des réunions obscures — est sans doute l'une des rares à avoir connu un étonnant destin. Aucune n'est plus universellement connue, voire employée dans le cours des décennies suivantes. Aucune non plus n'est l'objet d'autant d'interprétations différentes, voire contradictoires — et nous ne prenons pas ici en compte son interprétation « vulgaire » et à la limite policière, qui fait du « défaitiste » un agent de l'ennemi.

L'étude des textes de Trotsky sur la deuxième guerre mondiale nous a conduits à nous interroger sur la signification précise — voire les significations — de cette formule, sa place dans l'arsenal théorique des organisations communistes ou révolutionnaires en général, depuis son apparition dans l'empire tsariste au moment de la guerre russo-japonaise jusqu'à l'éclatement en 1939 de la seconde guerre.

**

Lorsqu'éclate la guerre russo-japonaise en 1904, Lénine se prononce immédiatement pour la victoire du Japon, incarnation à ses yeux du progrès capitaliste, sur la réaction tsariste.¹ Le 14 janvier 1905, il se félicite de la chute de Port-Arthur : pour lui, l'Asie « progressiste » et « avancée » vient de porter un coup irréparable à la vieille Europe « réactionnaire » et « arriérée » ; en battant l'autocratie tsariste, la bourgeoisie japonaise a réalisé un travail « révolutionnaire » dont le prolétariat international ne peut que se réjouir.

Lénine n'est pas isolé. Non seulement la quasi-totalité des partis de l'Internationale, mais une importante fraction de la bourgeoisie russe pensent comme lui et ont souhaité une défaite tsariste dont ils ont pensé que pourraient sortir des changements révolutionnaires. C'est au fond d'ailleurs la reprise du « vieux point de vue » de Marx et Engels qui souhaitaient en leur temps la victoire des jeunes bourgeoisies engagées dans une lutte progressiste contre les classes précapitalistes et considéraient que le prolétariat, tout en s'organisant et combattant pour son propre compte, devait les considérer comme des alliés.² On sait en outre que Marx et Engels considéraient la Russie comme « la plus grande réserve de la réaction », centre et forteresse de la contre-révolution en Europe.

Ils étaient donc avant tout « contre le tsarisme », pilier de la Sainte-Alliance de 1815, dans les bras de qui se jetteraient éventuellement, pour faire face au péril révolutionnaire, tous les gouvernements européens. En 1848, ils ne cessent de répéter la nécessité pour la démocratie de faire contre le tsarisme une « guerre révolutionnaire » pour « supprimer ce cauchemar » : l'autocratie russe abattue, les forces de la démocratie en Europe s'en trouveraient libérées et la révolution prolétarienne accélérée³.

Lénine ne semble donc pas innover en 1904 avec son « défaitisme révolutionnaire ». Mais il n'en est pas de même quand il reprend la formule en 1914 à propos de la guerre mondiale. Certes, la caractérisation de cette guerre comme une guerre « impérialiste » plonge ses racines dans tout le patrimoine d'idées de la II^e Internationale et notamment ses décisions de Stuttgart et de Bâle. Mais les divergences apparaissent sur cette base commune, dès qu'il s'agit de l'action. Le célèbre amendement présenté par Lénine, Rosa Luxemburg et Martov à Stuttgart, qui fait obligation aux socialistes d'utiliser la crise engendrée par la guerre pour « agiter les couches populaires » et « précipiter la chute de la domination capitaliste », exprime en réalité l'opinion de la gauche internationaliste, plus que celle de l'organisation dans son ensemble⁴.

C'est sur cette base que, dès la déclaration de guerre, partant du principe que « lorsque deux voleurs se battent, qu'ils périssent tous deux », Lénine définit une politique qu'il appelle « défaitiste », d'abord pour la seule Russie : le 24 août 1914, il écrit que le devoir de la social-démocratie russe est de mener un combat impitoyable contre le chauvinisme grand russe et que le moindre mal serait la défaite des armées tsaristes.⁵ Déjà il généralise la formule et assure que, dans tous les pays impérialistes, le prolétariat doit « souhaiter » la défaite de « son » gouvernement et y contribuer. Il s'en explique clairement dans son article intitulé « du défaitisme dans la guerre impérialiste » :

« Or, quand on parle d'actes révolutionnaires en temps de guerre contre le gouvernement de son pays, il est indubitable, incontestable qu'il s'agit non seulement de souhaiter la défaite de ce gouvernement mais d'y concourir effectivement [...] La révolution en temps de guerre, c'est la guerre civile, or la transformation d'une guerre de gouvernement en guerre civile est facilitée par les revers militaires, par les défaites des gouvernements ; d'autre part, il est impossible de contribuer à cette transformation en guerre civile si l'on ne pousse pas du même coup à la défaite ». [...]»⁶

On peut, en schématisant, dire que Lénine emploie alors le terme de « défaitisme » dans un double sens. Il signifie d'abord que le prolétariat, dans sa lutte contre son propre gouvernement, ne doit pas s'arrêter devant l'éventualité d'une défaite qui serait précipitée par l'agitation révolutionnaire. Il estime par ailleurs que la défaite militaire de « son » gouvernement facilite la guerre civile du prolétariat. Lénine a-t-il considéré la formule comme un « mot d'ordre » ? A-t-il considéré que l'attitude qu'il

définissait était susceptible de peser à court terme sur les événements ? En d'autres termes, sa polémique autour de la formule s'adressait-elle aux militants socialistes ou aux masses ? Il a donné la réponse après la guerre en disant qu'il était « impossible de « répondre » à la guerre par la révolution au sens littéral du terme », précisant :

« Il faut expliquer aux gens la situation réelle, combien est grand le mystère dont la naissance de la guerre est entourée et combien l'organisation ordinaire des ouvriers, même si elle s'intitule révolutionnaire, est impuissante devant une guerre imminente. Il faut expliquer aux gens, de la façon la plus concrète, comment les choses se sont passées pendant la dernière guerre et pourquoi il ne pouvait en être autrement. Il faut expliquer notamment l'importance de ce fait que la question de la « défense de la patrie » se pose inévitablement et que l'immense majorité des travailleurs la tranchera inévitablement en faveur de sa bourgeoisie ».⁷

Impossible donc de résumer la position de Lénine par la seule formule « défaitiste ». Le défaitisme révolutionnaire est pour lui la conséquence d'une ligne stratégique — qu'il n'est pas seul à préconiser — la « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ». A regarder ses textes de près, les références au « défaitisme » ne sont pas aussi nombreuses qu'a pu le faire croire son succès ultérieur chez les commentateurs. En revanche, il martelle sans cesse celle de la « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile ». Finalement il ne fait nullement de l'acceptation du « défaitisme révolutionnaire » une condition ou un préalable de l'action commune : la formule ne se trouve ni dans les propositions d'unité qu'il adresse en 1915 au groupe *Naché Slovo*, ni dans le projet de résolution et de manifeste de la « Gauche de Zimmerwald ». Zinoviev, qui, on le sait, fut alors son fidèle porte-plume, définit la politique de Lénine pendant la guerre, dans sa préface de 1918 à *Contre le Courant*, en ces termes :

« Transformer la guerre impérialiste en guerre civile, tel fut le mot d'ordre essentiel que nous lançames dès le début de la guerre. [...] Ce fut pour nous une très grande satisfaction que de recevoir, à la fin de la première conférence de Zimmerwald, une lettre de Karl Liebknecht qui se terminait ainsi : « La guerre civile et non la paix civile, voilà notre mot d'ordre »⁸.

Il apparaît ainsi que le « défaitisme révolutionnaire » de Lénine — qui n'est pas un mot d'ordre — n'est que l'une des positions défendues pendant la guerre par les révolutionnaires et internationalistes. Liebknecht, Rosa Luxemburg, Trotsky n'ont pas fait leur cette formule. Ils se prononcent cependant sans ambiguïté contre les camps impérialistes en présence, contre tout vote des crédits de guerre, toute « paix civile », pour la lutte de classe irréconciliable en temps de guerre. Ils mettent l'accent sur la victoire de la révolution qu'ils opposent à la victoire militaire de leur propre impérialisme, mais ne préconisent sa défaite que face à la révolution.

Or, en 1918, au cours du débat sur la paix de Brest-Litovsk et dans

une polémique avec un orateur socialiste-révolutionnaire, Lénine affirme nettement :

« Nous étions défaitistes sous le tsar, nous ne l'étions plus sous Tséreteli et Tchernov »⁹.

Bien entendu, le fait de ne « plus être défaitiste » — et on chercherait vainement la formule sous la plume de Lénine à partir de la révolution de février 1917 — ne signifie nullement un ralliement au « défensisme ». Contre ceux des bolcheviks qui ont cru pouvoir franchir ce pas, il réaffirme nettement, dans sa lettre d'adieu aux ouvriers suisses, son refus de la défense nationale :

« Nous demeurons fidèles, sans réserve, à la déclaration que nous avons faite le 13 octobre 1915, dans le n° 47 de l'organe central de notre parti *Le Social-démocrate*, qui paraissait à Genève. Nous y disions que, si la révolution triomphait en Russie et si un gouvernement *républicain* désireux de continuer la guerre *impérialiste*, la guerre en alliance avec la bourgeoisie d'Angleterre et de France (...) accédait au pouvoir nous serions ses adversaires résolus, nous serions *contre* la « défense de la patrie » dans *cette* guerre »¹⁰.

Au moment du putsch de Kornilov, à quelques semaines de l'insurrection d'octobre, il polémique :

« Aller jusqu'à admettre le point de vue de la défense nationale (comme Volodarsky) ou jusqu'à faire bloc avec les socialistes révolutionnaires, jusqu'à soutenir le gouvernement provisoire (comme d'autres bolcheviks) c'est, j'en ai la conviction faire preuve d'absence de principes. (...) Nous ne deviendrons partisans de la défense nationale qu'*après* la prise du pouvoir par le prolétariat, après avoir offert la paix, après avoir dénoncé les traités secrets et rompu toute attache avec les banques. *Après seulement* »¹¹.

Le fait que Lénine, tout en condamnant fermement le « défensisme », ne préconise plus le « défaitisme », signifie-t-il de sa part un abandon de sa politique antérieure ? Nullement. Contrairement à ce qui se passait en 1914 et 1915, Lénine, en 1917, ne s'adresse plus aux petits groupes restreints de militants ou de cadres, mais aux masses. Il ne s'agit plus d'une clarification idéologique, mais de la marche à la conquête du pouvoir. On peut en trouver un autre exemple dans son attitude à l'égard des mots d'ordre de « paix ». Après les avoir énergiquement combattus, essentiellement parce qu'ils étaient utilisés dans une orientation « pacifiste », il les reprend maintenant en les liant à la revendication du pouvoir : le gouvernement provisoire, lié à l'impérialisme, ne peut arrêter la guerre ou en changer le caractère. Pour une paix durable, démocratique, sans annexion, il faut que le pouvoir d'Etat passe aux mains des soviets de députés ouvriers.

Dès 1917 se dessine une autre formulation, significative de la modification de la situation elle-même : Lénine commence en effet à poser le problème de la « guerre révolutionnaire ». Les défaites de l'impérialisme tsariste ? Elles ont eu lieu et elles ont donné naissance à une situation

révolutionnaire. Le défaitisme a contribué à transformer la guerre impérialiste en guerre civile. Il n'est plus une formule valable dans une situation de guerre civile ouverte ou en passe de le devenir. Lénine pose donc la question de la guerre révolutionnaire puisque la défense de la patrie et la guerre révolutionnaire seront bientôt à l'ordre du jour. Il l'avait écrit dans sa lettre d'adieu aux ouvriers suisses :

« Nous avons nettement et clairement répondu dans le numéro 47 du *Social-démocrate* à une question qu'on est amené tout naturellement à se poser : que ferait notre parti si la révolution le portait sur le champ au pouvoir ? [...] Nous aurions à soutenir une guerre révolutionnaire contre la bourgeoisie allemande, et pas seulement allemande. *Cette guerre, nous la ferions*. Nous ne sommes pas des pacifistes. Nous sommes les ennemis des guerres impérialistes pour le partage du butin entre capitalistes, mais nous avons toujours déclaré qu'il serait absurde pour le prolétariat révolutionnaire de répudier les guerres révolutionnaires qui peuvent se révéler indispensables dans l'intérêt du socialisme ».

**

Le terme de « défaitisme » n'est pratiquement plus utilisé durant les six années qui suivent la révolution d'Octobre, dans aucun texte majeur de Lénine ou de l'Internationale communiste. Il ne figure pas dans les résolutions des quatre premiers congrès de l'I.C. ; on ne la trouve ni dans la revue *L'Internationale communiste*, ni dans les « 21 conditions ». Les principaux textes programmatiques du parti bolchevique et de l'Internationale communiste sur la guerre : résolution du 8^e congrès du parti bolchevik, Manifeste du 1^{er} congrès de l'I.C., Manifeste et Programme du 2^e congrès de l'I.C., Thèses du 3^e congrès, rapport sur la guerre au 4^e congrès, Manifeste du 5^e congrès, ont tous été rédigés par Trotsky et adoptés sans amendements. Ils ne reprennent pas la formule du « défaitisme révolutionnaire » mais centrent l'argumentation autour de la « transformation de la guerre impérialiste en guerre civile » et de la formule de Karl Liebknecht : « L'ennemi principal est dans notre propre pays ».

Le terme reparaît pourtant sous la plume de Zinoviev au cours de la lutte engagée par la troïka Zinoviev-Kamenev-Staline contre Trotsky et le « trotskysme » et pour la « bolchevisation » des partis communistes. Après six ans d'éclipse, ce n'est sans doute pas un hasard s'il est à nouveau employé au lendemain de la mort de Lénine dans un article de *L'Internationale communiste* qui revient avec complaisance sur les divergences passées entre Lénine et Trotsky¹². Par la suite, le « défaitisme révolutionnaire » est systématiquement mis en avant comme canon du « léninisme » contre le « trotskysme ». Le VI^e congrès de l'I.C. adopte en août 1928 des « Thèses sur la lutte contre la guerre impérialiste et les tâches des communistes », qui précisent :

« Le prolétariat lutte quand il y a guerre entre des Etats impérialistes ; son point de vue est alors celui du défaitisme à l'égard de son propre gouvernement ;

il veut transformer la guerre impérialiste en guerre civile contre la bourgeoisie. Le prolétariat des pays impérialistes adopte la même position de principe quand il s'agit d'une guerre d'oppression dirigée contre un mouvement national révolutionnaire, et notamment contre les peuples des colonies ; le prolétariat doit se conduire de la même façon s'il y a guerre révolutionnaire des impérialistes menaçant la dictature prolétarienne »¹³.

Adoptée en pleine « troisième période », cette résolution omettait de préciser ce que serait la politique des communistes dans un conflit impérialiste où l'Union Soviétique serait alliée à un groupe de belligérants. Le problème allait bientôt se poser concrètement après la prise du pouvoir par Hitler en Allemagne. On connaît la réponse de l'Internationale stalinisée, qui décida qu'une guerre dans laquelle l'Union Soviétique luttait pour son existence n'était pas une guerre « impérialiste » et appela en conséquence les travailleurs des pays alliés à l'U.R.S.S. à l'union sacrée avec leurs propres classes dirigeantes afin de défendre la « patrie socialiste ».

**

Avec le tournant de l'I.C. dans les années 30, le « défaitisme révolutionnaire » devient une formule autour de laquelle débattent les adversaires de la guerre comme du stalinisme. Elle divise en particulier les partisans de Trotsky dans la L.C.I. et la IV^e Internationale.

Le texte fondamental, intitulé « La guerre et la IV^e Internationale » a été publié dans le tome 4 des *Œuvres*. Il s'agit d'un projet préparé par Trotsky, puis modifié au cours de discussions qui ont duré plusieurs mois, une contribution à l'élaboration de la plateforme de la IV^e Internationale.

Relevons d'abord que Trotsky n'avait pas jugé nécessaire, dans un texte, pourtant long, destiné à fixer les positions programmatiques de la IV^e Internationale, d'utiliser le terme de « défaitisme ». Nous ne possédons certes pas sur cette question tous les documents nécessaires à une mise au point définitive. Nous disposons pourtant de plusieurs éléments : on trouve dans les archives de Trotsky à Harvard la version primitive du paragraphe 51 des Thèses, rédigée par Trotsky et ainsi libellé :

51 - « Le défaitisme n'est pas un quelconque mot d'ordre pratique autour duquel on peut mobiliser les masses pendant la guerre. La défaite de sa propre armée nationale peut être un but dans un cas unique : quand il s'agit d'une armée capitaliste combattant contre un Etat ouvrier ou marchant sur une révolution qui se développe. Mais quand il s'agit d'une lutte entre deux pays capitalistes, le prolétariat d'aucun des deux ne peut se fixer pour « tâche » la défaite de sa propre armée nationale »¹⁴.

Bauer, dirigeant de la section allemande, avec le soutien de Leonetti, reprochait à Trotsky de prendre là trop de distance vis-à-vis du « défaitisme révolutionnaire » au nom de la défense de l'U.R.S.S. et a probablement proposé un amendement. Un écho de ce débat se trouve dans une

lettre de Bauer retrouvée dans les archives de Abern à la bibliothèque d'histoire sociale de New York. Il existe également une lettre de Trotsky au secrétariat international, datée du 5 janvier 1934. On y trouve les lignes suivantes :

« Je ne puis accepter l'amendement concernant le défaitisme.

- a) parce qu'il dit que nous devons désirer la défaite sans dire si nous devons faire quelque chose et quoi précisément pour l'amener : les S.D. émigrés sont pleins du désir que quelqu'un batte Hitler et les libère de la nécessité de faire quelque chose.
 b) parce que la formule défaitiste de Lénine de 1914-1916 n'avait encore rien à voir avec la guerre entre Etats capitalistes et Etat ouvrier et n'introduisait pas les déductions qui en découlent. Sous Kerensky, Lénine affirmait déjà « Nous ne sommes plus défaitistes ». Mais puisque mes distinctions du premier passage du paragraphe 51 vous inquiètent, je les biffe totalement, peut-être réussirons-nous à nous entendre ultérieurement sur les précisions nécessaires »¹⁵.

**

C'est l'existence de l'Etat ouvrier qui, pour Trotsky, constituait le problème nouveau auquel il fallait apporter une réponse. Depuis longtemps, Trotsky et l'Opposition de gauche avaient fermement défini leur position en cas d'attaque contre l'U.R.S.S. En 1926, répondant à Staline et Molotov qui prétendaient fermer la bouche de l'Opposition au nom du danger de guerre, Trotsky évoquait l'exemple de Clemenceau. (Ne se laissant impressionner ni par les persécutions gouvernementales, ni par les appels démagogiques à l'unité nationale, Clemenceau avait développé contre le gouvernement français à qui il reprochait sa pusillanimité une agitation systématique qu'il justifiait en expliquant que c'était précisément parce que les Allemands marchaient sur Paris qu'il était nécessaire de renverser le gouvernement afin d'assurer réellement la défense du pays). Trotsky expliqua que si comme résultat de l'incompétence et des atermoiements du gouvernement soviétique, l'ennemi impérialiste devait avancer jusqu'au cœur de la Russie, c'est précisément à ce moment que l'Opposition de gauche, en tant que défenseur le plus résolu de l'Union soviétique, se devait d'intensifier ses efforts pour changer le régime.

En 1934, Trotsky est amené à préciser que, dans la guerre mondiale qui s'annonce, l'affaiblissement du mouvement révolutionnaire mondial résultant de la politique de Staline imposera vraisemblablement à l'U.R.S.S. l'alliance avec l'un ou l'autre des camps impérialistes en présence. Cette situation nouvelle exige une tactique appropriée. Trotsky écrit dans les Thèses :

« Demeurant le défenseur déterminé et dévoué de l'Etat ouvrier dans sa lutte contre l'impérialisme, le prolétariat international ne deviendra cependant pas un allié des alliés impérialistes de l'U.R.S.S. Le prolétariat d'un pays capitaliste qui se trouve l'allié de l'U.R.S.S. doit conserver pleinement et complètement son irréductible hostilité au gouvernement impérialiste de son propre pays. En ce sens, sa politique ne sera pas différente de celle d'un prolétariat dans un pays qui combat

l'U.R.S.S. Seulement, dans la nature des actions pratiques, il peut apparaître, en fonction des conditions concrètes de la guerre, des différences considérables. Par exemple, il serait absurde et criminel, en cas de guerre entre l'U.R.S.S. et le Japon, que le prolétariat américain sabote l'envoi de munitions américaines à l'U.R.S.S. Mais le prolétariat d'un pays combattant l'U.R.S.S. devrait absolument recourir à de telles actions : grèves, sabotages, etc. »¹⁶.

Trotsky a-t-il, comme le disent les intéressés, fait les concessions exigées par Bauer et Leonetti ? Il semble en tout cas avoir reculé pour éviter le conflit. Il accepte en tout cas d'employer la formule de « défaitisme ». Mais il met en garde ses camarades contre un usage irréfléchi :

« La formule de Lénine selon laquelle « la défaite est le moindre mal » ne signifie pas que la défaite d'un pays donné est un moindre mal que celle du pays ennemi, mais qu'une défaite militaire résultant du développement du mouvement révolutionnaire est infiniment plus bénéfique pour le prolétariat et le peuple tout entier qu'une victoire militaire assurée par la « paix civile ». Karl Liebknecht a donné une formule qui n'a pas été dépassée, de la politique prolétarienne en temps de guerre : « l'ennemi est dans notre propre pays ». [...] *La transformation de la guerre impérialiste en guerre civile* constitue la tâche stratégique générale à laquelle devrait être subordonné l'ensemble du travail d'un parti prolétarien pendant la guerre. [...] le mot d'ordre de paix n'est nullement en contradiction avec la formule stratégique du « défaitisme ». Au contraire [...] la lutte révolutionnaire pour la paix, prenant des formes toujours plus larges et plus courageuses, est le plus sûr moyen de « transformer la guerre impérialiste en guerre civile »¹⁷.

Ainsi Trotsky n'est pas parvenu à faire adopter intégralement son point de vue dans les thèses sur la IV^e Internationale et la guerre. C'est désormais sur des questions particulières qu'il va être conduit à préciser ses positions. La première est celle des guerres « justes » et progressistes dans lesquelles la question du défaitisme ne se pose pas.

On sait que Lénine n'excluait nullement la possibilité de l'existence de « guerres justes », « progressistes », « nationales », « révolutionnaires » pour la « défense de la patrie ». Lénine s'en était expliqué à de multiples reprises durant la guerre, en particulier avec Inessa Armand et Zinoviev qui déduisaient du caractère « impérialiste » de la guerre le refus de soutenir les guerres « nationales ». Sans doute Lénine faisait remarquer que dans la présente guerre, ce caractère « national » était représenté « seulement » par la guerre de la Serbie contre l'Autriche et qu'il avait en conséquence un caractère secondaire ne modifiant pas le caractère général « impérialiste » de la guerre... Ces remarques essentielles de Lénine avaient peu d'importance pratique au moment où elles furent énoncées. Il n'en eut plus de même désormais.

Les événements d'Espagne fournissent à Trotsky l'occasion de préciser l'attitude des révolutionnaires dans une guerre civile dirigée contre une révolution qui se développe et alors que le gouvernement attaqué reste un gouvernement « bourgeois ». Devant la commission d'enquête sur les

procès de Moscou, le 14 avril 1937, Trotsky est amené à répondre à la question de Stolberg : « Avec quel camp êtes-vous à l'heure actuelle en Espagne ? ». Il répond :

« Tout trotskyste en Espagne doit être un bon soldat, du côté de la gauche. Naturellement, c'est là une question si élémentaire que vous savez qu'elle ne vaut pas la peine d'être discutée. [...] Un dirigeant de la classe ouvrière ne peut pas entrer dans un gouvernement bourgeois. Nous ne sommes pas entrés dans le gouvernement Kerenski, en Russie. Alors que nous défendions Kerensky contre Kornilov, nous ne sommes pas entrés dans son gouvernement. De même que j'ai déclaré être prêt à m'allier à Staline contre les fascistes, ou à Jouhaux contre les fascistes français. C'est une question élémentaire ».

Puis Finerty pose la question suivante : « Si vous étiez au pouvoir en Russie et si les loyalistes espagnols vous demandaient votre aide, poseriez-vous comme condition à votre aide l'octroi des terres aux paysans et des usines aux ouvriers ? ». Trotsky répond :

« Non. Pas comme condition, ce n'est pas de cela qu'il s'agit. La première question serait celle de l'attitude du parti révolutionnaire espagnol. Je lui dirais : « Pas d'alliance politique avec la bourgeoisie », comme première condition. La seconde : « Vous devez être les meilleurs soldats contre les fascistes. » La troisième : « Vous devez dire aux soldats, aux autres soldats, et aux paysans : « Nous devons faire de notre pays le pays du peuple. Quand nous aurons gagné les masses nous chasserons la bourgeoisie, nous prendrons le pouvoir et nous ferons la révolution sociale. » »¹⁸.

Le 14 septembre 1937, Trotsky écrit un texte intitulé « Contre le « défaitisme » en Espagne ». Il s'agit de répondre aux questions posées par un militant de Los Angeles. Sans aller jusqu'à adopter la position de certains groupes qui ne voyaient dans la guerre civile qu'une lutte entre clans bourgeois rivaux — analogue à une « guerre impérialiste » — et prenaient position pour le « défaitisme révolutionnaire », un groupe de militants américains s'élevaient contre tout soutien politique ou matériel au gouvernement bourgeois loyaliste¹⁹. Trotsky leur répond :

« 1) La différence entre Negrín et Franco est la différence entre la démocratie bourgeoise pourrissante et le fascisme.

2) Partout et toujours, là où les ouvriers révolutionnaires ne sont pas dans l'immédiat assez fort pour renverser le régime bourgeois, ils défendent, contre le fascisme, même la démocratie bourgeoise pourrissante, mais, surtout, ils défendent leurs propres positions à l'intérieur de la démocratie bourgeoise.

3) Les ouvriers, cependant ne défendent pas la démocratie bourgeoise par les méthodes de la démocratie bourgeoise (Front populaire, blocs électoraux, coalitions gouvernementales, etc.), mais par leurs propres méthodes : c'est-à-dire par les méthodes de la lutte révolutionnaire de classe. C'est ainsi qu'en participant à la lutte militaire contre le fascisme, ils continuent à défendre en même temps leurs propres organisations, leurs droits et leurs intérêts contre le gouvernement démocratique bourgeois. [...] ».

Trotsky précise : « La défense de la démocratie bourgeoise contre le fascisme est seulement un épisode *tactique* subordonné à notre ligne laquelle est de renverser la démocratie bourgeoise et d'instaurer la dictature du prolétariat ».

Pour tactique qu'elle soit, cette distinction n'en est pas moins essentielle aux yeux de Trotsky, qui ajoute :

« 7) On peut nous objecter ceci : pendant une guerre entre deux Etats bourgeois, le prolétariat, quel que soit, dans son pays, le régime politique, doit adopter la position selon laquelle « la défaite de notre propre gouvernement est le moindre mal ». Cette règle n'est-elle pas également applicable à une guerre civile dans laquelle s'affrontent deux gouvernements bourgeois ? Elle ne l'est pas. Dans une guerre entre deux Etats bourgeois, l'objectif en jeu est une conquête impérialiste, non la lutte entre démocratie et fascisme. Dans la guerre civile espagnole, la question est : démocratie ou fascisme ».

Cette distinction signifie que, pour Trotsky, on ne peut en Espagne être « défaitiste » pas plus qu'on ne peut être neutre, mais bien au contraire que l'on doit être « défensiste ».

« Nous sommes « défensistes ». Les « défaitistes » ce sont Negrín, Staline et compagnie. Nous participons à la lutte contre Franco comme les meilleurs soldats, et en même temps, dans l'intérêt de la victoire sur le fascisme, nous faisons de l'agitation pour la révolution sociale et nous préparons le renversement du gouvernement défaitiste de Negrín ».

Cette tâche « défensiste » ne se limite pas à ceux qui combattent en Espagne. Elle est une tâche internationale :

« 12) Prenon un exemple : deux bateaux avec des armes et des munitions partent de France ou des Etats-Unis — un pour Franco, l'autre pour Negrín. Quelle devrait être l'attitude des travailleurs ? De saboter le transport des deux ? Ou celui pour Franco seulement ? Nous ne sommes pas neutres. Nous laisserons passer le bateau avec les munitions pour le gouvernement Negrín. Sans illusions, de ces balles, neuf sur dix seront dirigées contre les fascistes, au moins une contre nos camarades. Mais de celles qui sont destinées à Franco, dix sur dix seront dirigées contre nos camarades. Nous ne sommes pas neutres »²⁰.

Le second exemple porte sur le conflit sino-japonais. On sait depuis l'étude que Pierre Broué a consacrée à Chen Duxiu que cette question a profondément divisé les trotskystes chinois. D'emblée, Chen s'est placé sur une orientation « patriotique » qui provoque un tir nourri de critiques dénonçant son opportunisme et sa « capitulation ». Dès les premiers incidents, Trotsky s'est rangé du côté du grand révolutionnaire chinois : sa réaction est immédiate : un communiqué de presse fait connaître que les trotskystes du monde entier sont aux côtés de la Chine et du peuple chinois dans la juste guerre contre l'impérialisme japonais. Il écrit :

« S'il existe au monde une *guerre juste*, c'est bien la guerre du peuple chinois contre ses oppresseurs. Toutes les organisations ouvrières, toutes les forces progressistes en Chine, sans abandonner leur programme ni leur indépendance politique

doivent remplir jusqu'au bout leur devoir dans la guerre de libération, indépendamment de leur attitude à l'égard du gouvernement de Tchiang-Kai-chek »²¹.

Le 11 août, dans une discussion avec Li Furen, il assure, tout en critiquant certaines formulations de ses camarades chinois :

« Les organisations ouvrières du Japon n'ont pas le droit d'être patriotes, mais celles de Chine l'ont »²².

Ces prises de position au début de la guerre sino-japonaise provoquent des levées de boucliers dans les rangs trotskystes auxquelles Trotsky répond fermement :

« Nous n'avons jamais mis et nous ne mettrons jamais sur le même plan toutes les guerres. Marx et Engels soutenaient la guerre révolutionnaire des Irlandais contre la Grande-Bretagne, des Polonais contre le tsar, quoique, dans ces deux guerres nationales, les chefs étaient pour la plupart des bourgeois, parfois même des féodaux, en tout cas des réactionnaires catholiques. Quand Abd El Krim s'est soulevé contre la France, les démocrates et les social-démocrates ont parlé avec mépris de la lutte d'un « tyran sauvage » contre la « démocratie ». Le parti de Léon Blum soutenait ce point de vue. Mais nous, marxistes et bolcheviks, considérons la guerre des Rifains contre la domination impérialiste comme une guerre progressiste. Lénine a écrit des centaines de pages pour démontrer la nécessité de distinguer entre les nations impérialistes et les nations coloniales et semi-coloniales qui forment la grande majorité de l'humanité. Parler de « défaitisme révolutionnaire » en général, sans distinguer entre *pays oppresseurs* et *peuples opprimés* c'est faire du bolchevisme une misérable caricature et mettre cette caricature au service de l'impérialisme »²³.

Trotsky est particulièrement net sur l'exemple chinois mais il est possible de généraliser : dans d'autres textes, évoquant le cas d'une guerre entre la Grande-Bretagne impérialiste « démocratique » et un pays semi-colonial comme le Brésil au gouvernement « fascisant », il soutient que les révolutionnaires doivent défendre la guerre juste du peuple opprimé sans considérer la couleur politique de son gouvernement. De la même façon, lors de la guerre d'Éthiopie, il considère qu'il est juste de soutenir l'Éthiopie contre l'Italie sans souci du caractère réactionnaire et médiéval du gouvernement du Négus et tout en condamnant les « sanctions » qui sont l'expression de la politique des puissances impérialistes.

La question la plus complexe concerne bien évidemment le cas d'une guerre « impérialiste » dans laquelle l'U.R.S.S. se trouverait impliquée et alliée à l'un des camps impérialistes. La formule « défaitiste » de Lénine n'avait bien entendu pas été élaborée pour faire face à une situation de ce type. C'est sur cette question que rebondit en 1937 la discussion ouverte par les « thèses » de 1934. La déposition de Trotsky devant la commission Dewey d'enquête sur les procès de Moscou, en réponse à une question de Stolberg sur l'attitude qu'il préconiserait dans le cas d'une guerre où l'U.R.S.S. serait alliée à la France contre l'Allemagne est l'occasion de nouveaux débats... et de nouveaux conflits. Trotsky répond à Stolberg :

« En France, je resterais en opposition au gouvernement et développerais systématiquement cette opposition. En Allemagne, je ferais tout mon possible pour saboter la machine de guerre... Ce sont deux choses différentes. En Allemagne et au Japon, j'emploierais, dans la mesure où je le pourrais, des méthodes militaires, pour combattre, arrêter et endommager la machine, la machine militaire, pour la désorganiser, tant au Japon qu'en Allemagne. En France, c'est l'opposition politique à la bourgeoisie et la préparation de la révolution prolétarienne. Toutes deux sont des méthodes révolutionnaires. Mais, en Allemagne et au Japon, mon objectif immédiat est la désorganisation de toute la machine. En France, l'objectif est la révolution prolétarienne »²⁴.

Cette déclaration de Trotsky, développée dans un article de Klement de décembre 1937 entraîne une vigoureuse critique du dirigeant du P.S.R. belge Georges Vereeken, qui écrit, le 15 décembre 1937, que cette réponse laisse supposer que « Trotsky n'épouse pas l'opinion que nous devons faire du défaitisme en France ». Il poursuit, parlant de la section française :

« Que doit faire le P.O.I. ? Il y a deux solutions qui, concrètement, reviennent à une seule. Le P.O.I. ne sabotera pas la machine de guerre de l'impérialisme français, ne fera pas de défaitisme, en un mot, il restera neutre en ce qui concerne la machine de guerre et cela signifie qu'il facilitera la victoire de l'impérialisme français, ou bien il sera conséquent avec lui-même et luttera pour le triomphe de « son » pays. Cela s'appelle *intégrer l'union sacrée* »²⁵.

A cette accusation majeure, c'est le secrétariat international qui répond par la bouche de Klement que Trotsky soutient sans réserve.

Klement s'en prend à la définition que Vereeken donne du défaitisme révolutionnaire qu'il identifie au sabotage militaire. Klement fait remarquer que cette définition n'est conforme ni à la position de Lénine en 1914-1916 ni à celle de la IV^e Internationale qui a toujours souligné que le défaitisme ne consistait pas à « faire sauter les ponts » ou mener des actions terroristes contre l'Etat-major, mais bien dans la continuation de la lutte des classes pendant la guerre. Or cette lutte sociale et politique ne revêt un caractère militaire qu'à son point culminant, celui de l'insurrection armée et de la guerre civile.

Klement et Trotsky polémiquent avec force contre l'identification faite par Vereeken du défaitisme révolutionnaire au sabotage. Ils y voient non seulement une définition erronée du défaitisme mais plus encore la manifestation du refus de prendre en compte le fait que la guerre qui vient, à la différence de la première, ne sera vraisemblablement pas « impérialiste » de tous les côtés. Le prolétariat se devait donc de reconnaître le caractère progressiste de l'un des camps et, partant, ne pouvait appliquer une seule et même tactique. Il se trouvait dans la situation difficile d'avoir à combiner le défaitisme révolutionnaire avec le soutien à des guerres progressistes, une situation d'autant plus difficile que staliniens et social-démocrates s'efforçaient de l'utiliser pour justifier l'union sacrée. Reconnaisant le caractère progressiste de certaines luttes, le

prolétariat ne pouvait donc vaincre, comme dans les camps impérialistes au prix de la défaite militaire mais, bien au contraire, par la voie de la victoire militaire du camp conduisant une guerre juste (pays coloniaux et semi-coloniaux comme l'Abyssinie et la Chine, Etats ouvriers comme l'U.R.S.S., démocraties en guerre civile contre le fascisme comme en Espagne). Ce qu'il avait de neuf dans les précisions apportées par Trotsky devant la commission Dewey, c'était qu'il était nécessaire de compléter la recherche de la victoire du camp opprimé par l'utilisation du sabotage militaire dans le camp impérialiste adverse : les masses allemandes ou japonaises sabotent, par exemple, la machine militaire allemande pour défendre l'U.R.S.S. ou la machine japonaise pour défendre la Chine. Dans ce cas, les masses peuvent comprendre ce moyen d'action et la défaite militaire de son propre pays, loin d'être un mal même « moindre », peut alors devenir un objectif. Lorsque la guerre revêt un tel caractère, le prolétariat a le devoir non seulement de lutter pour la révolution à travers le « défaitisme », mais encore de saboter la machine militaire de l'impérialisme adverse au bénéfice de ses propres alliés.

Ces clarifications faisaient plus nettement ressortir la parenté entre la défense de l'U.R.S.S., celle des pays coloniaux et semi-coloniaux et dans les guerres civiles, de la défense de la démocratie. Elles permettaient également de distinguer soigneusement le défaitisme révolutionnaire du sabotage militaire qui est un moyen d'assurer la défense militaire immédiate de l'« adversaire » allié du prolétariat. Restait cependant à définir les tâches du prolétariat dans les pays impérialistes alliés à l'U.R.S.S. Vereeken avait en effet accusé Trotsky, le secrétariat international et Klement, de préparer l'intégration du prolétariat dans l'union sacrée dans les pays alliés à l'U.R.S.S.

Dans une lettre à Jean van Heijenoort du 2 janvier 1938, dans laquelle il prend l'entière responsabilité de ses déclarations devant la commission Dewey, Trotsky précise que la question au cœur des divergences « se réduit en somme à savoir si nous avons l'obligation de défendre l'U.R.S.S. [...] en cas de guerre sans sortir de l'opposition révolutionnaire et si oui par quels moyens ». Soulignant que dans un conflit international sont mêlées des luttes réactionnaires et des luttes progressives et qu'il en résulte que les tâches du prolétariat sont combinées et nécessairement différentes selon les pays, Trotsky venait de préciser que le prolétariat avait le devoir de saboter la machine militaire de l'impérialisme au bénéfice de ses propres alliés conduisant une guerre juste. Klement précise cependant que le sabotage militaire en faveur de l'ennemi non-impérialiste de sa propre bourgeoisie ne saurait être étendu au bénéfice de son allié impérialiste. Il donne l'exemple d'une guerre dans laquelle l'U.R.S.S., alliée à la France serait en guerre contre l'Allemagne. Les ouvriers allemands devraient chercher à désorganiser le front de l'Est afin d'aider l'U.R.S.S. En revanche, dans la France alliée à l'U.R.S.S., et

en Allemagne sur le front ouest, c'est le défaitisme révolutionnaire qui doit être la règle, défaitisme révolutionnaire qui ne comporte, rappelle Klement, ni sabotage, ni recherche de la défaite, mais implique la poursuite de la lutte des classes et combat pour la révolution sans s'arrêter à ses éventuelles conséquences.

Finalement l'essentiel des précisions que Trotsky et Klement apportent dans la polémique de 1937-1938 s'explique par leur conviction que la prochaine guerre sera mondiale et que l'U.R.S.S. y sera nécessairement impliquée, alliée à l'un des deux camps impérialistes. Dans ces conditions, la formule du « défaitisme révolutionnaire » n'est pas suffisante parce qu'elle ne répond pas avec précision à la question cruciale. C'est d'ailleurs effectivement sur la question de la « défense de l'U.R.S.S. » que la crise rebondit après la conclusion du pacte germano-soviétique. Sous la pression de l'opinion publique, une fraction importante du Socialist Workers Party des Etats-Unis dirigée par Burnham et Shachtman commence à expliquer que l'évènement est suffisamment important pour justifier la remise en cause de l'analyse traditionnelle sur la « nature de l'U.R.S.S. » et par conséquent sa « défense ». Trotsky voit dans le pacte une manœuvre sans principe, révélatrice de la faiblesse de la bureaucratie, pour échapper à la guerre, mais il ne pense pas que cet accord cynique — qui ne manque pas de précédents dans la politique de Staline — soit de nature à remettre en question la nature des bases sociales de l'U.R.S.S. Il continue à penser que, tout en poursuivant une lutte impitoyable pour préparer le renversement de l'oligarchie du Kremlin par les ouvriers et paysans soviétiques, la IV^e Internationale doit, au-delà des péripéties des alliances et fronts militaires, par les méthodes de la lutte de classe révolutionnaire, défendre le régime social progressiste de l'U.R.S.S., les « conquêtes d'Octobre ». La question qui concerne ce débat est suffisamment connue et les documents accessibles pour que nous n'ayons pas à y revenir ici.

*
**

Nous avons vu les raisons qui ont à plusieurs reprises poussé Trotsky à préciser parfois, et même à s'abstenir d'employer le mot de « défaitisme ». Mais dans le même temps, il se livre souvent à une défense vigoureuse de ce même « défaitisme » contre ceux pour qui la guerre qui vient sera une guerre entre « démocratie » et « fascisme », et qui pensent que le prolétariat doit se ranger dans le camp des démocraties.

Déjà, les thèses de 1934 insistaient sur le fait que la guerre ne serait pas un conflit entre démocratie et fascisme, mais une nouvelle lutte pour un repartage du monde et une redistribution des colonies. Elles indiquaient que l'un et l'autre camp compteraient parmi les Etats belligérants des Etats démocratiques comme des Etats fascistes et que, si les révolutionnaires avaient toujours le devoir de défendre la démocratie contre leur

gouvernement, il ne pouvait en aucun cas être question de répéter la trahison social-démocrate en soutenant « son » impérialisme contre l'impérialisme étranger.

Dans le cours de la polémique de la fin des années 30, Trotsky avait été amené à démentir énergiquement l'interprétation selon laquelle il préconisait deux politiques distinctes, l'une dans les pays démocratiques et l'autre dans les pays fascistes, puisque la guerre allait être en dernière analyse non une compétition entre « régimes politiques » opposés mais une lutte sociale pour se repartager le monde, subjuguer la Chine, reconquérir l'espace soviétique.

Le 11 mars 1939, polémiquant contre le groupe palestinien *Haor* qui faisait du défaitisme une obligation dans les seuls pays fascistes, et y renonçait dans les pays démocratiques, il qualifie cette position comme « un pas dangereux vers le social-patriotisme ». Il fait remarquer que cette position ne prend pas en compte la place de l'U.R.S.S. alors qu'il n'est pas exclu que Staline se range dans le camp de Hitler. Puis il critique la définition donnée par *Haor* du défaitisme conçu comme « un système spécial et indépendant d'actions visant à provoquer la défaite », ce qui lui paraît trop « équivoque » :

« Ce n'est pas ça. Le défaitisme, c'est la politique de classe du prolétariat qui considère, y compris en temps de guerre, que son ennemi principal est dans son propre pays impérialiste. Le patriotisme, en revanche, est une politique qui situe l'ennemi principal hors de son propre pays. L'idée du défaitisme est en réalité la suivante : mener une lutte révolutionnaire intransigeante contre sa propre bourgeoisie en tant qu'ennemi principal, sans se préoccuper que cette lutte puisse aboutir à la défaite de son propre gouvernement. Dans le cas où elle résulte d'un *mouvement révolutionnaire*, la défaite de son propre gouvernement constitue un *moindre mal*. Lénine n'a jamais dit, et n'a jamais voulu dire autre chose. Il n'est même pas possible de parler d'une autre espèce de contribution à la défaite. Faut-il renoncer au défaitisme révolutionnaire dans les pays non-fascistes ? C'est là le nœud de la question : c'est là-dessus que l'internationalisme révolutionnaire tient bon ou s'effondre ».

Cette question est reprise dans le dernier texte fondamental que Trotsky écrit sur la guerre : le « Manifeste sur la guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale » écrit en mai 1940, pour la conférence dite « d'Alarme », condamne le mot d'ordre de « guerre pour la démocratie ». Trotsky pose une fois de plus la question de savoir si la classe ouvrière doit aider les démocraties dans leur lutte contre le fascisme allemand. Sa réponse est sans ambiguïté :

« C'est ainsi que la question est posée par de larges cercles petits bourgeois, pour qui le prolétariat ne reste jamais qu'un outil auxiliaire de telle ou telle fraction de la bourgeoisie. Nous rejetons cette politique avec indignation. Naturellement il existe une différence de confort entre les différents wagons du train. Mais, quand le train plonge dans un abîme, la distinction entre la démocratie décadente et le fascisme meurtrier disparaît devant l'effondrement de l'ensemble du système capitaliste ». ²⁶

Pourquoi Trotsky n'emploie-t-il pas dans le *Manifeste* le terme de « défaitisme révolutionnaire » ? Nous savons qu'il ne refusait pas de l'employer de façon générale, tout en se refusant à en faire la formule magique et en particulier en n'en faisant jamais un mot d'ordre. Mais la formule de « défaitisme » n'avait-elle pas déjà connu en 1940 un destin singulier ? Elaborée par Lénine qui était alors le plus intransigeant des internationalistes, elle avait été ensuite utilisée, tant dans la III^e que dans la IV^e Internationale pour combattre le « trotskysme » en l'opposant au « léninisme ». Trotsky n'avait sans doute que trop clairement conscience du contenu de ces polémiques pour se laisser enfermer dans une discussion d'autant plus sans objet que les problèmes posés par cette deuxième guerre — en liaison avec l'existence de l'U.R.S.S. en particulier — ne pouvaient être réglés par la meilleure des formules de la guerre précédente. Mais il n'avait non plus aucune raison d'abandonner cette partie de l'héritage de Lénine à ses adversaires.

NOTES

1. Voir en particulier les trois articles de Lénine : « La chute de Port Arthur (14 janvier 1905) », « Le capital européen et l'autocratie » (5 avril 1905), « La débacle » (9 juin 1905).
2. Marx et Engels n'ont pas élaboré « de théorie spécifique de la guerre. Faisant leur la formule de Clausewitz, ils considéraient la guerre comme « la poursuite de la politique par d'autres moyens ». Leur politique dans une guerre donnée n'était pas définie en fonction d'une théorie *a priori* mais à partir d'une analyse concrète du conflit. Ils s'interrogeaient pour définir le camp dont la victoire serait la plus avantageuse pour la classe ouvrière. Durant la guerre civile américaine Marx prit position pour la victoire du Nord contre le Sud esclavagiste. On connaît la formule d'Engels en 1866 : « mon plus grand désir est que la Prusse se fasse battre, il y aurait alors une révolution à Berlin ». En 1870, Engels a commencé par soutenir les intérêts nationaux de l'Allemagne contre l'Empire français. Mais en même temps, il recommande à la Social-démocratie allemande de conserver sa pleine indépendance et approuve la décision de W. Liebknecht et A. Bebel de voter contre les crédits militaires. Mais sitôt l'unité allemande assurée et le second Empire renversé, Engels modifie radicalement sa position. Estimant que la poursuite de la guerre a désormais pour objectif la prépondérance des Junker prussiens en Allemagne et de l'Allemagne prussifiée en Europe, il se place du côté de la guerre de défense française dont il pense qu'elle peut devenir un facteur révolutionnaire.
3. Voir en particulier l'article de G. Haupt et Claudie Weill « Marx et Engels devant le problème des nations ». Voir également *Les socialismes français et allemand et le problème de la guerre*, Milorad Drachkovitch, Genève 1953, pp. 221-244.
4. Milorad Drachkovitch, *op. cit.*, pp. 323-330.
5. Lénine, *Œuvres* 21, p. 12, « Les tâches de la social-démocratie révolutionnaire dans la guerre européenne ».
6. Cet article a été écrit par Lénine, le 26 juillet 1915, en réponse à une polémique de Trotsky (*Naché Slovo* n° 105) qui avait écrit que « le désir d'une défaite de la Russie est une concession que rien n'appelle et ne justifie à la méthodologie politique du social-patriotisme, lequel substitue à la lutte révolutionnaire contre la guerre et les conditions qui l'ont engendrée, une orientation extrêmement arbitraire, en pareille situation, sur la ligne du moindre mal ». Cette réponse, écrite dans le feu d'une vigoureuse polémique, sera par la suite fréquemment utilisée contre Trotsky. Lénine, manifestement inspiré par l'exemple de la Commune de Paris et de la Révolution russe de 1905, estime que le prolé-

tariat doit « concourir effectivement à la défaite ». Il s'empresse pourtant de préciser que cela ne signifie nullement que « l'on veut la victoire de l'Allemagne », que c'est une « ineptie » de considérer que cela signifie que « l'on veut la victoire de l'Allemagne » et exclut catégoriquement comme allant de soi et même comme ridicule le sabotage militaire en tant que moyen du défaitisme révolutionnaire. Il écrit qu'« un lecteur perspicace » verra bien qu'il n'est nullement question de « faire sauter les ponts », d'« organiser des mutineries militaires vouées à l'insuccès et, en général, d'aider le gouvernement à écraser les révolutionnaires ». Lénine exclut l'emploi de moyens militaires spéciaux dont profite directement l'adversaire sans que la cause prolétarienne en soit avancée.

7. Lénine, « Notes sur les tâches de notre délégation à la Haye », 4 déc. 1922, *Œuvres*, 33, p. 461.
8. *Contre le courant*, p. 10.
9. « Discours de clôture de Lénine sur le rapport concernant la ratification du traité de paix », 15 mars 1918, *Œuvres* 27, p. 198.
10. Lénine, « Lettre d'adieu aux ouvriers suisses », 26 mars 1917, *Œuvres* 23, p. 396.
11. Lénine, « Lettre au C.C. du P.O.S.D.R. », 12 septembre 1917, *Œuvres* 25, p. 311.
12. Martynov, « The Great Proletarian Leader », *Communist International* n° 1, New Series, February 1924, p. 41 et Zinoviev, « War and Leninism », idem, n° 6, June 1924, p. 6-7.
13. *Thèses et Résolutions du VI^e Congrès de l'I.C.*, Paris, p. 113, 17 juillet-1er septembre 1928.
14. Harvard, V. 84.
15. Lettre de Trotsky au S.I. Harvard, 8009. Cette lettre ne se trouve pas dans les *Œuvres*, les volumes consacrés à l'année 1934 ayant été publiés avant l'ouverture des archives de Harvard.
16. *Œuvres* 2, p. 168.
17. *Ibidem* p. 74.
18. *The case of Leon Trotsky* pp. 294-299.
19. Dick Lorre était membre de l'aile gauche constituée dans le parti socialiste américain autour des militants trotskystes. La question posée était l'attitude des révolutionnaires à l'égard du gouvernement Negrin qui, avec le patronage de Staline, et sous l'œil bienveillant des gouvernements de Londres et de Paris, venait de frapper durement l'extrême-gauche et était en train de créer les conditions de la défaite dans la guerre contre Franco. Des militants, membres de l'Appeal Association, qui constituaient le groupe « Joerger-Salemme », s'élevaient contre tout soutien politique ou matériel au gouvernement bourgeois loyaliste ». cf., *La révolution espagnole*, p. 431.
20. *Ibidem*.
21. *Œuvres* 14, interview en date du 30 juillet 1937, p. 216.
22. *Ibidem* p. 271.
23. *Œuvres* 15. Lettre à D.Rivera, 23 septembre 1937, p. 268.
24. *The case of Leon Trotsky*, p. 290.
25. G. Vereeken, *La Guépéou dans le mouvement trotskyste*, Paris, 1975, p. 267.
26. Trotsky, 26 mai 1940, *Sur la deuxième guerre mondiale*, p. 186, Paris 1974.

Karel Kostál

Munich : l'envers du mythe

Les Tchécoslovaques de ma génération — ceux qui avaient en 1968 l'âge de la conscience politique — avaient été martelés pendant des années par les pilons d'une propagande obsédante sur Munich : la « trahison » des « démocraties » avait livré notre malheureux pays à l'Allemagne nazie à laquelle l'U.R.S.S. seule était restée fidèle. C'est à la lumière de cette expérience historique que les peuples de Tchécoslovaquie avaient « compris » que la garantie de l'indépendance du pays se trouvait du côté de l'Union soviétique et « senti » que le parti communiste tchécoslovaque, incarnation de la lutte pour l'indépendance nationale et l'amitié avec l'U.R.S.S., était donc son guide désigné !

Il n'est pas sans intérêt de revenir aujourd'hui sur ce que signifia la crise de Munich dans les rapports entre nationalités et entre classes à l'intérieur de la Tchécoslovaquie — et ce que furent réellement dans ce cadre la politique du P.C.T. et la diplomatie du gouvernement de Staline.

La démocratie tchécoslovaque

Le fait que la Tchécoslovaquie ait été le premier Etat non germanophone victime de l'agression de l'impérialisme allemand et de l'« abandon » des « démocraties », ne doit pas nous dissimuler aujourd'hui le caractère très particulier de ce qu'était à la fin des années trente la « démocratie » tchécoslovaque. Création des traités de paix après la première guerre mondiale, invention des vainqueurs, elle faisait partie de ces petits Etats nouvellement créés avec la double mission de surveiller l'Allemagne sur sa frontière orientale et d'être les « bastions » militaires d'un « cordon sanitaire » autour des frontières de l'U.R.S.S., dont Josef Guttman écrivait :

« Les frontières de ces Etats furent tracées de telle sorte qu'elles englobaient partout de fortes minorités nationales : cela devait rendre impossible toute unification entre elles et avec l'Allemagne, tout en les plaçant sous la dépendance des puissances occidentales »¹.

En fait, la République tchécoslovaque est politiquement et économiquement dominée par la bourgeoisie nationale tchèque, mais également marquée, sur le plan national, par la domination des Tchèques — un peu

plus de la moitié de la population — sur les minorités diverses, Allemands, Slovaques, Hongrois, Ruthènes, victimes d'une oppression nationale qui revêt même, sur les marches orientales, des formes presque coloniales — une situation qui suffit à elle seule à expliquer le double caractère, formel et précaire, de la démocratie bourgeoise tchécoslovaque qu'une analyse des mécanismes constitutionnels et répressifs d'« urgence » ferait également apparaître immédiatement.

De ce point de vue, la situation faite aux habitants allemands (installés depuis au moins l'an 1000) dans la région des Sudètes apparaît bien comme un point névralgique, surtout après l'explosion de la crise mondiale. Région industrielle ancienne déjà durement frappée par la balkanisation de l'Europe centrale (son industrie textile conçue pour un marché « austro-hongrois » de 50 millions se voit limitée à un marché « tchécoslovaque » de moins d'un tiers), elle subit de rudes coups dans le début des années trente. Les conséquences de la crise mondiale y sont en effet aggravées et surtout rendues psychologiquement plus intolérables par la politique chauvine, anti-allemande, de Prague, qui envahit pacifiquement cette province en y envoyant postiers et cheminots tchèques, en créant des écoles tchèques quand les écoles allemandes tombent en ruines, en affectant systématiquement des juges tchèques dans les tribunaux, bref en s'employant à « dégermaniser » le pays et à priver ses habitants des éléments de leur culture auxquels ils sont attachés. C'est ainsi qu'il n'existe aucun programme de secours pour une région économiquement très atteinte, qu'aucune usine nouvelle n'est implantée dans les années de reprise, que les hôpitaux tombent en ruines, qu'il n'y a aucune université allemande en pays sudète et très peu d'émissions de radio en langue allemande.

Le social-démocrate Kurt Weisskopf, auteur du livre *Les Coups de Prague*, bien que partisan à cette époque de la démocratie tchécoslovaque et du maintien en son sein de la minorité allemande des Sudètes, mentionne à ce propos l'opinion du sénateur Siegfried Taub, un des dirigeants social-démocrates allemands de Tchécoslovaquie, qui déclare, analysant les progrès du Parti allemand des Sudètes de Konrad Henlein en train de se rallier à l'époque aux nazis :

« Si les Allemands des Sudètes écoutent Hitler et Henlein, et se tournent contre la République, ce n'est pas seulement parce que les nazis font d'excellente propagande et agissent par intimidation. Ils jouissent de la sympathie et du soutien de la majorité des Allemands des Sudètes qui vont à eux par déception et désespoir »².

Le parti social-démocrate, qui avait en son temps réuni derrière lui la moitié des électeurs germanophones et qui est membre, pendant les années trente, de la coalition au pouvoir à Prague, a vu son influence décliner jusqu'à l'effondrement : en 1938, communistes et social-démocrates réunis ne dépassent guère plus de 10 à 15 % du corps électoral dans la région des Sudètes.

Le parti communiste tchécoslovaque

Le P.C. tchécoslovaque a été l'un des partis de masse de l'Internationale communiste au début des années vingt, avec 350 000 membres et une direction intégrant des éléments de toutes nationalités, parmi lesquels les Allemands ont joué un rôle moteur. La « bolchevisation » lui a porté des coups très rudes : il est tombé à moins de 100 000 membres en 1925 et même 25 000 à la fin des années 20 : il ne dépasse jamais 75 000 membres dans les années 30, ni les 10 % de voix aux élections générales qui en font pourtant un élément politique important dans un pays où aucune formation ne recueille plus de 15 %.

En 1931, son VI^e congrès a reconnu l'existence, dans l'Etat tchécoslovaque, d'une oppression nationale exercée sur les minorités par « l'impérialisme tchèque » et affirmé son attachement au droit des nations à disposer d'elles-mêmes, droit de faire sécession compris. En 1933, l'élimination d'un de ses principaux dirigeants, Josef Guttmann et de l'important courant — le seul dans un P.C. en Europe — qui avait soumis à une critique de fond la politique de l'I.C. pendant la « troisième période », a ouvert la voie de la consolidation de ce parti en parti stalinien, la constitution d'un solide appareil de milliers de permanents dans des écoles où l'on apprend notamment à « aimer l'Union soviétique ». Ces transformations vont être déterminantes dans le changement qualitatif du parti opéré à partir de son tournant de 1935.

Ce tournant s'opère, comme pour le P.C.F. et à peu près au même moment, autour d'un pacte entre l'Etat national et l'Union soviétique. Le pacte soviéto-tchécoslovaque est signé à Prague le 16 mai 1935 : un protocole annexe prévoit qu'il n'y aura assistance mutuelle en cas d'agression que si la France porte secours au pays agressé. Toujours comme dans le cas français et sur la même ligne, la défense nationale de la Tchécoslovaquie devient donc un aspect de la défense de l'Union soviétique elle-même et le P.C. tchécoslovaque renonce à toute position défaitiste et toute politique antimilitariste : une guerre où la Tchécoslovaquie serait alliée à l'U.R.S.S. ne pourrait être qu'une guerre juste. A partir de 1936, il s'inscrit dans la perspective de la défense de la République contre le fascisme — c'est-à-dire l'éventuelle agression allemande — et proclame sa détermination de ne « pas céder un seul village à Hitler, à Horthy ou aux fascistes polonais ». S'alignant de plus en plus, en quelque sorte par la force même des choses, sur les thèmes nationaux tchèques historiques, le P.C.T. abandonne le thème de « classe » et de « droit des minorités » pour ceux de « solidarité » et d'« intérêt national ». Champion de l'alliance tchéco-franco-soviétique, le P.C.T. ne peut plus évidemment être celui des minorités contre l'oppression sociale et nationale des Slovaques, Allemands et autres. Son attitude nouvelle ne pouvait que détourner de lui les masses paupérisées et humiliées des minorités nationales et les livrer ainsi aux démagogues et réactionnaires, aux Henlein et aux Hlinka. Au

moment où éclate ce qu'on a appelé la crise de Munich, le parti communiste n'est plus qu'une organisation pratiquement purement tchèque, dont la politique le place à la remorque de la bourgeoisie tchèque et de ses partis dont il essaie de représenter et d'exprimer les intérêts « communs ».

La division de la bourgeoisie tchèque

Il semble bien que la bourgeoisie tchèque n'ait longtemps pas pris vraiment au sérieux la menace allemande contre l'existence de l'Etat tchécoslovaque ou du moins pris en compte la possibilité de la destruction de ce dernier en dehors d'une guerre mondiale — donc n'ait jamais envisagé pendant longtemps la possibilité de se trouver « abandonnée » par ses alliés occidentaux — formellement la France, mais aussi la Grande-Bretagne. C'est la proclamation de l'*Anschluss*, le 31 mars 1938 qui concrétise la menace immédiate, non de l'isolement, mais de l'agression. Après quelques pourparlers secrets, malgré des tendances marquées à une conciliation avec l'Allemagne dans les milieux financiers et agrariens, le gouvernement tchécoslovaque persévère dans la voie ancienne, celle de l'alliance avec la France, la Grande-Bretagne indirectement et l'U.R.S.S., celle des concessions secondaires aux minorités tout en évitant toute provocation à la guerre mais en renforçant une armée qui fut ainsi portée à 120 divisions supérieurement équipées.

Sur cette période — la « crise de mai 1938 » et ses lendemains — Kurt Weisskopf évoque dans ses souvenirs une réunion publique en pays sudète avec deux personnages importants du gouvernement de Prague, proches collaborateurs de Beneš et personnellement liés au président, Hubert Ripka, journaliste à *Lidove Noviny* et le général František Moravec, chef des services secrets et « espoir » de la jeune armée. Il écrit :

« Je ne me rappelle pas les détails du discours de Ripka, mais c'était une assurance que nous n'étions pas seuls, que l'Ouest aussi bien que l'Est assisteraient la Tchécoslovaquie et que, si l'autonomie pouvait être accordée aux Allemands des Sudètes, le pacte avec Henlein contiendrait des clauses garantissant les libertés civiles »³.

Au cours de la même réunion, le général Moravec, récemment à la tête d'une mission de contact avec l'U.R.S.S. et l'état-major de l'Armée rouge, officier réputé « de gauche », explique selon Weisskopf que :

« La Tchécoslovaquie était bien préparée et bien défendue. Ses divisions blindées, extrêmement mobiles, pouvaient frapper ce qu'on appelle aujourd'hui un coup préventif qui permettrait de gagner du temps jusqu'à l'arrivée des alliés occidentaux et orientaux »...⁴

Ce n'est que peu à peu et encore sans vraiment y croire qu'à travers les interminables conversations de l'été 1938 avec la mission Runciman, Beneš et ses collaborateurs comprennent qu'ils vont avoir affaire à une situation aussi dramatique pour eux qu'imprévue. Si l'U.R.S.S. réaffirme

ses engagements, pour le moment peu compromettants, puisque subordonnés à l'attitude française, le gouvernement de Londres et à sa suite celui de Paris s'orientant désormais, au nom d'une politique de « maintien de la paix », vers des pressions sur Prague pour des « concessions » susceptibles d'apaiser Hitler. Le dépècement de la Tchécoslovaquie est mis à l'ordre du jour par les revendications hitlériennes sur la région allemande des Sudètes et les chers alliés ne feront pas la guerre pour l'intégrité de l'Etat tchécoslovaque...

La bourgeoisie tchèque se divise. Beneš est partisan de la résistance. Le dernier message qu'il fait parvenir à Chamberlain par Lord Runciman démontre qu'il a bien compris les ressorts de la politique britannique et qu'il est lui-même conscient des risques sociaux, puisqu'il assure qu'au cas où son gouvernement serait contraint par ses alliés à de nouvelles concessions, la plus grave des conséquences serait de donner une réalité au danger de « révolution communiste » en Tchécoslovaquie brandi par les hitlériens. En fait, le président de la Tchécoslovaquie est convaincu que ni le gouvernement français, ni le gouvernement britannique ne peuvent envisager l'abandon de la Tchécoslovaquie et les sérieux risques qu'il leur ferait courir, directement ou indirectement. L'enjeu de la « crise de Munich » lui paraît être l'explosion immédiate de la guerre mondiale — et il l'accepte. Parfaitement conscient de la probabilité d'une défaite militaire de son pays dans une première étape, certain que la guerre ne pourrait échapper aux « démocraties » renforcées tôt ou tard par les Etats-Unis, il compte sur une victoire commune dans laquelle s'inscrira la résurrection de la Tchécoslovaquie.

Les vues planétaires de la survivance de l'Etat tchécoslovaque du « professeur Beneš », comme disent ses critiques, ne sont guère susceptibles de séduire d'importantes fractions de la classe dirigeante tchèque dont J. Guttmann assure qu'ils sont inspirés à cette époque par le fameux banquier, le Dr Preiss, et par le dirigeant du parti agrarien, Rudolf Beran.⁵ Il s'agit pour eux de continuer une activité économique et des profits que l'apocalypse envisagée par Beneš compromettrait sans remède. Il s'agit aussi de ne pas prendre les risques sociaux, de ne pas créer à la légère les conditions de subversion qui naîtraient inévitablement d'une guerre qui commencerait par la destruction de l'Etat tchécoslovaque : ils sont eux, partisans d'accepter les exigences allemandes — au moins si la guerre était l'inévitable prix d'un refus —, donc de capituler devant les exigences de Hitler avec l'espoir de conserver au moins un strapontin dans l'Europe sous son égide qui est en train de naître sous leurs yeux.

C'est cette seconde solution qui prévaut pour la bourgeoisie tchèque après que les entretiens de Berchtesgaden aient fait s'effondrer le plan de Beneš : en appuyant auprès de Prague la revendication allemande de révision des frontières, les gouvernements français et britannique signifient brutalement qu'ils ne viendront pas au secours de la Tchécoslovaquie

et ne feront pas la guerre pour elle. En précisant de son côté qu'il s'en tient au protocole annexe du traité qui subordonne son intervention éventuelle à celle de l'armée française, le gouvernement de l'U.R.S.S. s'engage *volens nolens* sur la même voie.

L'heure de vérité

C'est le 19 septembre au matin que les dirigeants tchécoslovaques sont informés de ce que Ripka appellera « les incroyables propositions » de Londres et de Paris. Un long conseil se tient en présence de deux généraux, l'inspecteur général Syrový, le chef d'état-major Krejčí. Devant le comité permanent du Parlement, le dirigeant communiste Klement Gottwald prononce une intervention dont le correspondant à Prague du *New York Times* assure qu'elle fait de lui le porte-parole du sentiment général au Parlement. Il assure :

« Il n'y a personne en Tchécoslovaquie qui ait le pouvoir ou l'autorité de réaliser ces choses contre lesquelles se dressent unanimement l'ensemble des peuples tchèque et slovaque et contre lesquelles se sont aussi manifestés tous les démocrates dans les minorités allemande et autre [...] qui exigent un accord équitable pour les nationalités sans occupation du territoire des Sudètes par le III^e Reich et sans aucune menace contre la paix européenne ».

Il poursuit, à propos de la « défense des frontières » :

« Elles ont été confirmées par la conférence de la Paix. Elles sont la défense de l'Europe centrale et orientale contre la poussée nazie vers l'Est et le Sud-Est. Nous sommes décidés à ne pas laisser détruire la République, mais à nous défendre. Toute la nation est unie, dans une unité de fer et décidée à ne pas céder. Nous savons de source sûre qu'au moins la Russie restera loyale à son traité »⁶.

Le correspondant du journal américain constate le lendemain qu'il y a d'importantes forces de police dans le centre de la capitale, qu'on n'a relevé aucune manifestation, mais qu'on a le sentiment que prévaut un calme du type de celui qui précède la tempête : c'est le lendemain qu'elle explose.

Dès le matin du 21 septembre, en effet, c'est la grève générale à Prague et sa banlieue. Aucune organisation n'en a pris l'initiative. Aucun tract n'y a appelé. La censure d'ailleurs n'aurait pas permis qu'un tel appel soit publié : les réunions même sont interdites. Mais les groupes ont commencé à se former dans le centre au cours de la nuit du 20 au 21. Le lendemain matin c'est une foule énorme, évaluée par le journaliste américain à plusieurs centaines de milliers de personnes, collectivement constituée avec la venue en cortège des ouvriers des différentes usines, des travailleurs des bureaux, des étudiants qui descendent la Vaclavske Nemesti jusqu'au pont Charles qu'elle franchit pour remonter vers le château du Hradschin. Les barrages de police postés pour les arrêter se sont ouverts à leur arrivée, et bientôt la police disparaît totalement. Il n'y a plus un uni-

forme dans les rues : tous les militaires ont été consignés dans leurs casernes et on craint que la discipline ne soit balayée par la fraternisation avec la foule des manifestants. Certains de ses derniers réussissent pendant quelques minutes à s'emparer de l'émetteur de Radio-Prague et y commencent à lancer un appel enflammé à la résistance et à chasser le gouvernement de « capitulards ». Des tracts circulent. L'un d'entre eux appelle le président Beneš à « en finir avec les ennemis de la République et les amis des nazis » et à montrer au monde que les Tchécoslovaques, confiants dans leur armée, sauront se défendre tout seuls. Un tract communiste ronéotypé assure :

« Nous ne rendrons pas la République à Hitler. L'Armée rouge de Russie nous portera secours si seulement on le lui demande. Jusqu'à présent, les agrariens ont empêché le gouvernement d'appeler les Soviétiques au secours parce qu'ils ont plus peur de l'Armée rouge que de Hitler. Nous nous défendrons nous-mêmes et nous ne serons pas seuls »⁷.

Partout, des centaines de milliers de bouches réclament le départ du gouvernement de « capitulards ». Inquiet, le correspondant américain déjà cité écrit :

« La nuit dernière, on parlait beaucoup de grève générale. Aujourd'hui si le gouvernement essayait de se cramponner. Ainsi, l'insistance des Franco-Britanniques pour la capitulation a fait apparaître le danger au moins d'un changement de gouvernement, sinon d'une révolution, sans éliminer pour autant le risque de guerre »⁸.

Le gouvernement Milan Hodža, après des débats orageux et sous les coups de boutoir du leader agrarien Rudolf Beran, ainsi que des pressions répétées de Londres et de Paris, s'est résigné à accepter les conditions de Hitler vers 15 heures. Une décision qui ne fait que jeter de l'huile sur le feu et qui sera sa dernière : incapable de faire accepter au pays sa politique, incapable de maîtriser les manifestants pragois, le gouvernement démissionne sous la pression des centaines de milliers de manifestants indignés. Josef Guttmann commente :

« L'Etat était impuissant et le gouvernement dut démissionner. Le pouvoir était vraiment dans la rue, mais personne ne le prit. Ce jour-là, le P.C.T. pouvait sans peine prendre le pouvoir. Personne n'aurait pu s'y opposer sérieusement. Mais il ne voulait pas — on ne le lui permit pas. Car, s'il avait pris le pouvoir, c'était le début immédiat des hostilités et il aurait fallu faire cette guerre sans l'Angleterre ni la France, avec seulement l'Union soviétique, comme une guerre purement révolutionnaire. Mais les bureaucrates de Moscou ne voulaient pas de guerre révolutionnaire, ils étaient seulement prêts à prendre part à une guerre impérialiste. Ils étaient décidés à marcher si la France marchait et à ne pas bouger si elle ne bougeait pas. Non seulement le P.C.T. se voyait interdire de prendre le pouvoir, mais encore on l'obligea à calmer les masses et à faire rentrer les manifestants chez eux »⁹.

Nous n'avons que peu d'informations sur les tractations en coulisse qui ont suivi la chute du gouvernement Hodža. De toute évidence, il n'y eut aucune initiative particulière du P.C.T. pour une solution gouvernementale autre que celle qu'envisageaient dès ce moment les porte-parole les plus représentatifs de la bourgeoisie tchèque, à savoir l'appel au gouvernement des chefs militaires, ou plus précisément la formation du nouveau gouvernement par le général Syrový. Le fait même que, le premier jour des manifestations, Prague ait été toute bruisante de rumeurs sur le fait que le général Syrový revenait de Moscou et qu'un gouvernement Syrový signifiait la résistance à l'Allemagne avec l'aide de Moscou, indique déjà que la solution du gouvernement Syrový ne pouvait qu'avoir l'aval du P.C.T. Guttman, pour sa part, n'hésite pas à affirmer que le gouvernement Syrový, constitué le lendemain, « avait été mis sur pied par les staliniens » avec Beneš. Le brave général ainsi choisi pour jouer le rôle de sauveur, a cinquante ans. Il a commencé sa carrière militaire en désertant pendant la guerre l'armée autrichienne pour s'engager dans l'Armée du Tsar, au sein de laquelle il a servi, dans la Légion tchèque, et a pris part au soulèvement de cette dernière contre le gouvernement bolchevique qui a marqué le début de la guerre civile en 1918. Colonel à 29 ans, il est en 1919 — avec des conseillers français — le commandant en chef des forces alliées anti-bolcheviques en Sibérie et réussit à échapper à l'Armée rouge à la tête de la Légion tchèque qu'il parvient à rapatrier. Chef d'état-major de l'armée tchécoslovaque en 1926, inspecteur général en 1933, il passe pour un bon connaisseur de l'U.R.S.S. et de son armée et a fait plusieurs visites et séjours en Union soviétique.

Le 22 septembre est le deuxième jour de la grève générale et c'est de nouveau par cortèges entiers que les ouvriers des usines des faubourgs et banlieues marchent sur le centre de la capitale dès les premières heures d'une journée qui menace d'être tendue. Les observateurs relèvent que les poings levés se font rares dans la foule et que les drapeaux rouges semblent avoir totalement disparu au profit des innombrables drapeaux nationaux qui flottent au-dessus et devant chaque cortège. Quelque 250 000 manifestants se rassemblent en une foule compacte devant le Parlement où, du haut du balcon, à 10 heures du matin, est annoncée la nouvelle de la démission du gouvernement Hodža, acclamée avec une détermination frénétique et suivie de mots d'ordre lancés dans la foule en faveur de la résistance aux menaces allemandes et de la formation d'un gouvernement militaire. Les haut-parleurs vont dans un premier temps annoncer la formation d'un « gouvernement de défense nationale » sur une base large, pour 15 heures, mais qui ne sera acquise que plusieurs heures plus tard. Cette fois, le scénario a été préparé d'avance et les dirigeants politiques de tous les partis se succèdent au balcon dans une manifestation d'union sacrée de laquelle les seuls agrariens de Rudolf Beran

s'abstiennent. Le dirigeant du Parti conservateur national, catholique, se fait acclamer par la foule en assurant qu'il n'y a pas de différence entre les militants de son parti et ceux du P.C.T., puisque les uns et les autres sont prêts en ce moment à mourir pour la patrie tchécoslovaque. Il assure :

« Il est inutile d'attendre de l'aide de ceux qui nous ont trahis. Ce qui compte, ce n'est pas ce qu'on pense à Londres et Paris, mais ce qu'on fait à Prague et dont dépend notre avenir »¹⁰.

Le général Gajda, fasciste et vieil adversaire de la république, s'adresse à la foule pour lui dire qu'il n'est plus, à l'heure du danger, l'homme d'un parti mais un soldat qui veut prendre part au grand sursaut national. Gottwald, le secrétaire général du P.C.T., ne tient pas un autre langage, quand il salue avec satisfaction le départ des « capitulards » du gouvernement Hodža, la formation d'un nouveau gouvernement « avec la participation de l'armée », assurant que ce dernier « va exécuter la volonté du peuple » qui peut donc retourner au travail.

C'est seulement alors que le général Obrátilak, après les représentants des partis, et dans un enthousiasme délirant — à la mesure sans doute de l'angoisse —, vient lire la déclaration du général Syrový qui jouit de l'appui de tous les partis :

« Je me porte garant que l'Armée se tient aujourd'hui et continuera à se tenir sur nos frontières pour défendre notre liberté jusqu'au bout. A Prague, notre désir est que vous gardiez votre calme et que, pour le moment, vous retourniez à votre travail de tous les jours. Avant peu, nous pourrions vous appeler à prendre une part plus active à la défense de notre patrie bien aimée. Ne laissez pas la campagne de rumeurs de l'ennemi vous persuader que la détermination de notre armée de tenir nos frontières puisse être altérée »¹¹.

Après une ultime intervention du populaire maire de Prague, Peter Zenkl, qui appelle une nouvelle fois, après Gottwald et le général, à terminer la grève générale et à reprendre le travail après la démission du « gouvernement de la capitulation » et l'assurance que le nouveau gouvernement est prêt à la défense jusqu'au bout, la foule immense se disperse. Guttman écrit :

« Avant que le flot des masses, qui s'écoulaient du centre de la ville, aient eu atteint les faubourgs de la capitale, le gouvernement Syrový avait fait savoir à toutes les capitales européennes qu'il allait continuer la politique de capitulation »¹².

Dès le lendemain, l'armée diffusait massivement un appel du nouveau chef du gouvernement, jeté sur la capitale par des bombardiers volant à basse altitude :

« Citoyens !

En cette heure critique pour notre pays et notre peuple, nous demandons à chacun d'entre vous de rester à son poste — le soldat à ses armes, le paysan à sa charrue, l'ouvrier à son atelier et son usine, l'employé à son bureau.

L'armée est chargée de la sécurité de la République et ne remplira cette tâche que si la nation est ferme et unie. Faites vos preuves en travaillant pour l'Etat. Retournez à votre travail. Ce n'est qu'ainsi que vous pouvez contribuer à ce que la nation soit prête à se défendre. De nouvelles manifestations ne pourraient que faire le jeu de nos ennemis »¹³.

Et le correspondant du *New York Times* commente :

« En fait, les ouvriers étaient déjà à leur atelier et les paysans à leur charrue, avant même que les tracts soient lancés. L'excès d'excitation de jeudi était retombé. Le peuple, pour le moment, se satisfaisait qu'un soldat populaire soit à la tête d'un gouvernement national »¹⁴.

Nous laisserons la parole, pour la conclusion de l'épisode, à Josef Guttman, déjà plusieurs fois cité :

« Dix jours après (sa constitution), le gouvernement Syrový, qui avait été mis sur pied par les staliens et Beneš, acceptait le diktat de Munich. Cinq jours plus tard, il obligeait Beneš à démissionner, puis dissolvait le P.C.I.S. Le gouvernement de « défense nationale » devenait le gouvernement de la capitulation nationale »¹⁵.

En guise de bilan

Vaut-il la peine, au terme de ce bref rappel de ce que l'on ignore généralement dans les pays occidentaux, de souligner à quel point le mythe qui s'efforçait de bercer notre enfance et d'endormir notre méfiance ne résiste pas à l'ombre d'une critique ? L'installation à Reichenberg d'abord, puis à Prague et à Plzen comme à Brno et Bratislava, de la Gestapo et des S.S., la terreur qui jette dans les prisons et les camps travailleurs et militants, tchèques ou slovaques, hongrois ou ruthènes, allemands aussi, n'a pu vaincre sans combat — comme elle avait vaincu en Allemagne même — que par la volonté des dirigeants des grands pays européens appelés alors « les démocraties », les Chamberlain et les Daladier, et la complicité des partisans de la « collaboration » dans le gouvernement Hodža. La responsabilité dans la tombée sur l'Europe centrale de la longue nuit du nazisme n'est pas cependant moindre pour les dirigeants politiques qui ont appelé le peuple à rentrer chez lui et faire confiance à « son armée » — et de ce point de vue il n'y a aucune différence réelle, de portée historique, entre le général Syrový qui, du Hradschin, a ouvert la porte à l'envahisseur des pays sudètes, Beneš qui a rejoint Paris puis Londres, Gottwald et les autres dirigeants du P.C.T. qui se retrouvent quelques semaines plus tard à Moscou, ou Emil Hacha qui va livrer en mars 1939 les derniers lambeaux de ce qui avait été l'Etat tchécoslovaque.

La crise de Munich nous paraît poser des problèmes d'une portée tout autre. Les millions de Tchécoslovaques de toutes nationalités qui ont manifesté les 21 et 22 novembre pour se défendre « jusqu'au bout » comprenaient certainement des hommes qui voulaient défendre une hégémonie nationale et sociale liée à l'Etat tchécoslovaque impérialiste effectivement menacé par l'impérialisme allemand. Mais leur majorité, le gros

des travailleurs, refusaient le régime que les bandes hitlériennes commençaient à imposer à l'Europe, l'anéantissement des libertés et des conquêtes ouvrières, la destruction des organisations, la persécution des Juifs, de nouveaux assauts pour de nouvelles conquêtes et de nouveaux massacres. Tel était l'objectif de ceux qui voulaient « se défendre jusqu'au bout », parce qu'ils haïssaient le fascisme. L'expérience a démontré qu'ils avaient été délibérément abusés par les politiques de l'entourage de Beneš, les officiers autour de Syrový et les dirigeants du P.C.T. qui, tous ensemble, ont réussi à leur faire croire — le temps nécessaire à la réussite de leur opération — que la défense était l'affaire des militaires et le travail celle de l'ouvrier et du paysan. En 1938, ni Beneš, ni Beran, ni Gottwald, ni Syrový ne songeaient un instant à défendre contre « le fascisme » — l'armée allemande — les droits et libertés démocratiques, les organisations, voire les hommes et les femmes menacés dans leur dignité et leur existence même : ils l'ont prouvé quand, laissés aux postes de commande, ils se sont empressés de capituler ou d'émigrer en laissant capituler ceux qu'ils avaient portés au pouvoir¹⁷.

Vingt-et-un mois plus tard, Léon Trotsky disait que la principale leçon de l'effondrement de la France était que l'on ne pouvait combattre le fascisme sous Pétain ou à sa façon et en obéissant à des généraux et amiraux fascistes. Ce qu'il disait là avait déjà été démontré par ce précurseur de Pétain qui s'appelait Syrový et la voie tracée précisément contre Syrový par la section tchécoslovaque de la IV^e Internationale, qui distribuait le 14 octobre 1938 un tract appelant à la lutte pour les Etats-Unis d'Europe et rappelait que l'ennemi était « l'impérialisme mondial des Chamberlain, Daladier, Mussolini et Hitler ». ¹⁸ La panique des dirigeants, démocrates comme staliens, devant un peuple descendu tout entier dans la rue parce qu'il refusait de subir, sans s'être battu jusqu'au bout, l'abominable destin que lui réservait l'hitlérisme, démontrerait, s'il en était besoin que bourgeois et staliens étaient dominés par la peur de la révolution, l'irruption dans l'arène de l'histoire de ces hommes innombrables et anonymes qu'on appelle « les masses » et qui surgissent d'un coup, comme ils le firent, le 21 septembre 1938, pour tenter de prendre leur sort entre leurs mains.

L'histoire intérieure de la crise de Munich comporte une autre indication utile. Malgré leur naïveté, les illusions qui permirent de les abuser, de détourner leur attention pour les étrangler par derrière, les masses de Tchécoslovaquie étaient capables de se mobiliser d'elles-mêmes, de faire les plus grandes manifestations de l'histoire de leur pays sans l'aide d'aucune organisation, de déclencher et de mener à bien deux jours de grève générale. C'est qu'elles étaient mues par l'instinct de conservation qui leur commandait de se défendre contre un ennemi mortel, inspirées par la haine d'un régime qu'elles haïssaient, mais également guidées par la compréhension que leur sort, celui des classes comme celui des nations,

se réglait, à partir de ce moment du siècle, les armes à la main. C'est qu'elles voulaient se battre. Il leur manquait seulement l'organisation qui pouvait les aider à comprendre comment et avec quels chefs elles devaient se battre pour vaincre, et avec quels chefs elles seraient vaincues sans même s'être battues. Mais, pour l'instant, elles savaient seulement qu'elles devaient se battre et cela ne leur fut pas donné.

NOTES

1. Jan Buchar (Josef Guttmann), *Zur nationalen Frage in Mitteleuropa* (Einige Lehren der tschechoslovakischen Krise), Houghton BMSRus 13-1, 15896, p. 4.
2. Kurt Weisskopf, *Les Coups de Prague 1938-1948*, p. 61.
3. *Ibidem*, p. 75.
4. *Ibidem*, p. 78. K. Weisskopf indique que Moravec, le général « progressiste », devint ministre de la Propagande dans le gouvernement fantoche du Protectorat de Bohême-Moravie.
5. Buchar, *op. cit.*, p. 9.
6. *New York Times*, 20 septembre 1938.
7. Cité dans *New York Times*, 22 septembre 1938.
8. G.R.H. Gedye, « Prague Crowds demonstrate » (Les Foules de Prague manifestent), *New York Times*, 22 septembre 1938.
9. Buchar, *op. cit.*, pp. 9-10.
10. *New York Times*, 23 septembre 1938.
11. *Ibidem*.
12. Buchar, *op. cit.*, p. 10.
13. *New York Times*, 24 septembre 1938.
14. G.R.H. Gedye, *ibidem*.
15. La décision de suspendre toutes les activités du P.C.T. avait été prise le 20 octobre au retour d'une visite à Hitler du ministre des affaires étrangères tchécoslovaque. Le P.C.T. fut finalement dissous, ses biens confisqués et ses députés déchus le 23 décembre.
16. Buchar, *op. cit.*, p. 10.
17. Gottwald, dont le rôle dans la démobilisation des manifestants du 21 septembre et l'intronisation de Syrový avaient été décisifs, allait prendre la pose pour l'Histoire dans un discours à l'assemblée nationale le 11 octobre : « Les Ethiopiens se sont battus, les Chinois se sont battus. Pourquoi les Tchécoslovaques, qui avaient tout pour se défendre, ont-ils capitulé ? Croyez-moi : en tant que communiste, j'étais fier d'être un Tchègue, de la nation des Hussites à laquelle j'appartiens. Je crois que le peuple tchécoslovaque continue à être une nation de Hussites. Mais ni comme Tchègue, ni comme communiste, je ne puis être fier des actes de ce gouvernement. [...] Tous ceux qui ont un peu d'honneur encore doivent en avoir honte » (Cité par Paul E. Zinner, *Communist Strategy and Tactics in Czechoslovakia 1918-1948*). Ce discours ne fut pas publié, mais circula largement sous le manteau et constitua la première pierre de la légende selon laquelle seuls les communistes tchécoslovaques avaient, malgré Munich, voulu combattre « jusqu'au bout ».
18. Buchar, *op. cit.*, p. 12.

Pierre Broué

Trotsky et les Trotskystes face à la deuxième guerre mondiale

Des textes peu connus

Publiant, il y a quelques années, des textes de Trotsky sur la deuxième guerre mondiale¹, Daniel Guérin les présentait avec une préface qui allait lui valoir un feu nourri d'organes des différents groupes se réclamant alors du trotskysme. On l'accusait notamment d'avoir déformé la pensée de Trotsky en découpant arbitrairement ses textes, tiré sa pensée, sinon vers le social-patriotisme, du moins vers l'antifascisme et de s'être laissé entraîner à faire de Trotsky un « patriote soviétique » pour lequel les nécessités de la « défense de l'U.R.S.S. » auraient primé toute autre considération dans l'appréciation de la guerre².

La préparation des volumes 20 à 24 des *Œuvres*, à paraître d'ici la fin de 1986, m'a amené à travailler sur les textes complets des documents reproduits par D. Guérin. De plus, l'ouverture des « papiers d'exil », à Harvard, nous a donné accès à bien des documents qui, tous ensemble, permettent aujourd'hui de présenter une interprétation de la pensée de Trotsky qui n'est conforme ni à la version de Guérin ni à celle des militants qui ont défendu contre lui une « orthodoxie » calquée sur l'attitude des bolcheviks pendant la première guerre — avec un retard d'une guerre et très en retrait de la pensée de Trotsky telle qu'elle s'élançait après les premiers succès hitlériens de 1940.

Bien entendu, Trotsky comprend parfaitement ce que la guerre et son cortège de destructions signifient pour la civilisation humaine. Mais au printemps de 1940, le vin de la guerre est tiré et il faut le boire : il ne s'agit plus pour lui de lutter pour que l'humanité, par la révolution, fasse l'économie d'une guerre. Cette guerre a commencé et rien ne peut désormais l'épargner à l'humanité. Trotsky y entrevoit le gigantesque creuset dans lequel va naître, au milieu d'indicibles souffrances, la vague révolutionnaire au sein de laquelle vont se dessiner les nouvelles étapes de la révolution mondiale. Il le dit très clairement dans un fragment d'article, interrompu le 20 août, connu de Daniel Guérin qui ne l'a pas retenu, faute sans doute d'en avoir saisi la portée :

« La guerre actuelle, nous l'avons dit plus d'une fois, n'est que la continuation de la dernière guerre. Mais continuation n'est pas répétition. En règle générale, une continuation signifie un développement, un approfondissement, une accentuation. Notre politique, la politique du prolétariat révolutionnaire à l'égard de la deuxième guerre impérialiste, est une continuation de la politique élaborée pendant la première guerre impérialiste, avant tout sous la direction de Lénine. Mais continuation ne signifie pas répétition. Dans ce cas aussi, une continuation est un développement, un approfondissement, une accentuation »⁴.

Il développe ensuite ce qui constitue à ses yeux la différence — une différence de développement, quantitative et non qualitative — entre la politique des révolutionnaires dans l'une et l'autre guerre. Il écrit :

« Au cours de la dernière guerre, non seulement le prolétariat dans son ensemble, mais aussi son avant-garde et, dans une certaine mesure, l'avant-garde de l'avant-garde ont été pris au dépourvu ; l'élaboration des principes de la politique révolutionnaire vis-à-vis de la guerre a commencé à une époque où la guerre faisait déjà rage et où l'appareil militaire exerçait une domination absolue »⁵.

Dans le cours de la première guerre, la perspective de la révolution apparaissait lointaine même à Lénine, qui parlait de la prévoir pour les... générations suivantes. Trotsky rappelle :

« Avant et même après la révolution de février, les éléments révolutionnaires ne se sentaient pas eux-mêmes comme des gens prétendant au pouvoir, mais comme l'opposition d'extrême-gauche »⁶.

La lutte pour l'indépendance du prolétariat, le refus de la « paix civile », nécessité de la lutte de classe du prolétariat, étaient donc en 1914-1918, la tâche première, au fond défensive :

« L'attention de l'aile révolutionnaire était centrée sur la question de la défense de la patrie capitaliste. Les révolutionnaires, naturellement, répondaient négativement à cette question. C'était tout à fait juste. Mais alors que cette réponse purement négative servait de base à la propagande et à la formation des cadres, elle ne pouvait gagner les masses *qui ne voulaient pas d'un conquérant étranger* »⁷. (souligné par moi, P.B.).

Rappelant que c'est en l'espace de huit mois que les bolcheviks ont réussi en Russie à conquérir la classe ouvrière et la majorité du peuple, Trotsky souligne que cette conquête ne répondait pas à des positions négatives de refus mais à des aspirations des masses auxquelles les bolcheviks avaient su donner une réponse positive :

« Le rôle décisif dans cette conquête ne fut pas joué par le refus de défendre la patrie bourgeoise, mais par le mot d'ordre « Tout le Pouvoir aux soviets ». Et seulement par ce mot d'ordre révolutionnaire ! La critique de l'impérialisme, son militarisme, la renonciation à la défense de la démocratie bourgeoise, etc. n'auraient jamais gagné l'écrasante majorité du peuple au côté des bolcheviks »⁸.

La différence entre la première et la seconde guerre mondiale se trouve donc pour lui à la fois dans la situation objective, l'aggravation de

l'impasse de l'impérialisme, et dans l'expérience mondiale accumulée par la classe ouvrière, parce qu'elles commandent la venue à l'ordre du jour, à travers les souffrances et les misères de la guerre, de la prise du pouvoir. Trotsky est catégorique :

« C'est cette perspective qui doit être à la base de notre agitation. Il ne s'agit pas simplement d'avoir une position sur le militarisme capitaliste et le refus de défendre l'Etat bourgeois, mais de la préparation directe pour la prise du pouvoir et la défense de la patrie socialiste »...⁹

En réalité, quand Trotsky a été frappé à mort le 20 août 1940, les éléments essentiels de la seconde phase de la deuxième guerre mondiale venaient seulement de se mettre en place après la débâcle de l'armée française — « pas un simple épisode », écrit-il, une partie intégrante de « la catastrophe européenne ». C'est dans des notes sur la guerre et sur l'U.R.S.S. rédigées au printemps et qu'on trouvera dans le tome 23, des interviews et articles et surtout les fragments de « Bonapartisme, Fascisme et guerre », qu'on trouvera dans le tome 24, que se trouvent les éléments qui nous permettent aujourd'hui de saisir les grandes lignes de l'image que Trotsky était alors en train de modeler de la guerre commencée en même temps que l'esquisse des lignes de force de la révolution qui ne pouvait manquer d'en sortir.

Daniel Guérin l'avait souligné avec vigueur. L'idée que Trotsky se fait en 1940 de la guerre à venir est remarquablement exacte et précise. Au moment où des hommes qui ont été ses proches semblent se résigner à des décennies d'Europe brune, il prévoit en toute simplicité et assurance la guerre entre l'Allemagne et les Etats-Unis, « pour l'hégémonie mondiale », mais aussi le caractère éphémère du « pacte » et la prochaine alliance de l'U.R.S.S. et des « démocraties », l'orientation de l'expansion japonaise évitant le choc avec l'U.R.S.S., et bien d'autres traits encore inaperçus des stratèges et commentateurs reconnus. Daniel Guérin a bien vu tout cela. Pourtant il s'interdit d'accéder à ce qui constituait le cœur de la pensée de Trotsky en réduisant les analyses seulement esquissées et notamment son anticipation du mouvement révolutionnaire pendant la guerre à ce qu'il appelle « l'ardente conviction subjective (de Trotsky) que cette guerre se terminerait pas la victoire de la révolution mondiale », « point erroné », écrit-il, « sur lequel l'extra-lucide était en défaut »¹⁰. C'est ainsi que l'éclairage donné par Guérin et, involontairement sans doute, certaines de ses coupures en viennent à vêtir Trotsky de l'habit du prophète, voire du devin en stratégie militaire, faisant disparaître sa perspective révolutionnaire. Image déformée parce que Guérin lui-même ne retient pas les prévisions de Trotsky sur les voies de la révolution ! Soyons juste cependant : dans ce domaine, Trotsky n'a fait qu'entrevoir et indiquer du doigt. Il n'a ni expliqué ni développé. Les défenseurs de la conception « archaïque » conçue comme une orthodoxie ont généralement ignoré ces indications et — certaines réactions aux analyses de

Guérin le montrent — continuent à les ignorer, lorsqu'ils se retournent pour considérer ce bloc d'histoire qu'est maintenant pour eux cette guerre.

C'est pourquoi je voudrais, dans cet article, m'efforcer d'abord de dégager les grandes lignes de la vision de Trotsky de la seconde guerre mondiale. Une vision qui, je le souligne, recouvre aussi bien les aspects essentiels du conflit que certains de l'immédiat après-guerre que nous négligerons ici — par exemple, les analyses des transformations opérées par la bureaucratie en Pologne et rêvées par elle en Finlande en 1939, premières pierres d'une théorie de la constitution des Etats bureaucratiques satellites dans la sphère d'intérêts (on dira plus tard le glacis) de l'U.R.S.S., qu'on trouve dans les textes du débat interne du S.W.P. en 1939-1940 sur « la nature de l'U.R.S.S. ».

Trotsky a vu ce qu'allait être l'Europe brune, sous la botte nazie, pas pour mille ans, disait-il avec assurance, pour dix ans tout au plus. Il a surtout pris acte de la signification que revêtaient pour les masses ouvrières d'Europe les formidables conquêtes réalisées par l'armée allemande sous la direction des nazis :

« Les masses ouvrières portent à Hitler une haine sentimentale mêlée à des sentiments de classe confus : elles haïssent les brigands victorieux »¹¹.

C'est là, selon lui, l'aspect *positif* sur lequel doit s'appuyer aux Etats-Unis le travail de préparation révolutionnaire ; c'est à partir de la constatation de ce mouvement inéluctable qu'il développe devant ses camarades du S.W.P., un peu interloqués, l'idée qu'il faut revendiquer dans l'armée des officiers ouvriers, exiger la formation militaire de tous les travailleurs sous contrôle syndical, prévoir les formes nouvelles du travail politique dans une « société militarisée ». Ces revendications de militarisation et de contrôle — l'indépendance politique par les armes — vont de pair avec le mot d'ordre agitatif : « Nous voulons lutter contre le fascisme, mais pas à la façon de Pétain ». Les interprètes « orthodoxes » de la pensée de Trotsky y ont le plus souvent vu une simple tactique, une ruse, un artifice destiné à faire se démasquer la bourgeoisie et à démontrer qu'en réalité elle redoute plus la classe ouvrière que les fascistes de dedans ou du dehors. L'argument ne résiste pas à un examen sérieux : comment concilier, même sur le plan le plus abstrait, la formule « pas à la façon de Pétain » avec une certaine conception vulgaire du « défaitisme » qui ne fut jamais celle de Trotsky ?

Il y a plus. Dans ses discussions avec ses camarades du S.W.P., Trotsky n'hésite pas à poser le problème de la « militarisation » du parti, à prendre ses distances sans ménagements avec les attitudes « pacifistes » qu'il condamne avec force, à proclamer enfin la nécessité pour ses camarades et pour tous les révolutionnaires de se faire « militaristes » — il précise « militaristes socialistes révolutionnaires prolétariens »¹². Ils doivent se faire « militaristes » parce que la perspective de l'humanité est

celle de la société militarisée et de la lutte armée. Les socialistes révolutionnaires prolétariens doivent devenir militaristes parce que le sort de l'humanité va sa régler les armes à la main, parce que l'humanité est entrée dans la deuxième guerre mondiale, parce qu'ils doivent se disposer à disputer bientôt le pouvoir les armes à la main à la classe ennemie et ne s'y prépareront qu'en étant là où sont les masses. Telle est la conviction de Trotsky.

Elle repose sur une prévision concrète du mouvement des masses, au premier chef en Europe. Dans un article du 30 juin 1940, Trotsky dessine déjà pour l'Europe une perspective de développement qui passe par le *soulèvement des masses contre l'occupant*. Il écrit :

« Dans les pays vaincus, la position des masses va être immédiatement aggravée. A l'oppression *sociale* s'ajoute l'oppression *nationale*, dont le fardeau principal est supporté par les ouvriers. De toutes les formes de dictature, *la dictature totalitaire d'un conquérant étranger est la plus intolérable* »¹³.

Peut-on douter que Trotsky place les révolutionnaires du côté de ceux qui sont opprimés socialement et nationalement, de ceux qui jugent « intolérable » la « dictature totalitaire » d'un « conquérant étranger » ?

Conscient que les nazis vont chercher à exploiter l'appareil industriel et les ressources naturelles des pays occupés et vaincus et que cette surexploitation sera synonyme de paupérisation, il prévoit une *résistance ouvrière et paysanne* et commente :

« Il est impossible de placer un soldat armé d'un fusil près de chaque ouvrier et paysan polonais, norvégien, danois, néerlandais, français »¹⁴.

Pour Trotsky, la domination hitlérienne en Europe va provoquer le soulèvement général des peuples :

« On peut s'attendre avec certitude à la transformation rapide de tous les pays conquis en poudrières. Le danger est plutôt que les explosions ne se produisent trop tôt sans préparation suffisante et de conduire à des défaites isolées. Il est en général impossible pourtant de parler de révolution européenne et mondiale sans prendre en compte les défaites partielles »¹⁶.

La menace qui pèse sur Hitler est celle de « la révolution prolétarienne dans toutes les régions de l'Europe ». Trotsky prévoit « l'appauvrissement et le désespoir des masses laborieuses [...], leurs tentatives de résistance et de protestation, tout d'abord voilées, puis de plus en plus ouvertes et hardies », contre lesquelles les armées d'occupation devront agir en tant que « pacificateurs » et oppresseurs ce qui provoquera leur démoralisation et, à terme, leur décomposition¹⁶.

Devant la commission Dewey à Coyoacán, Trotsky avait distingué l'attitude à observer dans un pays impérialiste en guerre avec l'U.R.S.S. et un pays impérialiste qui serait son allié¹⁷. Dans le premier, l'objectif immédiat est la désorganisation de toute la machine, au premier chef militaire. Dans le second, c'est l'opposition politique à la bourgeoisie, la

préparation de la révolution prolétarienne. Avec l'attaque de l'U.R.S.S. par la Wehrmacht, il est clair également que, dans toute l'Europe occupée, à la résistance armée contre l'oppression nationale et sociale s'ajoute donc la nécessité de désorganiser et de frapper la machine militaire, ce qui implique évidemment en bonne partie la lutte armée.

Pour comprendre cependant au moins certains des aspects de la critique que nous avons appelée « orthodoxe », on peut rappeler ici qu'en 1937, Vereeken et quelques-uns de ses amis politiques avaient accusé Trotsky de renier les principes en abandonnant, en cas de guerre, le « défaitisme » dans un pays allié à l'U.R.S.S., sous le prétexte de la « défense de l'U.R.S.S. ». On trouve un peu la même inspiration dans la critique faite à la politique de défense de Cannon et du S.W.P. lors du procès de Minneapolis par l'Espagnol Grandizo Munis. L'histoire politique de la IV^e Internationale pendant la deuxième guerre mondiale fera certainement apparaître la vigueur du courant à la fois sectaire et conservateur qui, sous couleur d'« orthodoxie », confinait parfois à des positions pacifistes, considérant la lutte armée, du seul fait qu'elle était telle, comme une participation à la belligérance et l'union sacrée et une « acceptation » de la guerre.

Il est bien entendu tout à fait exclu de considérer que la politique préconisée par Trotsky trahirait l'influence de son « patriotisme soviétique » : il s'est suffisamment expliqué sur « la défense de l'U.R.S.S. » pour qu'on ne puisse prendre au sérieux une telle interprétation. Il n'y a pas non plus dans son analyse et ses mots d'ordre la moindre concession au social-patriotisme ou à la défense nationale en pays impérialiste. Simple-ment, comme il le dit avec force : « Toute confusion avec les pacifistes est cent fois plus dangereuse que la confusion temporaire avec les militaristes bourgeois ». Le Manifeste de la conférence internationale de mai 1940 est bien, comme l'a souligné Daniel Guérin, « ce texte percutant, qui exprime avec force et conviction les données fondamentales de l'internationalisme prolétarien »¹⁸. Sa conclusion, à la suite de l'appel pour que les ouvriers apprennent les « arts militaires », ne laisse aucun doute à ce sujet :

« Dans le même temps, n'oublions pas un seul instant que cette guerre n'est pas notre guerre [...]. La IV^e Internationale édifie sa politique non sur la fortune des armes des Etats capitalistes, mais sur la transformation de la guerre internationale en guerre civile, une guerre des ouvriers contre les capitalistes, sur le renversement des classes dominantes dans tous les pays, sur la révolution socialiste mondiale »¹⁹.

La question est donc bien pour Trotsky celle de la révolution, de la forme que va revêtir le mouvement révolutionnaire développé par la guerre et la crise du monde capitaliste qu'elle exprime et exacerbe à la fois — et qui crée les conditions de la lutte des travailleurs pour le pouvoir. Et cette lutte, dans le courant d'une guerre et le cadre d'une militarisation de

la société, ne peut être imaginée, sauf par d'incorrigibles rêveurs ou sectaires, sans lien concret avec le combat politique, sous une forme qui ne serait pas, dans une très large mesure, celle d'une lutte de classes armée, d'une guerre de classes. La nouvelle arène, où il faudra terrasser les militaristes, exige la militarisation des travailleurs et des révolutionnaires.

Plusieurs remarques s'imposent à qui veut vérifier dans la guerre la perspective esquissée par Trotsky en 1940. D'abord, les différents partis communistes, du fait de la ligne de « défense de l'U.R.S.S. » qui les a transformés à partir de 1941 en « activistes de la Résistance » ont souvent réussi à imposer une image qui leur réserve le monopole de la lutte armée avec laquelle ils s'efforcent *a posteriori* d'identifier leur politique. Pourtant, à partir d'un certain développement de la lutte armée, précisément, la défense de l'U.R.S.S., telle qu'elle est conçue à Moscou, ne passe plus par les opérations de sabotage ou de partisans contre la machine militaire allemande. Elle devient une lutte politique, directe ou indirecte et, si nécessaire, une répression de type policier contre le mouvement même des masses lorsque ce dernier — c'est presque toujours le cas — risque de compromettre les accords entre l'U.R.S.S. et ses alliés et de remettre en question la répartition des sphères d'intérêt ou, plus grave encore, de déchaîner une révolution dont Staline, Roosevelt et Churchill ne veulent pas plus que Hitler et qu'ils sont, de toute façon, décidés à écraser si ce dernier ne s'en est pas chargé avant.

Toute l'Europe a, en fait, subi l'occupation allemande et, à des degrés divers, non seulement l'oppression nationale que subit tout pays occupé par une armée étrangère, mais aussi le pillage systématique qui en a plongé plusieurs dans la famine et tous dans la pénurie. Ainsi se sont trouvées créées les conditions d'une montée révolutionnaire qui s'est manifestée en premier et avec le plus de force dans les maillons les plus faibles de la chaîne impérialiste en Europe. Face à ce risque, les soupapes de sûreté mises en place par l'appareil stalinien n'ont pas eu non plus la même efficacité, en fonction des rapports antérieurs entre partis et masses, voire de circonstances historiques d'ordre accidentel. Le mouvement se poursuit cependant à travers ses contradictions.

Nous essaierons de voir quelle vérification générale des perspectives de Trotsky peut être trouvée dans le cas où la révolution est allée, de son propre mouvement, à travers un mouvement de masses débordant l'influence des partis communistes, aussi loin que possible par lui seul, avant de refluer sous les coups de la répression et faute d'une direction de rechange à celle qui les livrait à cette répression lors de la chute de l'impérialisme allemand. A cet égard, l'exemple grec nous semble être l'un des plus utiles.

La résistance grecque

Nous tenterons de mettre à l'épreuve les conceptions de Trotsky face à la seconde guerre mondiale à travers deux aspects de la seconde guerre mondiale : le moins connu, qui fut la révolte des soldats et marins de l'armée grecque du Moyen-Orient, et la résistance armée sur le territoire grec telle qu'elle fut écrasée par l'armée britannique à partir de décembre 1944 sur ordre personnel de Winston Churchill qui y dénonçait ce qu'il appelait « le trotskysme nu et triomphant ».

L'une des particularités de la Grèce — que l'on trouve également dans le cas des pays voisins, l'Italie et la Yougoslavie — est qu'elle était avant la guerre, depuis 1936, placée sous la domination du « régime du 4 août », la sanglante dictature militaro-fasciste du général Metaxas et du roi Georges II qui avait frappé très durement le mouvement ouvrier, emprisonnant ou internant dans les bagnes des îles ses dirigeants et cadres, refoulant le P.C. grec vers une clandestinité précaire rendant intermittentes et fragiles ses relations avec le « centre » de Moscou. Comme leurs camarades de la Yougoslavie voisine, les communistes grecs ne « comprennent » pas de leur propre mouvement que, Metaxas mort, ses successeurs et bourreaux soient devenus des alliés démocrates et la restauration du roi un objectif de la lutte pour la libération de l'humanité ! C'est ainsi qu'au lendemain de l'agression allemande, le P.C. grec va lancer le mot d'ordre d'« assemblée constituante », ouvrant *ipso facto* la « question royale » puisque le roi, réfugié en Grande-Bretagne, est le protégé de Winston Churchill : il place ainsi d'emblée un obstacle énorme sur la voie de l'« union » entre la résistance intérieure et l'exil, sur la route de la politique que va lui dicter l'Internationale communiste. Et lorsque, à partir de 1942, le P.C. grec se décide à s'employer à contrôler et centraliser l'action des partisans qui se développe, les armes à la main, dans les montagnes, mais aussi dans les faubourgs des villes, les communications deviennent difficiles, non seulement entre Moscou et les dirigeants nationaux, mais entre ces derniers et les chefs des combattants, les *andartes*, ces *Kapetanios* qui, sur le terrain, ont donné les premiers l'exemple en cédant à la pression des paysans pauvres et en satisfaisant leurs revendications, ce qui a fait d'eux « des poissons dans l'eau ».

La résistance grecque, celle du prolétariat, de la petite bourgeoisie, de la paysannerie, n'est issue d'aucune décision d'organisation. C'est également en dehors de tout cadre organisé qu'a été réalisée, dans la nuit du 30 au 31 mai 1941, par deux étudiants, cette escalade de l'Acropole pour en arracher la croix gammée, « action d'une audace folle et d'une splendide gratuité » écrit André Kedros, pour qui elle allait devenir « le symbole de l'insoumission grecque »²⁰. C'est à peu près au même moment, après la défaite de l'armée régulière, la débandade souvent organisée ou provoquée par les officiers, que les premières « bandes » apparais-

sent dans les campagnes, armées des fusils et munitions récupérées presque à volonté sur les champs de bataille et les chemins de la débâcle. Dans ce pays de tradition de lutte agraire, où le « bandit » a été si longtemps libérateur et défenseur bien aimé des pauvres, le village, comme le relève encore André Kedros, « secrète les groupes armés comme une antidote à la misère et aux vexations »²¹ que l'occupation engendre et multiplie. On constate la constitution un peu partout de groupes minuscules aux noms divers — de la « société mixte » au « groupe d'assaut » — autour d'hommes qui s'improvisent et sont reconnus comme chefs, jeunes de tempérament combatif ou militants chevronnés évadés des camps de Metaxas pendant la retraite.

Ce n'est pourtant pas à les organiser, à les centraliser et à les développer que se consacre d'abord la direction du P.C. grec. Fidèle aux consignes de Moscou, elle s'est donné comme objectif premier la constitution contre l'occupant d'un « front national » — c'est-à-dire, pour le moment, d'un bloc avec les autres formations politiques du pays. Elle n'y parvient pas cependant, notamment parce qu'elle n'a pas, en dépit de sa bonne volonté, rectifié le tir sur la « question royale » — un point ultra-sensible pour sa propre base, mais aussi pour les forces politiques liées à la bourgeoisie et aux propriétaires, lesquels ne veulent ni ne peuvent rompre avec la monarchie et le « protecteur » britannique.

L'E.A.M. — Front national de libération — est fondé en septembre 1941, mais c'est une organisation qui porte ce nom et pas le *front* national espéré : aux côtés du P.C.G., il y a seulement les minuscules formations socialistes, deux organisations « démocratiques » aussi petites, et les syndicats. L'E.A.M. pourtant refuse toute autre base que nationale, refuse d'envisager la libération « sociale », s'adresse à « la nation » sans distinction de classes, met l'accent sur les adhésions venant des couches supérieures de la société, fait le silence sur les revendications ouvrières.

Cette volonté de maintenir la « nation » unie contre l'envahisseur — alors qu'elle ne l'est pas —, de passer sous silence les ressorts de classe de l'opposition populaire à l'occupant et à ses collaborateurs de la bourgeoisie grecque ne parvient pas cependant à empêcher les travailleurs et les couches les plus pauvres de se saisir du cadre d'organisation qui leur est ainsi proposé et qu'ils vont instinctivement utiliser à la satisfaction de leurs revendications : l'afflux des combattants donne un caractère de classe à cette E.A.M. qui s'efforce de le refuser avec autant d'acharnement. Ce sont des travailleurs qui manifestent par milliers pour le premier anniversaire de l'attaque italienne le 18 octobre 1941. En décembre, les étudiants prennent le relais. Le 26 janvier 1942, puis le 17 mars, c'est une catégorie de pauvres particulièrement misérables, les mutilés de guerre, qui manifestent dans la rue, aidés par les militantes clandestines du Front (E.A.M.) vêtues en infirmières. Et l'organisation s'étend et se perfectionne. Le 15 mars 1942, manifestations sur des revendications écono-

miques dans plusieurs villes, dont Athènes, suivies de grèves : celles des 40 000 fonctionnaires — dans la direction desquelles se trouvent des militants trotskystes — du 12 et 21 avril, puis celle d'ouvriers d'une usine d'engrais du Pirée en août. Dans l'intervalle, les paysans du Péloponnèse ont réussi une série de manifestations. C'est parce que le peuple grec est « rouge », parce que ses masses les plus profondes se mettent en mouvement, que le P.C. grec se décide à envoyer une poignée de ses militants organiser les partisans, les *andartes*, dans le cadre de l'Armée nationale de Libération du Peuple, les unités militaires de l'E.L.A.S., bras armé de l'E.A.M.

Un rapport de l'Abwehr en novembre 1942 signale l'existence, à l'intérieur du pays, de districts entiers qui sont « aux mains des bandes », lesquelles exécutent les traîtres, distribuent le grain qu'elles enlèvent aux livraisons obligatoires, appellent les villageois à désigner librement leurs autorités et à débattre démocratiquement de tous leurs problèmes. La lutte des *andartes* devient par la force des choses et hors de la volonté de leurs responsables politiques, un élément d'une guerre de classe dans les campagnes, peut-être plus sociale que nationale, quand bien même les partisans du célèbre Aris Velouchiotis prennent part à de spectaculaires opérations de sabotage des voies de communication et des moyens de transport qui désorganisent la machine militaire allemande. Nous ne pouvons faire ici une histoire des mouvements de masse en Grèce : le 22 décembre 1942, il y a 40 000 grévistes. Les manifestations et grèves déclenchées dès l'annonce de l'introduction du service du travail obligatoire en Allemagne, et qui s'échelonnent du 24 février au 5 mars, obtiennent le résultat — unique en Europe — du retrait par l'occupant de son projet de S.T.O. En 1943, la lutte armée n'est plus seulement le fait de petits groupes mais de véritables unités militaires dont l'arrivée dans une région, point de départ de l'élargissement de « zones libérées », s'accompagne d'une véritable « levée en masse » du « peuple en armes » : A. Kedros assure : « La résistance armée est l'affaire de toute la population ». Dans les villes, les mouvements de masse se révèlent indomptables : grève générale à Athènes, le 25 juin 1943 contre des exécutions d'otages par l'occupant. La grève des tramways, à partir du 12, avait amené à la condamnation à mort de 50 travailleurs des trams que la grève générale sauve de l'exécution. En 1944, non seulement de vastes zones rurales ont été libérées mais les forces allemandes sont assiégées dans les villes qu'elles ne quittent qu'en convois protégés. Autour d'Athènes, dans la « ceinture rouge », les quartiers ouvriers sont autant de bastions du peuple armé.

Pendant ce temps, les dirigeants du P.C.G. qui contrôlent E.A.M. et E.L.A.S. continuent de soutenir qu'ils mènent une lutte purement « nationale » à laquelle ils déniaient tout caractère de classe. Ce n'est pas le point de vue du gouvernement grec en exil qui protège Churchill.

Dès 1942, des éléments du corps des officiers — cet « ultime rempart de l'Etat », disait Churchill au temps de Franco — groupés dans l'organisation Khi de Grivas, Pan, Hiérarchie militaire, les Zervas et les Dentiris liés aux services secrets de Metaxas, organisent la contre-attaque en tentant de former des « bandes nationales », plus orientées vers la lutte contre les « bandits communistes » que contre l'occupant. Il s'agit de faire ici de toutes pièces des « Mikhaïlovitch grecs » — comme ce colonel serbe qui dirige les Tchetsniks, est ministre du roi en exil, et combat les armes à la main les Partisans de Tito. L'argent ne manque pas et le matériel non plus : on veut créer des groupes nouveaux, mais on espère aussi débaucher des cadres de l'E.L.A.S., si démunie matériellement que le succès de l'opération semble assuré. L'un des chefs du S.O.E. britannique en Grèce, Eddie Myers, donne à ce sujet, dans ses souvenirs, un document qui corrobore l'analyse de Trotsky et montre la lucidité du champion de l'ordre social qu'était Winston Churchill, stratège de la lutte des classes vue des tranchées d'en face. Dès avril 1943, ses supérieurs le lui ont fait savoir :

« Les autorités du Caire considèrent qu'après la libération de la Grèce, la guerre civile est pratiquement inévitable ».²²

Or le mouvement des masses qui gonfle l'E.A.M. et l'E.L.A.S., la lutte qui se coule dans les rainures puis les canaux des classes, balaie ces initiatives et ne cesse de s'affirmer, comme lorsque le colonel Saraphis, officier démocrate choisi pour être le « Mikhaïlovitch grec » décide de se rallier à l'E.L.A.S. dont il apprécie l'efficacité et la représentativité ! La capitulation italienne fait tomber aux mains des *andartes* et de leurs auxiliaires civils plus d'armes de guerre que ne pourraient en parachuter tous les alliés réunis.

1943 est à cet égard l'année cruciale. Le politicien Ioannis Rallis, dont même les Allemands savent qu'il est en contact avec des agents secrets britanniques, devient premier ministre en Grèce occupée²³. Les classes dirigeantes préparent activement et consciemment la transformation de la guerre nationale en guerre civile : à Athènes, ce sont les Bataillons de sécurité, une Milice de sinistre mémoire, au Caire la Brigade de la Montagne, l'une et l'autre destinées à écraser le mouvement populaire. Pour sa part, le P.C. grec s'affirme plus encore partisan d'une politique de collaboration avec les « bandes nationales » et d'une « tolérance » dont le sens est le renoncement aux méthodes de classe, tout en se préparant aux affrontements sur sa gauche. En mars 1943, malgré les dangers d'une telle expédition, Aris Velouchiotis est convoqué, de sa montagne de Roumélie, à Athènes où il se fait sérieusement tancer. A l'occasion de la dissolution de l'Internationale communiste, en mai, le P.C.G. a affirmé une ligne dont il ne doit plus désormais dévier :

« Le P.C.G. soutient par tous les moyens la lutte pour la libération nationale

et fera tout ce qui est en son pouvoir pour que toutes les forces patriotiques soient rassemblées dans le front national inébranlable qui mobilisera le peuple tout entier pour secouer le joug étranger et obtenir la libération nationale au côté de nos grands Alliés »²⁴.

Il développe en même temps sa police politique, l'O.P.L.A., faite de tuteurs triés sur le volet, qu'il utilisera pour frapper plus les « trotskystes » et ses propres « gauchistes » que les « collaborateurs ».

**

La ligne des uns et des autres va subir un premier test avec les mutineries de l'armée d'Égypte, une histoire encore mal connue qui nous semble susceptible de nourrir la discussion autour de la « politique militaire » de Trotsky. L'affaire se situe dans ce qu'on peut appeler, par analogie, la « Grèce libre » : après la défaite d'avril 1941, les débris de l'armée et de la flotte, hauts fonctionnaires et ministres et le « gouvernement en exil » du roi Georges II. Les grands personnages et en particulier les chefs militaires sont évidemment des hiérarques du régime dictatorial fasciste du général Metaxas — et le peuple pense que c'est pour cette raison qu'ils l'ont « trahi » face à l'envahisseur nazi. Cependant, comme le relève Dominique Eudes, « à côté du cercle d'officiers et de politiciens de la camarilla royale, se constitue en Égypte l'embryon d'une nouvelle armée grecque »²⁵ : rescapés d'unités militaires évacuées par mer, volontaires qui ont, au prix de mille difficultés, rallié individuellement l'Égypte, équipages des navires de commerce, voire de guerre, qui ont choisi de rallier Alexandrie, ce sont évidemment des hommes qui veulent se battre « contre le fascisme », pour « la liberté et la démocratie », comme l'assure le nouveau chef « libéral » du gouvernement. Le conflit est donc inévitable entre le gros des 20 000 hommes venus combattre et la camarilla monarchiste, avant tout préoccupée, comme Churchill, de « sauver la Grèce du communisme ».

C'est en octobre 1941 que se crée dans l'armée grecque du Moyen-Orient l'organisation clandestine A.S.O. (Organisation militaire antifasciste) dont les objectifs sont simples et même simplistes : envoi des unités grecques au front, lutte en Grèce au côté de la Résistance, refus du noyautage de l'armée du Caire par les officiers métaxistes qui veulent restaurer leur régime en Grèce à la fin de la guerre. La pression des cadres métaxistes est organisée, pour obtenir la révocation de cadres jugés sympathisants de l'A.S.O., sous la forme de « démissions » massives. Les officiers démissionnaires de la deuxième Brigade sont arrêtés et remplacés. Malgré les menaces, les mutins tiennent et la première Brigade se solidarise avec eux. Le gouvernement cède et accepte l'éloignement des officiers métaxistes pour éviter des troubles trop importants à un moment difficile et, surtout, pour « mieux sauter ». Dans les mois qui suivent, des directives militaires permettent de disloquer les unités, de « punir » les rebelles

par des entraînements disciplinaires et finalement de repérer les éléments subversifs et de ramener à des postes-clés les officiers un instant éloignés.

La seconde mutinerie est plus grave, bien que non moins significative. Les revendications des militaires inspirés par l'A.S.O. sont évidemment plus politiques qu'en 1943. Sous la pression des hommes, au lendemain de la constitution en Grèce du P.E.E.A., véritable gouvernement provisoire de la Résistance grecque, le comité de coordination interarmes présente une pétition, signée de la majorité des militaires grecs, revendiquant la formation d'un véritable gouvernement d'« union nationale » sur la base des propositions du P.E.E.A. L'initiative ne vient pas de l'E.A.M.-E.L.A.S. ni de Grèce, mais tout simplement de l'idée que les soldats se font de la situation dans leur pays et des conditions auxquelles ils pourraient « vraiment » lutter contre le fascisme.

Le même jour, 31 mars, les délégués des soldats et du comité mixte demandent à être reçus avec leur pétition à l'ambassade de l'U.R.S.S. L'ambassadeur leur ferme sa porte. Ils ne trouveront d'écho et de promesse d'appui qu'auprès de la gauche travailliste britannique en Europe ; sur place, en revanche, ils jouissent de la sympathie de la population égyptienne toujours très proche des travailleurs grecs. Meetings et manifestations se succèdent à Alexandrie et au Caire. Dès le 4 avril, la police égyptienne intervient au côté du gouvernement en exil et des Britanniques, en arrêtant une cinquantaine de militants ouvriers, dirigeants syndicaux et surtout responsables des dockers grecs. Le haut commandement britannique, de son côté, désarme deux régiments, envoie 280 « meneurs » dans un camp de concentration, puis, le 5, désarme l'unité attachée au commandement grec de la place du Caire, interne les « mutins ».

Ces derniers ont le dos au mur. La première Brigade arrête les officiers métaxistes, réorganise le commandement et refuse de livrer ses armes, en prélude à son internement. Puis le mouvement s'étend à la marine de guerre, le contre-torpilleur *Pindos*, puis le croiseur *Averof*, l'*Ajax* et plusieurs autres. Les équipages mutinés désignent un « comité mixte d'officiers et de soldats » qui prend le commandement. L'ambassadeur britannique auprès du gouvernement grec du Caire télégraphie à Churchill :

« Ce qui se passe ici parmi les Grecs n'est ni plus ni moins qu'une révolution »...²⁶

La répression est menée sous le contrôle direct et personnel de Churchill. L'arrivée au Caire du roi Georges II est un symbole autant qu'une provocation ; l'appui des jeunes Égyptiens aux mutins est une promesse. Le 13, l'amiral Cunningham proclame qu'il est décidé à « mater la rébellion par la force » et, s'il le faut, à couler les bateaux grecs dans la rade même d'Alexandrie. Les unités terrestres mutinées sont encerclées, privées d'eau et affamées. Le 22, un coup de main, organisé par l'ancien

hiérarque métaxiste l'amiral Voulgaris, réussit contre l'*Ajax* ; les autres navires cèdent devant les canons britanniques ; le général Paget lance ses chars contre la première brigade qui capitule à son tour. En quelques jours, quelque 20 000 volontaires grecs de l'armée du Moyen-Orient se retrouvent dans des camps de concentration d'Erythrée et de Lybie²⁷.

Il n'y a plus d'armée grecque du Moyen-Orient. Mais la place est désormais libre pour constituer, à sa place, les troupes de choc spécialement préparées, techniquement et politiquement, à la guerre civile après la « libération ».

Notons la suppression des informations de presse sur ce point par la censure britannique. Cet épisode n'occupe qu'une place mineure, même dans les travaux sur la Résistance grecque. Il est pourtant éclairant et c'est sans doute la raison du sort qui lui est fait. Il révèle en effet le mensonge de la défense nationale comme de l'union nationale : les 20 000 volontaires grecs voulaient « défense » et « union », mais leurs chefs n'en voulaient pas et les ont écrasés : les dirigeants grecs exilés et les chefs britanniques ont préféré détruire des troupes de grande valeur, éprouvées, plutôt que de leur laisser exprimer leur point de vue sur la guerre, la « défense » et l'« union ». Il démasque ensuite le mensonge de la « guerre contre le fascisme », pour « la liberté et la démocratie ». Pour les Grecs, Metaxas est un dictateur fasciste haï. Ce sont ses complices que les Alliés prétendent leur imposer ; la politique de Churchill vise à restaurer la domination des forces qui ont porté Metaxas.

Les remarques de Trotsky sur la guerre en 1940 prennent ici tout leur relief : les soldats grecs du Moyen-Orient aspirent à se battre, les armes à la main, contre le fascisme et refusent de le faire sous les ordres de fascistes, ils exigent des officiers en qui ils aient confiance, nouent une alliance avec le mouvement ouvrier, constituent leurs propres organismes de type soviétique. C'est sur la ligne même définie par Trotsky : « Se battre, oui, mais pas à la Pétain ou sous les Pétain » que s'exprime le mouvement de masses né de la guerre. Et c'est dans l'importante fraction de la « société militarisée » qu'est l'armée — non moins importante que les entreprises — qu'il s'exprime, comme l'avait prévu Trotsky.

**

Après les entretiens de Moscou et les marchandages à l'issue desquels Staline s'est engagé à laisser à Churchill les mains libres en Grèce²⁸, c'est le P.C.G. et, à travers lui, l'E.A.M. qui vont finalement passer le nœud coulant autour de l'extraordinaire mouvement des masses dans le pays même, après avoir contribué politiquement à la répression contre les mutins.

Après la crise d'avril 1944, le gouvernement en exil au Caire a été confié à Georges Papandreou qui cherche à promouvoir « le rassemblement anticommuniste ». Sous sa pression, les dirigeants E.A.M.-E.L.A.S.

signent le 30 mai 1944 la « Charte du Liban » condamnant... le terrorisme de l'E.L.A.S., l'indiscipline des mutins, dont nombre sont condamnés, laisse ouverte la question royale, accepte un commandement unique des forces armées et le rétablissement de l'ordre « en liaison avec les troupes alliés » à la libération. Pendant plusieurs semaines, l'E.A.M.-E.L.A.S. rechigne, marchande, réclame des ministères, un changement de Premier Ministre. Pourtant, l'arrivée à la Montagne de la mission soviétique dirigée par le colonel Popov met fin à ces velléités de mauvaise humeur. Les communistes et l'E.A.M. entrent sans condition dans le gouvernement. Au départ de l'armée allemande — qui quitte Athènes le 12 octobre — le P.C. grec appelle les Grecs à « assurer l'ordre public », assure le passage du pouvoir à Papandreou, venu avec les troupes britanniques, alors que l'E.L.A.S. a partout la réalité du pouvoir. C'est Winston Churchill qui va provoquer les « Résistants » en faisant préserver par le général Scobie, chef des forces armées, les unités de « collaborateurs », comme les bataillons de sécurité, en refusant toute épuration et en faisant décider le 2 décembre, par le gouvernement Papandreou, le désarmement des hommes de l'E.L.A.S. On sait que la fusillade place de la Constitution — des dizaines de morts et centaines de blessés dans une foule pacifique sur laquelle la police ouvre le feu —, au cours de la plus grande manifestation de l'histoire grecque, le 3 décembre, contre cette décision de désarmement, déclencha les trente-trois jours de combat armé à Athènes entre les forces de l'ordre, coalisées autour des unités du général Scobie, et celles de la Résistance locale.

Winston Churchill réalisait enfin son plan d'écrasement de la révolution grecque, en annonçant qu'il intervenait pour prévenir un « hideux massacre — la volonté de justice et d'épuration — et empêcher ce qu'il appelait la victoire du « trotskysme nu et triomphant » avec un ricanelement de complicité en direction de Staline²⁹... A partir du 3 décembre, les unités de l'E.L.A.S., dont les chefs ont décidé de ne pas rendre les armes, sont en même temps paralysées par l'interdiction qui leur est faite de tirer sur des unités britanniques qui sont en Grèce « par la volonté du Président Roosevelt et du Maréchal Staline », comme le rappelle volontiers Churchill. Les *andartes* de Macédoine, la troupe de choc et la masse de « la Montagne » reçoivent l'ordre de ne pas bouger et de laisser les combattants d'Athènes se faire exterminer. L'héroïsme des combattants ne peut rien contre la politique de dirigeants bien décidés à les conduire à la capitulation exigée à Moscou.

On sait qu'après plusieurs semaines de pourparlers, et alors que l'E.L.A.S. n'a reculé qu'à Athènes — que les forces dans le pays n'ont même pas secourue — les partisans sont livrés à la répression par l'accord de Varkitsa du 15 février 1945 qui prescrit le désarmement total de leurs unités. Aris Velouchiotis, cette fois, mesure l'étendue de la trahison organisée par le P.C. grec et refuse de se soumettre. Dénoncé par le journal

du P.C. *Rizospastis* le 12 juin, il est assassiné le 16 et sa tête exposée publiquement dans les villages à partir du 18. Combien d'autres combattants de la résistance nationale et populaire tombent alors sous les coups des Britanniques et des unités, spécialisées dans la guerre civile, formées à Athènes sous l'égide allemande ou au Caire sous celle des Britanniques ? Il faudra pourtant des années encore de trahison stalinienne pour venir à bout du grand souffle combattant de la révolution grecque.

Les Trotskystes dans la guerre

Il n'est pas question d'entreprendre ici un vaste examen de la politique des trotskystes pendant la seconde guerre mondiale en la confrontant à celle dont Trotsky esquissait les grandes lignes à la veille de sa mort et que ses camarades n'ont généralement pas connue à temps. Ce sera l'objet de travaux plus amples. Mon ignorance de la langue grecque m'interdit d'utiliser les solides travaux consacrés en grec à l'activité des trotskystes pendant la guerre. On espère combler cette lacune. En attendant, il faut se garder de tout jugement hâtif. Les trotskystes ont subi à partir du 4 août 1936 une répression féroce : la grande majorité des militants a été arrêtée et ces hommes ont été jetés dans les bagnes des îles dont beaucoup ne sont pas ressortis. Plusieurs de leurs dirigeants, dont l'ancien secrétaire général du P.C. grec, Pantelis Pouliopoulos, ont été passés par les armes durant l'occupation. Les conditions de la clandestinité ont vraisemblablement été particulièrement dures pour eux puisqu'elles ne leur ont même pas permis de réaliser le regroupement entre leurs trois organisations qui avait été décidé au sommet en 1938. Dans le meilleur des cas, les militants trotskystes connus, quand ils ont été admis dans des unités de l'E.L.A.S., y ont été étroitement surveillés et soigneusement isolés. Ceux qui ont réussi à s'assurer une responsabilité dans le Front ou l'Armée du Peuple ont été supprimés d'une façon ou d'une autre par les staliens. En outre, entre octobre et décembre 1944, dans tout le pays, les « oplistès », véritable agents d'un G.P.U. grec, ont mené contre les trotskystes une campagne d'extermination et d'assassinat, enlevant, torturant et exécutant dans le pays entier des militants comme Stavros Veroukhis, secrétaire de l'Union des invalides de guerre, Thanassis Ikononou, ex-secrétaire des J.C. à Ghizi, des ouvriers, dockers, métallos, des enseignants : « plus de 600 trotskystes liquidés » fanfaronna en 1947 Barziotas, membre du bureau politique. Nous n'avons pas les moyens de vérifier ici la politique des trotskystes grecs et comment ils auraient pu échapper au terrible sort qui les attendait. René Dazy cite un texte de 1943 de l'organe des trotskystes grecs écrivant : « Les Anglo-Américains vont venir rendre à la bourgeoisie grecque le pouvoir étatique. Les exploités n'auront fait qu'échanger un joug contre un autre »³⁰. S'il en était effectivement ainsi, il est clair que les trotskystes grecs, en se contentant de prophéties

negatives et en ne s'inscrivant pas dans le mouvement des masses, se seraient condamnés à mort. Au lendemain des combats de décembre 1944 et des assassinats de militants, M. Raptis, alors secrétaire européen de la IV^e Internationale, sous le pseudonyme de M. Spero, évoquant les paroles de Trotsky sur l'ère de la lutte armée, rend hommage à l'activité des masses grecques quand « un vent révolutionnaire soufflait dans les quartiers et les faubourgs prolétariens d'Athènes » et assure qu'elle « restera parmi les plus beaux exemples du mouvement prolétarien ». Mais il ne souffle mot de l'activité des trotskystes grecs, expliquant par ailleurs que « malgré l'idéologie officielle de sa direction front populiste, démocratique, nationaliste petite-bourgeoise », l'E.A.M. « conservait une grande autonomie de classe dans l'action »³¹. On ne trouvera rien de plus et même beaucoup moins dans les textes et résolutions ultérieurs de l'Internationale.

André Kedros, historien de la Résistance grecque dont les idées sur le stalinisme sont loin d'être claires, souligne l'ampleur et la portée internationale du « coup d'Athènes », « coup de semonce », écrit-il pour « tous les mouvements de résistance animés par les partis communistes »³². Est-ce à dire, comme il l'assure, que la répression britannique en Grèce ait « pesé lourdement sur les décisions et la tactique des Thorez, Togliatti et autres leaders » ? C'est évidemment insoutenable car elles étaient déterminées par les mêmes facteurs qui avaient déterminé, à Moscou, la tactique du P.C. grec. Mais il est bien possible que la défaite grecque ait facilité la politique stalinienne de capitulation et de restauration de l'ordre capitaliste dans la sphère occidentale et qu'elle ait pesé lourd, et de façon négative, sur le moral et la combativité de ceux qui, partout en Europe, avaient identifié « lutte nationale » et « lutte sociale » et avaient cru s'être engagés, à travers la résistance, dans la voie de la révolution. Il faudrait, ce qui n'est pas possible dans ce simple article, analyser concrètement le développement dans chacun des pays d'Europe.

Pourtant, un examen des textes réunis par Rodolphe Prager dans *Les Congrès de la IV^e Internationale* apporte l'essentiel des matériaux nécessaires à la réflexion sur l'histoire de la IV^e Internationale pendant la guerre — auxquels il ne manque guère que les positions initiales du groupe de l'ex-P.C.I. et de sa tendance-sœur de Vereeken en Belgique. Prager écrit au début du second volume :

« A ceux qui pourraient douter de l'opportunité de fonder la IV^e Internationale dans une période de recul, avec de faibles forces, la guerre a fourni une réponse péremptoire. Elle fit face vaillamment au déferlement de la violence et aux persécutions conjointes des régimes « démocratiques » et fascistes des nervis staliens qui s'acharnaient sur ses organisations. Elle demeura fidèle à ses convictions révolutionnaires. En dépit des lourdes pertes qu'elle eut à déplorer et de quelques défaillances individuelles inévitables, il est remarquable qu'elle ait non seulement maintenu ses forces, mais les ait notablement renforcées et rajeunies, aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et en d'autres pays. Si, en raison des limites des situations

révolutionnaires et de la résurgence stalinienne, elle ne put réaliser la percée de masses escomptée, elle vit naître de nouvelles sections »³³.

C'est là sans doute un bilan raisonnable. Mais le contraste est frappant avec les textes de Trotsky du début de la guerre. Par exemple, sur les Etats-Unis :

« La classe ouvrière américaine n'a toujours pas aujourd'hui encore de parti ouvrier de classe. Mais la situation objective et l'expérience accumulée par les ouvriers américains peuvent poser en très peu de temps à l'ordre du jour la question de la prise du pouvoir. C'est cette perspective qui doit être à la base de notre agitation. Il ne s'agit pas simplement d'avoir une position sur le capitalisme militariste et le refus de défendre l'Etat bourgeois, mais de la préparation directe pour la prise du pouvoir et la défense de la patrie socialiste ».³⁴

Ou encore, dans le texte inachevé du 20 août 1940 :

« Devant nous se trouve une perspective favorable, donnant toutes les justifications au militantisme révolutionnaire. Il faut utiliser toutes les occasions qui se présentent et construire le parti révolutionnaire ».³⁵

Devant ces affirmations et leur netteté, il n'est pas possible à l'historien de se borner à invoquer « les limites des situations révolutionnaires » et « la résurgence stalinienne », à moins de suggérer qu'il s'agissait là d'éléments imprévisibles pour Trotsky ! Il faut au moins reconnaître l'existence de cette contradiction, même si nul n'est tenu d'en proposer une explication, voire de dire si c'étaient Trotsky ou les trotskystes qui se trompaient. Prager indique d'ailleurs que la « politique militaire du prolétariat » — la politique adoptée par le S.W.P. sur la suggestion de Trotsky — provoqua bien des réactions hostiles dans de larges secteurs de la IV^e Internationale : il cite à ce propos le fait que la section belge censura le paragraphe de Trotsky sur cette question dans son édition clandestine du Manifeste en mai 1940 et mentionne les « réserves » de la section française et du secrétariat européen³⁶.

Les trotskystes français se sont divisés en 1940 en deux courants sur des perspectives finalement aussi éloignées l'une que l'autre de celle de Trotsky. Partant de la conception selon laquelle la défaite de l'impérialisme français et l'occupation du territoire provoquaient, avec une oppression nationale, la renaissance d'une véritable « question nationale », intéressant toutes les classes, comme dans un pays colonial, la majorité des éléments venus du P.O.I., groupés autour des « comités » qui publient *La Vérité*, esquisse une stratégie selon laquelle la bourgeoisie d'un pays occupé devient l'alliée naturelle du mouvement ouvrier et ce dernier un membre à part entière d'une « résistance nationale ». Inversement, le groupe *La Seule Voie*, issu du P.C.I. et futur C.C.I., conteste qu'une nation impérialiste puisse devenir, à la suite d'une défaite militaire, une « nation opprimée » : les revendications nationales sont à ses yeux « l'importation au sein du prolétariat de l'idéologie bourgeoise afin de le démoraliser ».

Ces deux positions éloignées l'une de l'autre sont d'une certaine façon le fruit de l'isolement. Elles vont être progressivement abandonnées sous l'impulsion du secrétariat européen, animé d'abord par Marcel Hic, puis, après son arrestation en octobre 1943, par Michel Raptis. La constitution en février 1942 de ce secrétariat européen dans le village de Saint-Hubert, dans les Ardennes belges, constitue sans doute un exploit politique et technique, dans l'Europe telle qu'elle est ; mais elle signifie aussi le retour d'une organisation élaborant et fonctionnant sur un plan international. Les points de vue se sont déjà singulièrement rapprochés en 1944 — encore que le C.C.I. explique toujours que la tâche élémentaire des révolutionnaires est alors de « dénoncer » avec acharnement l'union sacrée, et, en second lieu, « d'expliquer » aux ouvriers qu'ils doivent « se préparer à un nouveau juin 36 mondial », tout en faisant « une intense agitation pour la fraternisation avec les ouvriers allemands »... Sur la question qui nous intéresse ici, Rodolphe Prager résume assez bien le « consensus » finalement élaboré sur la question de la lutte armée quand il écrit :

« Les rapports avec la Résistance officielle [...] ne pouvaient prendre d'autres formes que celle de l'indépendance, à moins de consentir au front des Français. Mais on devait se garder de confondre cette structure avec les mouvements de masse et de les englober dans une même réprobation. Cela n'excluait pas, non plus, une participation individuelle à ces mouvements pour influencer certains de ses membres [...]. Ce travail n'a sans doute pas pris un développement suffisant, faute d'effectifs, et parce que les trotskystes accordèrent la priorité à la lutte dans les entreprises. Il n'eut certainement pas modifié sensiblement des rapports de force et le cours des événements. Les insuccès des trotskystes ne proviennent pas essentiellement de fautes tactiques ou autres, mais de leur situation à contre-courant et de l'emprise stalinienne sur les masses... »³⁷

De toute évidence, dans cette conception, l'appel de Trotsky à la ligne de la lutte armée, l'invitation aux « révolutionnaires socialistes prolétariens » à devenir « militaristes » pour jouer leur rôle dans le monde militarisé, sont absentes, ou plutôt réduites à une catégorie « partisans » qui vient au deuxième rang, entièrement subordonnée à « la lutte dans les entreprises ». La découverte de l'attraction exercée sur les masses par « la lutte armée » a dû poser bien des problèmes, en l'absence de la dimension donnée par Trotsky sur la « militarisation » : ainsi la résolution du Secrétariat européen de 1943 provisoire sur le « mouvement des partisans » — reprise intégralement par la conférence européenne de 1944 — reconnaissait le « caractère en partie spontané » de ce dernier, assurant que les bolcheviks-léninistes étaient *maintenant* « obligés de prendre en considération cette forme de lutte de masses »... La résolution qualifiait les « mouvements de francs-tireurs » d'« organisations militaires à la remorque de l'impérialisme anglo-saxon », mais constatait que « la participation des masses », dans les pays balkaniques et en Occident à partir de la

déportation massive de la main d'œuvre, sans en changer le caractère, nécessitait que les révolutionnaires leur proposent un programme, afin de leur « faire comprendre qu'ils devaient jouer un rôle de détachements armés au service de la révolution prolétarienne »³⁸. Il était sans doute bien tard.

On pourrait supposer que l'écart était grand alors entre les positions des Européens, telles que les résume R. Prager, et celles des Américains, qui appliquaient systématiquement « la politique militaire » préconisée par Trotsky dans leurs rencontres et leur correspondance de 1940. Or il se manifeste une parenté tout à fait exceptionnelle sur ce plan comme sur celui des perspectives générales. James P. Cannon, attaqué par Munis pour la façon « opportuniste » dont il aurait présenté la politique de guerre du S.W.P. au procès de ses dirigeants à Minneapolis à partir du 27 octobre 1941, rétorquait au mois de mai 1942 :

« Les masses *aujourd'hui*, du fait de toutes sortes de pressions et désillusions et du rôle perfide de la bureaucratie ouvrière et des socialistes et stalinien renégats, acceptent et soutiennent la guerre, c'est-à-dire agissent *avec la bourgeoisie* et non avec nous. Le problème pour notre parti est d'abord de *comprendre* ce fait élémentaire ; deuxièmement, de prendre une position d'*opposition politique* », puis, sur cette base, de chercher à aborder les ouvriers patriotes, honnêtes et d'essayer de les faire passer du camp de la bourgeoisie dans le nôtre par le moyen de la *propagande*. C'est l'unique « action » qui nous soit ouverte à nous, en tant que petite minorité, pour le moment »³⁹.

Si on laisse de côté deux textes publiés à cette époque, sous le pseudonyme de Marc Loris, par Jean van Heijenoort, alors secrétaire de la IV^e Internationale, on peut penser qu'en dehors de lui, qui avait été pendant des années au contact direct de la pensée non dogmatique de Trotsky, personne dans l'Internationale ou sur ses marges n'avait compris « la ligne de la militarisation ». Chacun à leur façon, Rous avec son Mouvement national révolutionnaire⁴¹, et Marcel Hic avec ses thèses sur la « question nationale » dans les comités pour la IV^e⁴², auraient ainsi sauté par-dessus le cheval, les autres dirigeants s'enfermant dans une orthodoxie paralysante et courant les risques dénoncés avec tant de vigueur par Trotsky dans les tendances « pacifistes ». En dehors du vétéran de l'Opposition de gauche russe Tarov (A.A. Davtian), engagé individuellement dans les F.T.P.-M.O.I. et exécuté avec les autres membres du groupe Manouchian sous sa fausse identité de « Manoukian », nous ne voyons qu'un exemple contraire net, celui de Chen Duxiu, prévoyant, peu après sa sortie de prison, d'organiser son travail militant en intervenant dans le département politique d'une division dont le chef comprenait l'importance de la clarté politique pour l'efficacité militaire⁴³. L'entreprise échoua dans l'œuf, la police du Guomindang en ayant mieux compris le danger que les camarades de Chen. Dans le même ordre d'idées, les réticences devant le mouvement de résistance armée suggèrent qu'il serait

intéressant d'étudier la représentation de la révolution dans la IV^e Internationale pendant la guerre, celle-ci apparaissant souvent sous une forme apocalyptique, survenant indépendamment du développement concret et non comme sa poursuite. La préparation presque exclusivement « propagandiste », le recours aux armes de la « dénonciation » et de l'« explication » qui avaient été évidemment pendant la guerre les activités essentielles d'une organisation dont les dirigeants la sentaient « à contre-courant », y avaient-ils préparé ses cadres ? Les extraordinaires faiblesses de la résolution du S.W.P. de novembre 1943 ne résultaient-elles pas en partie d'un tel isolement « propagandiste »⁴⁴ ? Comment des hommes qui assuraient que le Kremlin ne pouvait pas jouer un rôle contre-révolutionnaire sur une grande échelle, que l'impérialisme américain jouerait en Europe dans l'immédiat un rôle aussi « pillard » que l'impérialisme allemand, que la seule alternative en Europe était le gouvernement ouvrier ou la dictature brutale de la bourgeoisie, sans possibilité de régime parlementaire, qui repoussaient les mots d'ordre démocratiques et affirmaient qu'il n'y avait pas d'« illusions démocratiques » dans la classe ouvrière européenne, etc., pouvaient-ils, après le tournant objectif de la situation, se retrouver dans le courant du développement ? On peut même aller plus loin et dire que, si les trotskystes, après des années sur une ligne analogue, s'étaient trouvés placés, sinon à la tête, au moins au sein du mouvement révolutionnaire, il aurait alors fallu réviser le B.A.B.A. de l'enseignement du marxisme et du bolchevisme et donner raison au point de vue de tout temps défendu par les sectaires selon lesquels le rôle des révolutionnaires consiste à se confiner à la propagande dans les périodes de réaction en attendant que le retour du pendule leur amène les masses...

Sous-jacente à la discussion — ou plutôt à l'absence de discussion — sur les problèmes les plus vitaux, se trouve non seulement la question du rôle du stalinisme, mais celle de l'orientation vers la construction du parti révolutionnaire telle que Trotsky la défend en 1940. Notre sentiment, à la lecture des documents de la période de guerre, est qu'il y était fait souvent référence sous la forme de l'incantation plus que de la réflexion sur les acquis et l'élaboration d'une méthode de construction. Il me semble — et sans aucune malveillance, car j'ai été de ceux-là — que les trotskystes, pendant cette période, auraient au moins appris comment *on ne pouvait pas* construire un parti révolutionnaire. Dans un travail récent et malheureusement encore inédit, *Tradition révolutionnaire et « nouveau parti » en Italie 1942-1945*, Serge Lambert a démontré que, contrairement à une certaine légende, la révolution italienne n'a pas été décisivement vaincue lors de l'éphémère dualité de pouvoirs de 1945 entre administration alliée et « comités » ou « républiques partisans », mais au moment où l'appareil du « nouveau parti » mis en place par Togliatti et les hommes de Moscou était venu à bout de la résistance en ordre dispersé des différents groupes d'opposition communiste à partir de 1943 : toute chance de

mettre sur pied un parti révolutionnaire ayant été détruite, les jeux étaient faits quand les dirigeants du P.C.I. avaient pu, sans risque, donner le signal de ce qui était, selon sa formule, « l'insurrection contre la révolution »⁴⁵. Et Serge Lambert démontre en outre fort bien que la faiblesse politique décisive de nombre de ces groupes — dont certains développent des forces armées plus importantes ici ou là que celles du P.C.I. — a résidé dans l'illusion qui les liait à une sorte de caractère « objectivement révolutionnaire » de l'U.R.S.S., la révolution s'étendant pour eux avec l'avance de l'Armée rouge — une conception qu'on ne trouve pas seulement dans *La Vérité* de février 1944 et un titre célèbre, mais dans toute la presse mondiale de la IV^e Internationale⁴⁶.

La question que nous avons voulu soulever ici n'est pas une question académique. Les organisations trotskystes, leurs membres comme leurs dirigeants, ont-ils été, pendant la seconde guerre mondiale, victimes d'une situation objective qui, de toute façon, les dépassait et ne pouvaient-ils faire mieux que ce qu'ils ont fait, à savoir survivre en arrondissant leur acquis en hommes, et sauver l'honneur des internationalistes en maintenant contre vents et marées le travail militant de « fraternisation » avec les travailleurs allemands sous l'uniforme ? S'il en était bien ainsi, il serait bon de reconnaître alors que Trotsky, avec son analyse sur la militarisation nécessaire et sa perspective de construction à court terme du parti révolutionnaire et de début de la lutte pour le pouvoir, était totalement coupé, en 1940, non seulement de la réalité politique du monde mais de celle de sa propre organisation. Il se serait donc bercé d'illusions en faisant entrevoir des possibilités de percée alors que la IV^e Internationale aurait été vouée en réalité et pour longtemps à l'impuissance « à contre-courant », devant « l'emprise stalinienne sur les masses ». Mais on peut supposer au contraire que les organisations trotskystes, militants et dirigeants, ont été partie prenante, et au moins en partie responsables de leurs propres échecs ? En ce cas, on pourrait penser, à partir des prémisses de l'analyse de Trotsky en 1940, que la seconde guerre mondiale a développé un mouvement de masses sur la base d'une résistance nationale et sociale que les staliniens se sont efforcés de dévoyer et ont fait écraser, comme dans l'exemple grec, — et que les trotskystes n'ont pu ni aider ni utiliser, faute d'avoir su s'y insérer et peut-être même, tout simplement, d'avoir pu comprendre le caractère concret du moment qu'ils vivaient.

Il nous semble que cette question méritait d'être posée.

Petit lexique des sigles

- A.S.O. : Apelephtherotiki Stratiotiki Organosis (Organisation Militaire de Libération, O.M.S.).
 E.A.M. : Ethniko Apelephtherotiko Metopo (Front National de Libération, F.N.L.).
 E.D.E.S. : Ethnikos Dimokratikos Ellinikos Syndemos (Ligue Républicaine Nationale Grecque, L.R.N.G.).
 E.E.A.M. : Ergatiko Ethniko Apelephtherotiko Metopo (Front National de Libération des Travailleurs, F.N.L.T.).
 E.K.K.A. : Ethnikikai Koinoniki Apelephtherosis (Libération Nationale et Sociale, L.N.S.).
 E.L.A.S. : Ethniko Laikos Apelephtherotikos Stratos (Armée Nationale de Libération du Peuple, A.N.L.P.).
 K.K.E. : Kommounistiko Komma Ellados (Parti Communiste de Grèce, P.C.G.).
 O.P.L.A. : Organosis Politikis Laikis Amynas (Organisation Politique de la Sécurité du Peuple, O.P.S.P.).

NOTES

1. L. Trotsky, *Sur la Deuxième Guerre Mondiale*, d'abord publié en Belgique par La Taube, a été réédité au Seuil en 1974. Les articles et interviews de Trotsky ont été parfois amputés de passages qui ne concernaient pas directement la seconde guerre mondiale et touchaient en général à la guerre d'Espagne et la IV^e Internationale. Nous les rétablissons dans les *Œuvres*.
2. Nous utilisons ici l'édition 1974 du Seuil, avec la préface, pp. 7-17 et un P.S. pp. 212-7. Notons qu'en 1945, lors de la publication d'extraits de certains de ces textes dans le *Bulletin intérieur* du secrétariat européen n° 5, les réactions de certains militants furent vives contre Trotsky. L'un d'entre eux, (Arn.), Français ou Belge, adressa au secrétariat un article intitulé : « Au sujet d'une politique militaire du prolétariat : le Vieux a-t-il tué le trotskysme ? », qui qualifiait la position de Trotsky de « chauvinisme pur et simple », parlait de « l'importance de ses défaillances », lui prêtant « la volonté de défendre la Patrie sans abattre préalablement la bourgeoisie, tout en agitant la menace d'un impérialisme concurrent », et allant jusqu'à interroger : « Il faut poser ouvertement et franchement la question de savoir si nous pouvons continuer à nous couvrir de l'appellation de trotskystes lorsque le leader de la IV^e l'a galvaudée dans la boue du social-chauvinisme ». (Archives du S.I., I.L.T.).
3. « Fascisme, Bonapartisme et Guerre », à paraître dans le tome 24 des *Œuvres*.
4 à 9. *Ibidem*.
10. D. Guérin, *op. cit.*, p. 14.
11. « Entretien avec les dirigeants du S.W.P. » (12/15 juin 1940), à paraître intégralement dans le volume 24 des *Œuvres*.
12. *Ibidem*.
13. « Nous maintenons notre cap » (30 juin 1940), à paraître dans le volume 24.
14 à 16. *Ibidem*.
17. *Not Guilty* (compte rendu des sessions de la commission à Coyoacán), p. 290.

18. D. Guérin, *op. cit.*, p. 16
19. R. Prager, *op. cit.*, I, p. 378.
20. A. Kedros, *La Résistance grecque 1940-44*, p. 174.
21. *Ibidem*, p. 122.
22. E. Myers, *The Great Entanglement*, p. 189.
23. André Kedros, *op. cit.*, p. 199, signale dans son livre un rapport de la police allemande sur l'arrivée au pouvoir de Ioannis Rallis : « Passe pour être l'homme de confiance de Pangalos, lequel est l'homme des Anglais ». Le même historien, mentionnant l'organisation fascisante « Hiérarchie militaire », le général Papagos et Rallis, précise : « Tous ces hommes et toutes ces formations seront en quelque sorte coiffés par un conseiller secret du Roi qui est en même temps un prélat : le métropolite d'Athènes, Chrisanthios » (Kedros, *op. cit.*, p. 179).
24. Cité par A. Kedros, *op. cit.*, p. 409, d'après le recueil du dirigeant communiste et partisan de Yougoslavie Svetozar Voukhanovitch-Tempo, *Ueber die Volksrevolution in Griechenland*, 1950, p. 38.
25. D. Eudes, *Les Kapetanos*, p. 111.
26. Cité par Winston Churchill, *Mémoires sur la Deuxième Guerre Mondiale*, t.V., vol. 2, p. 223.
27. Les sources officielles du gouvernement en exil reconnaissent le chiffre de 10 000.
28. On trouve le récit de ce « partage » sur des bouts de papier dans Churchill, *op. cit.*, t.V., vol. 1, pp. 234-235.
29. Churchill justifia le 19 décembre en ces termes, aux Communes, l'emploi du mot « trotskysme » : « Je crois que « trotskysme » est une bien meilleure définition du communisme grec et de certaines autres sectes que le terme habituel. Il a l'avantage d'être également haï en Russie ». (*Rires prolongés*). Lors du débat du 13 décembre, Churchill avait invité le député communiste Gallacher à ne pas s'échauffer outre mesure au sujet de la situation en Grèce, s'il ne voulait pas prendre le risque d'être accusé de « trotskysme ».
30. Cité par R. Dazy, *Fusillez ces chiens enragés*, p. 266.
31. M. Spero, « La Révolution grecque », *Quatrième Internationale*, n° 14/15, janvier/février 1945, p. 24. Il existe sur le même thème un *Bulletin intérieur international* spécial daté de janvier 1945, qui ne mentionne même pas l'existence d'organisations trotskystes en Grèce. En février 1945, *Fourth International* publia un article documenté intitulé « Civil War in Greece », pp. 36-49. Le paragraphe « Le Trotskysme en Grèce » s'en tient à des généralités : « L'E.L.A.S. n'est trotskyste qu'en un seul sens — les instincts révolutionnaires de ses indomptables combattants, leur capacité à combattre et à se sacrifier. Mais son programme et sa direction n'avaient rien de « trotskyste », etc. ». Plus loin : « Les trotskystes apprendront à se lier aux masses et à leurs luttes ». Sur la terreur déclenchée par les staliniens contre les trotskystes, il faudra attendre plus longtemps. Dans *Quatrième Internationale*, n° 22/23/24, de sept./oct./nov. 1945, p. 41, une note à la rubrique « Grèce » indique qu'il « serait temps » d'informer l'opinion ouvrière mondiale sur les assassinats de militants révolutionnaires par les staliniens en Grèce. Suit une première liste. *Fourth International*, organe du S.W.P., en octobre 1945, p. 319, « Dans la IV^e Internationale » indique : « Les journaux du P.C.I. (IV^e Internationale), seul parti révolutionnaire en Grèce, sont illégaux. Les membres de ce parti sont persécutés et pourchassés et très souvent assassinés tant par le gouvernement que par les staliniens ». En fait, il y avait de graves divergences entre le S.I. et les trotskystes grecs puisque le 25 novembre 1946, M. Raptis, sous la signature « Pilar », écrivait à la section grecque : « Il ne s'agit pas de se conformer à la lettre à chaque résolution politique de l'Internationale, mais il ne s'agit pas non plus de passer diamétralement outre sa ligne sur des questions tellement importantes comme celles de votre attitude envers le mouvement de l'E.A.M. et de l'E.L.A.S. et les événements de décembre 1944 ». *Quatrième Internationale* d'oct./nov. 1946 rend compte d'un congrès d'unification, fin juillet 1946, qui a donné naissance au P.C.I. de Grèce et en publie le

- « Manifeste » (pp. 40-43) : « Malgré lui et malgré ses sermons nationalistes, malgré sa politique de conciliation et de collaboration de classes, le P.C. grec groupa autour de lui les forces que l'Histoire avait mises en mouvement et qui en dernière analyse étaient les forces de la révolution prolétarienne ». Sur l'attitude des trotskystes grecs, R. Prager, *op. cit.*, p. 348, écrit qu'ils eurent une « attitude de réprobation globale du mouvement national et distanciation vis-à-vis de ce mouvement et [...] une position neutraliste [...] en présence de la guerre civile ce qui a provoqué « l'inquiétude du S.E. ». » Il commente : « L'erreur principale est de n'avoir pas su discerner, au-delà des directions bourgeoises et staliniennes, le caractère anti-impérialiste et anticapitaliste qui germa en puissance dans ce mouvement de masse et sa dynamique révolutionnaire » ; en décembre 1944, les trotskystes grecs réduisirent le conflit « à un affrontement entre l'impérialisme britannique d'une part et la bureaucratie soviétique, et leurs forces annexes, d'autre part », Prager *op. cit.*, p. 349. La question n'est pas facile : nous avons trouvé dans les archives du S.I. une lettre de G. Vitsoris dans laquelle il proteste contre le fait que le Manifeste du congrès d'unification de Grèce ne lance pas le mot d'ordre de « départ des troupes britanniques », mais assure aussi qu'il juge « inadmissible » que le dit Manifeste ne comporte pas un mot sur les assassinats des trotskystes par les staliniens.
32. A. Kedros, *La Résistance grecque 1940-1944*, p. 512.
33. R. Prager, éd., *Les Congrès de la Quatrième Internationale*, t 2.
34. Extrait de « Fascisme, Bonapartisme et Guerre ».
35. *Ibidem*.
36. Prager, *op. cit.*, pp. 13-14.
37. *Ibidem*.
38. *Ibidem*, pp. 221-223.
39. « An Answer » (Une Réponse) par James P. Cannon, *In Defense Policy in the Minneapolis Trial*, p. 54.
40. Le lecteur intéressé trouvera dans les « Documents » une traduction de l'article de M. Loris de 1942 (le premier, datant de juin 1941 se trouve dans le reprint de *La Vérité* chez EDI, à la date d'octobre). En 1941, sous le titre « Où va l'Europe ? », Loris affirme l'hégémonie de la classe ouvrière dans la lutte contre l'occupant hitlérien, puis souligne le lien dialectique entre « libération nationale » et « sociale », « révolution prolétarienne » en fait, tout en critiquant les illusions qui peuvent naître du « mouvement de libération nationale ». Il écrit : « La tâche des marxistes n'est pas d'imposer aux masses telle ou telle forme de lutte qu'ils pourraient « préférer », mais en réalité d'approfondir, étendre et systématiser toutes les manifestations de résistance, y apporter l'esprit d'organisation et leur ouvrir une large perspective ». Cet article semblait critiquer les Européens, « révisionnistes » sur la « question nationale ». Celui de 1942 semble plutôt une polémique contre la position du S.W.P. L'un des textes de Loris, en 1944, met l'accent sur un « enseignement du bolchevisme » : « son mépris pour la simple propagande cherchant à éclairer sur les vertus du socialisme », « sa capacité à sentir les aspirations des masses et en exploiter le côté progressiste » et à savoir mener « une action susceptible de détacher les masses de leurs partis et chefs conservateurs ». Pour le lecteur qui se reportera aux textes originaux de la discussion, il apparaîtra qu'une place énorme y est accordée aux « Trois Thèses » des I.K.D. et à leur position sur la question nationale. Nous n'avons pas abordé cette question qui est, au fond, celle du « révisionnisme » ouvert, qui a masqué les autres divergences : c'étaient ces dernières qui nous intéressaient. Mais on trouvera l'essentiel dans le vol. 2 de Prager.
41. Cf. *La Révolution française* n° 1, 1940, et les commentaires aux accents différents de J. Rabaut dans *Tout est possible*, pp. 343-344 et J.P. Joubert, *Révolutionnaires de la S.F.I.O.*, pp. 224-226.
42. Prager, *op. cit.*, pp. 92-101, et M. Dreyfus, « Les Trotskystes pendant la deuxième guerre mondiale », *Le Mouvement social*, pp. 20-22.
43. P. Broué, « Chen Duxiu et la IV^e Internationale, 1938-1942 », *Cahiers Léon Trotsky* n° 15, p. 35.

44. Le texte de cette résolution du C.N. du S.W.P. de novembre 1943 a été publié dans *Quatrième Internationale* n° 11/12/13 de sept./nov. 1944, sous le titre « Perspectives et Tâches de la Révolution européenne », avec une présentation soulignant « la coïncidence frappante de la ligne générale de ce texte avec celle des résolutions de la conférence européenne de février 1944 ».
45. Serge Lambert, *Tradition révolutionnaire et « nouveau parti » communiste en Italie 1942-1945*, thèse d'Etat de science politique, Grenoble II, 1985.
46. *La Vérité* clandestine du 10 février 1944 portait à la une le titre « Les Drapeaux de l'Armée rouge se joindront à nos drapeaux rouges ». Dans un article de l'*Internal Bulletin* du S.W.P., vol. VIII, n° 8, Felix Morrow, citant cet article p. 34, mentionne aussi des positions analogues du B.L.P. de l'Inde, de *La Voie de Lénine* belge, d'*El Militante* chilien, etc. L'homogénéité des réactions n'est pas forcément un signe de solidarité principielle ; elle peut aussi traduire des réflexes conservateurs, ou encore les pressions dominantes.

Guillaume Bourgeois

Drôle de guerre et tournant de l'I.C. en 1939

Rédigeant le discours qu'il devait prononcer le 28 novembre 1939 devant le *Presidium* de la III^e Internationale et le *Politburo* du P.C.U.S. réunis, Maurice Thorez notait, dans le style télégraphique des canevas de rapports politiques :

« Conscience, dis en toute responsabilité, que P.C. dont je serai dernier à ne pas voir faiblesses et défauts durant période, est parvenu à s'engager *sans fautes graves*, dans son ensemble, C.C. en tête, dans la voie du tournant. — Verrons fautes. *Mais au 24 août*, quelle était, quelle reste question décisive pour masses et P.C. *Fidélité U.S., à I.C., à Staline*. Dès le début, attitude nette, sans réserves »...¹

Simultanément, et pour des raisons dont le sens véritable leur échappa parfois, toutes les directions des sections du *Comintern* mirent en œuvre le tournant stratégique décidé le 7 septembre 1939 par Staline. De tous les virages imposés, celui-ci fut le plus radical et le plus inopiné. Il devint aussi l'un des plus mystérieux, car on ignora longtemps tout de sa date, de ses causes et de ses conséquences. Qui plus est, la nouvelle ligne aboutit à ce que les partis communistes défendent dans le monde entier une passivité, une neutralité bienveillante vis-à-vis de Hitler dont il ne fit plus bon se souvenir aux heures moins sombres, qu'il valut mieux oublier parce qu'elle renvoyait au cœur du système : à la politique extérieure de l'U.R.S.S. dans ses implications les plus tactiques.

La date du tournant

Apparemment, cette question était la plus simple. Dans les faits, l'éparpillement des sources au plan international et la spécificité de la documentation consultée par les chercheurs dans un cadre souvent limité à l'étude du parti communiste de leur pays a conduit à une mésinterprétation globale du processus.

La problématique de notre étude sera, par nécessité, comparative et nous ferons référence à de très nombreuses publications de la III^e Internationale, quotidiennes comme le *Daily Worker* ou la *Voix du peuple*, organe des P.C. britannique et belge, hebdomadaires telles *Rundschau*,

Die Welt ou *le Monde*² ainsi qu'à des sources plus encore inédites : archives de la censure militaire et du Commissariat général à l'Information.³ Plus largement, nous synthétiserons les résultats d'un certain nombre de travaux étrangers et français concernant cette période.

Il demeura longtemps acquis que le tournant de l'I.C. avait fait l'objet d'un long processus, commençant le 24 août 1939 avec la signature du pacte germano-soviétique et culminant à l'été 1940 avec les tentatives effectuées par les directions communistes de différents pays afin de faire légalement réparaître leur presse sous le joug de l'occupant. Plus précisément, il semblait que les différents rebondissements de la conjoncture de ce début de guerre avaient, tour à tour, infléchi l'orientation des partis communistes et de l'Internationale d'une logique anti-hitlérienne vers une sorte de pseudo-défaitisme révolutionnaire de propagande, exclusivement destiné aux pays du camp allié. Dans le cas français, par exemple, la quinzaine de communiqués du Groupe parlementaire communiste permettait de suivre une lente évolution où furent tour à tour embouchées les trompettes du patriotisme (ce qui justifiait le vote en faveur des crédits d'armement, le 2 septembre) puis recommandée la signature d'une *paix blanche* (et c'est le sens de la dernière manifestation publique légale des porte-parole communistes à la Chambre, connue sous le nom de « lettre à Herriot »).

Laissant de côté l'analyse du discours pacifiste contemporain de cette seconde phase, nous nous concentrerons exclusivement sur ses prodromes et sur les motifs de sa pérennité.

La thèse de l'historien italien Amilcare Rossi, auteur d'ouvrages de référence sur la question⁴, accréditait bien l'idée d'une évolution lente, car Staline aurait d'abord voulu éprouver son partenaire avant de réorienter les P.C. Entre les deux pactes germano-soviétiques, celui du 23 août (dont les protocoles secrets prévoyaient le partage de la Pologne) et celui du 28 septembre (qui était accompagné d'un communiqué final renvoyant la responsabilité éventuelle de la continuation de la guerre à la Grande-Bretagne et la France), il avait mesuré la bonne volonté de Hitler dans le règlement de la question polonaise avant de décider de pousser à l'extrême la logique de l'alliance.⁵

Rossi (comme l'ensemble des observateurs qui le suivirent) avait toutefois commis une importante erreur de perspective. Ne tenant pas compte du caractère parfois aléatoire des relations entre les faits et de la désynchronisation qui peut exister entre la prise d'une décision et son exécution, il avait tenté de reconstituer tenants et aboutissants d'une question dont certaines sources majeures lui échappaient.

Dès le 8 septembre 1939, le Comité exécutif de la III^e Internationale envoyait en effet ces directives :

« La guerre actuelle est une guerre impérialiste, injuste, dans laquelle les bourgeoisies de tous les Etats en guerre ont une part égale de culpabilité. Dans aucun pays, la classe ouvrière, et à plus forte raison le parti communiste, ne doivent soutenir cette guerre. La bourgeoisie ne mène pas la guerre contre le fascisme, comme l'affirment Chamberlain et les leaders de la social-démocratie. Il s'agit de la guerre de deux groupes des pays capitalistes pour dominer le monde. La classe ouvrière ne peut dans aucun cas défendre la Pologne fasciste qui a refusé l'aide de l'Union soviétique et qui opprime les autres nationalités [...]. La tactique des partis communistes, dans tous les pays engagés dans la guerre, doit, au cours de cette étape, consister à condamner la guerre, à démasquer son caractère impérialiste. Là où il existe des députés communistes, ils doivent voter contre les crédits de guerre et expliquer aux masses que la guerre ne leur apportera que fardeau et ruine [...]. Les partis communistes, et surtout les P.C. français, anglais, belge et des Etats-Unis d'Amérique, qui ont agi en contradiction avec cette position, doivent immédiatement rectifier leur ligne politique ».⁶

Le tournant politique de l'I.C. était expressément recommandé dans l'ensemble de ses grands thèmes, guerre impérialiste, collusion de la social-démocratie et des bourgeoisies bellicistes, nécessité de changer sans délai de mots d'ordre.

Dans un pays comme la Belgique où la presse communiste quotidienne conservait une existence légale, le redressement prit des allures spectaculaires : tandis que la *Voix du peuple* avait, jusqu'au 8 septembre, successivement condamné l'agression hitlérienne contre la Pologne, appuyé avec vigueur l'entrée en guerre de la France et de l'Angleterre contre l'Allemagne et dénoncé la neutralité belge dans laquelle elle voyait une complicité passive avec le régime nazi⁷, son édition du 9 plaça soudain Londres et Paris sur le banc des accusés. Le 10 septembre, Xavier Relecom, secrétaire général du P.C.B., ajoutait dans son éditorial :

« La politique des Chamberlain et Daladier ne fut jamais dirigée contre Hitler, chien de garde du capitalisme, mais bien contre l'Union soviétique ; leur politique n'a jamais eu pour but la défense des pays agressés mais bien la défense des intérêts impérialistes des deux cents familles [...]. Tout indique que c'est cette politique, dominée par la haine de la classe ouvrière et les intérêts égoïstes de classe qu'ils continuent aujourd'hui dans la guerre, poursuivant non plus l'anéantissement du fascisme mais des buts impérialistes ».

Partout, le passage sans transition d'une ligne à l'autre se fit dans les mêmes conditions parmi les P.C. qui avaient encore une existence : le C.C. du parti norvégien avait déclaré, début septembre, que « le régime fasciste d'Allemagne plongeait l'Europe dans un bain de sang pour la soumission d'un nouveau pays, la Pologne »⁸ ; le 16 de ce même mois, son quotidien *Arbeideren* affirmait que « si cette guerre était une guerre des démocraties contre le fascisme, il n'y aurait pas de doute sur la position de notre pays... » or, le conflit étant conduit « des deux côtés pour des buts impérialistes », la position juste exigeait d'être neutre...

Le P.C. suédois qui, lors de la déclaration de guerre à l'Allemagne,

avait soutenu que l'Angleterre et la France allaient ainsi « empêcher l'extension de l'impérialisme allemand »...⁹ se ralliait quinze jours plus tard à la politique de neutralité de son gouvernement, son député Hagberg précisant que, lorsque le Président du conseil se dressait « contre ceux qui tentent d'entraîner les pays neutres dans une guerre de propagande... », il devait « se tourner contre la presse social-démocrate ».¹⁰

Afin d'uniformiser le paysage politique, les dirigeants de l'I.C. firent prendre en charge le tournant par les communistes allemands eux-mêmes : en août, Walter Ulbricht en avait appelé au « rassemblement des forces démocratiques qui prennent au sérieux le combat pour le renversement du fascisme »¹¹ ; *Rundschau* du 28 septembre publiait une mise au point du K.P.D. affirmant qu'il avait toujours défendu cette opinion que « la libération de notre peuple de la dictature fasciste ne peut venir de l'extérieur mais sera le résultat de la lutte des masses populaires »...

En un mois de guerre, et à partir de cette date charnière du 7 septembre 1939, les sections de l'Internationale avaient rompu dans leur ensemble avec leur orientation traditionnelle, l'alliance des démocraties anglo-françaises avec l'U.R.S.S. afin d'isoler l'Allemagne. Pourquoi Staline avait-il pris ce risque immense de malmener une nouvelle fois des partis où l'annonce du pacte de non-agression avait sourdement fait gronder la colère ? Et, paradoxalement, pourquoi les deux principales organisations ressortissantes de l'un des camps belligérants, les P.C. britanniques et français, maintinrent-elles, à l'inverse de leurs sections sœurs, une ligne de soutien critique à leur propre défense nationale, n'entrant en action contre la guerre que début octobre ?

C'est à ces deux questions que nous allons maintenant essayer de répondre, le premier problème renvoyant à des conditions d'ordre objectif, le second, aux très subjectifs dérèglements de l'obéissante mécanique internationale.

Pourquoi ce tournant ?

Il est d'abord important de comprendre les limites exactes du pacte germano-soviétique à la date de sa signature. Dans la nuit du 23 au 24 août 1939, Staline et Molotov avaient abouti, par la conclusion d'un processus diplomatique empirique, à ce résultat de rester en dehors du conflit mondial pour un temps et de créer, à la frontière ouest de l'U.R.S.S., ce que l'on appelle en termes militaires un glacis, à savoir une zone-tampon. Les clauses secrètes du pacte étaient extrêmement claires à ce sujet et laissaient à Hitler le droit d'avancer en Pologne jusqu'au Narew, à la Vistule et à la San, trois fleuves qui serviraient de ligne de démarcation. Les responsables du Kremlin faisaient ainsi d'une pierre deux coups : ils récupéraient en Biélorussie et en Ukraine les territoires dont Versailles avait amputé l'U.R.S.S. et laissaient à Hitler le soin d'en finir avec le régime polonais, carrefour diplomatique des intrigues à leur endroit.¹² Avec une

bonne dose de cynisme, dont témoignent les toasts prononcés à l'occasion, Staline laissait éclater une seconde guerre mondiale dont il pensait qu'elle serait longue et qui devait logiquement s'achever en conflit entre l'U.R.S.S. et l'Allemagne. L'essentiel était de voir à court terme.

Précisément, la première quinzaine de septembre éprouva de manière tout à fait critique cette politique extérieure concoctée à la petite semaine. La *Blitzkrieg* entamée en Pologne surprit le monde entier. Elle surprit l'Etat-major polonais dont les armées furent tronçonnées avant d'être taillées en pièces par les chars et l'aviation, puis jetées à corps perdu dans la contre-offensive. Elle surprit les Anglo-Français qui virent, en quelques jours, s'effondrer l'allié dont les déboires étaient à l'origine de la guerre et qu'ils n'avaient pu matériellement secourir en aucune façon. Elle surprit enfin l'U.R.S.S. qui avait certes parié sur une telle issue, mais n'avait pas prévu un rythme aussi rapide. Dès le 3 septembre, en effet, Ribbentrop invitait le gouvernement soviétique à « faire entrer ses troupes en Pologne pour occuper le territoire que lui avait réservé le protocole secret du 23 août ».¹³ L'armée n'était pas prête à une telle campagne. La situation ne laissait pas envisager un laps de temps suffisant pour engager de nouvelles manœuvres. L'Europe sentait la poudre et la question polonaise était en voie de règlement tellement avancé que l'avantage immédiat du pacte — bloquer les Allemands à l'Ouest par l'assaut conjugué de la Grande-Bretagne et de la France au secours de Varsovie — risquait de se révéler mince.

Vers un nouveau Munich

Un rapprochement imprévu était toujours possible. Pourquoi Chamberlain, Daladier et Hitler ne renoueraient-ils pas, *mutatis mutandis*, et pendant qu'il en était encore temps, puisque les hostilités n'avaient pas encore commencé entre eux, avec la politique de Munich ? Pourquoi ne se retourneraient-ils pas contre l'U.R.S.S. ?

Tout ce que nous connaissons des déclarations soviétiques officielles, de la lecture de la presse et des écoutes radio témoigne du climat d'indécision qui régnait à Moscou dans les jours qui ont précédé le tournant du 7 septembre. On ne sait, en effet, rien des débats secrets qui se sont alors déroulés et que l'Internationale, en la personne de Dimitrov, s'est contentée d'avaliser. On sait, en revanche, tout de leurs conclusions et du sens qu'une caractérisation de la guerre comme *impérialiste* prenait, si nazis et alliés étaient placés sur un pied d'égalité. Le pacte risquant de s'avérer caduc, Staline demandait aux partis communistes de le suivre au doigt et à l'œil, et à leurs risques et périls, dans cette manœuvre visant à parer le plus petit risque de dégénérescence de la guerre entreprise en guerre contre l'U.R.S.S. Ultime avantage : sur fond de refroidissement des relations internationales, l'Internationale communiste accomplissait un pas de nature à réchauffer le climat avec l'Allemagne. Trotsky fut le seul obser-

vateur qui saisit le sens des secrètes intrigues de chancelleries qui se déroulaient alors et il en distingue toutes les conclusions au fur et à mesure que de pauvres informations parvenaient en son lieu d'exil. Résumant pour *Socialist Appeal* toute la précarité de la situation des dirigeants soviétiques, il affirmait, le 11 septembre, que ces derniers pouvaient pour leur salut « être amenés à s'engager plus loin sur la voie de « l'amitié » avec Hitler qu'ils ne le souhaitaient au moment où le pacte fut conclu ». La décision était déjà prise : dans une conjoncture aussi difficile, toute l'Internationale viendrait à la rescousse en engageant des campagnes de masse contre la guerre totalement dénuées de caractère antifasciste malgré la prévisible impopularité d'un tel tournant...

Parallèlement, Moscou passa à l'initiative tous azimuts. Dès le 9 septembre, le gouvernement soviétique envoyait un bateau en France afin de rapatrier ses ressortissants. Le 10 septembre, à 11 h 30, le bulletin de *Radio Moscou* attaquait pour la première fois la Grande-Bretagne, invoquant des différends avec Londres en matière d'import-export. Afin de temporiser, les dirigeants soviétiques laissèrent la Wehrmacht s'impliquer au maximum en Pologne puis décidèrent la mobilisation générale : depuis le 11 septembre, à 14 h, l'Etat-major allemand avait fait savoir qu'il avait atteint la Vistule, la San et le Narew, point de rencontre prévu pour les deux armées. Au plan diplomatique, Staline et Molotov cherchèrent encore à se garantir d'une éventuelle alliance antisoviétique en pourrissant le débat entre Turcs et Alliés et proposèrent le 13 septembre à Ankara un pacte concurrent aux ouvertures franco-anglaises. Le 16 septembre, un armistice russo-japonais était signé à Moscou, qui mettait fin aux hostilités en Mandchourie et garantissait la frontière orientale de l'U.R.S.S. Le 17 septembre, les troupes soviétiques entraient en Pologne. Le 18, les corps avancés de l'Armée rouge atteignaient en quelques points la ligne de démarcation et les officiers échangeaient des politesses. Le 20, l'occupation de la Pologne orientale était achevée. Le pacte devenait un *banco gagnant* dans des limites inespérées : l'accord du 28 septembre, dit deuxième acte germano-soviétique, versait définitivement les pays baltes dans l'escarcelle de Staline à qui il ne restait plus qu'à faire une guerre en Finlande pour obtenir l'isthme de Carélie et compléter le glacis au Nord. Plus tard, la Bessarabie et la Bukovine tomberaient encore entre ses mains dans la dynamique du pacte, assurant les frontières sud d'un pays qui avait repris les dimensions de celui de Pierre le Grand.

Le pacte germano-soviétique, d'opération tactique, devenait cadre stratégique pour la politique des partis communistes. Le tournant du 8 septembre se révélait fructueux au-delà de toute espérance et la ligne pouvait être infléchiée dans un sens encore plus favorable à l'Allemagne, compte tenu des avantages commerciaux immédiats que faisait miroiter l'alliance. Ajoutons qu'il y a cependant une part sérieuse de vérité dans l'explication officielle de l'historiographie soviétique sur les causes origi-

nelles du tournant : la passivité alliée face à l'écrasement de la Pologne (aucune offensive d'ampleur ne fut lancée par les franco-anglais sous prétexte d'impréparation...) justifia, en effet, une redéfinition de la guerre. Il convient toutefois d'ajouter qu'il ne s'agissait point d'un mouvement de sympathie à l'égard de la nation vaincue (elle sera au contraire rayée de la carte par le deuxième pacte et niée jusque dans ses fondements historiques de son existence par la propagande de l'I.C.) mais d'une nouvelle donne des relations internationales et que le choix fut définitivement fait de favoriser l'Allemagne.

Staline se mit donc au service de « l'offensive de paix » lancée par Hitler, fin septembre-début octobre 1939, et la fit relayer par ce qui restait des partis communistes. Le pacte prenait un sens actif : Staline avait pour un temps accroché la troisième Internationale à la locomotive de Hitler.

Comment le tournant fut adopté en Grande-Bretagne et en France

Tel que nous l'avons défini, le tournant stratégique imposé par l'I.C. à ses sections avait pour but de prévenir, par des campagnes de masse, tout retournement inattendu de la guerre début septembre. Les partis communistes français et anglais étaient intéressés au premier chef par la répercussion de ce tournant et le fait qu'ils aient pris le plus grand retard dans son exécution fut à l'origine de hasardeuses spéculations historiques. Nous nous contenterons d'expliquer dans leurs très grandes lignes les causes de ces deux retards simultanés. Ce faisant, nous pénétrerons le fonctionnement interne des réseaux de direction de ces partis et nous verrons comment ils purent être soumis, en une pareille situation, aux plus étranges impondérables.

Dans les deux cas, nous observons un processus semblable. A tâtons d'abord, les directions locales ont tenté de donner au pacte un cadre d'explication qui prenne en compte le mouvement massif exprimé autour d'eux en faveur de la défense nationale. Pragmatiquement, elles approuvèrent l'effort de guerre tout en soutenant que le pacte germano-soviétique n'était pas contradictoire avec une politique de pression militaire sur l'Allemagne : des jours durant, le *leitmotiv* revint qu'il avait au contraire suscité la division parmi les rangs adverses, désorganisant le pacte anti-Comintern et semant la discorde entre Mussolini et Hitler¹⁴.

Le climat de guerre s'installant, l'orientation des P.C. anglais et français évolua vers une prise en compte des problèmes qu'elle posait, par la mise en avant de sortes de cahiers de revendications économes en faveur des catégories sociales les plus touchées par les événements¹⁵. Dans le cas français, Daladier ayant agi dès le lendemain du pacte avec la plus grande brutalité afin de bâillonner tous les moyens d'expression communistes légaux, cette campagne fut complétée par une série de mots d'ordre en faveur des libertés démocratiques¹⁶.

Quel fut le grain de sable qui, dans le cas anglais, empêcha le parti tout entier de se réaligner avec près d'un mois de retard ? Quelle explication donner au fait que nulle propagande décisive contre la guerre, en tant que guerre injuste, ne soit produite avant la publication d'un manifeste en ce sens dans son édition du *Daily Worker* du 7 octobre ?

Les historiens du mouvement ouvrier britannique se sont penchés avec beaucoup d'attention sur ces questions¹⁷. Il est vrai que, depuis la publication des mémoires de l'ancien responsable communiste, Douglas Hyde, (*I believed*, 1952), on savait que la prise en compte du tournant par le C.P.G.B. avait fait l'objet de discussions amères et d'incidents saugrenus. Qui plus est, l'ensemble des minutes du Comité central au cours duquel fut adopté le tournant historique avait été saisi par Scotland Yard et aucun doute n'était plus permis sur la matérialité des faits. Voici donc comment les choses se sont déroulées.

Dès l'annonce du pacte et *a fortiori* après que la guerre eût commencé, le P.C. britannique avait unanimement suivi une orientation prônant la défense de la Pologne contre l'agression hitlérienne et un soutien critique à la politique de guerre britannique couronné par le mot d'ordre de gouvernement populaire autour du Labour party. Cette politique en demi-teinte, affectée par un certain refus du chauvinisme et par un sens tactique finalement plus développé que celui mis en œuvre en France, devait globalement demeurer jusqu'à ce que le Comité central entre en session le 24 septembre. Un seul membre de la direction, le « théoricien » Palme Dutt, qui avait entendu le 14 septembre un communiqué radio de Moscou caractérisant la guerre comme impérialiste, défendait en son sein cette interprétation, ce qui explique qu'on trouve dans l'organe hebdomadaire du parti *World News and Views* quelques modulations autour de ce thème, sans liens cependant avec la philosophie générale du tournant plaçant les protagonistes sur un pied d'égalité. Uni autour du secrétaire général, Harry Pollitt, le Comité central s'était décidé à maintenir une orientation antihitlérienne clairement inspirée du manifeste récemment sorti *How to win the war*¹⁸.

L'historien communiste Monty Johnstone décrit ainsi la suite de cette réunion :

« Dans la soirée, le camarade Dave Springhall,¹⁹ qui revenait de Moscou, apporta le compte-rendu des discussions qu'il avait eues avec Dimitrov et André Marty, de la direction de l'Internationale communiste, et qui indiquait que l'I.C. caractérisait la guerre comme impérialiste des deux côtés et ne devant bénéficier du soutien de la classe ouvrière dans aucun pays. Selon l'analyse de l'Internationale, qui recoupait le point de vue développé par Dutt depuis la mi-septembre et qui allait devenir celle de tout le parti dans la lignée de la brochure de Dutt *Why this war* ?²⁰, il n'y avait plus de distinction à faire entre pays démocratiques et pays fascistes pour déterminer la nature de la guerre. Les deux camps en étaient également responsables en tant que belligérants et prédateurs. Tous deux devaient être également combattus.

Le Comité central fut ajourné jusqu'au 2 octobre et, pendant ce délai, le débat continua apparemment au sein du bureau politique qui changea sa position. Le 2 octobre, le camarade Palme Dutt devint le rapporteur au nom du Bureau politique et il proposa, au nom de la majorité du bureau politique, le renversement de la ligne du Parti adoptée le 2 septembre au profit d'un combat sur deux fronts, ainsi que l'adoption de la ligne de l'Internationale communiste selon laquelle la guerre était une guerre de rapine des deux côtés, que l'on devait combattre des deux côtés ».²¹

Trois voix seulement s'opposèrent au sein du C.C. Puis Pollitt fut débarqué et Dutt devint secrétaire général.

Ainsi, des divergences dûment exprimées et dûment sanctionnées furent à l'origine de ce retard dans l'adoption de la nouvelle ligne. Nous trouverons dans le cas français le même type d'ingrédients — difficultés de communication des informations²², hésitations tendant à amalgamer la nouvelle ligne et l'ancienne, divergences ou manœuvres dilatoires... — mais avec des proportions différentes.

Ce que l'on sait des liaisons entre l'Internationale communiste et la direction du parti français au début de la drôle de guerre est fort incomplet et nous nous en tiendrons ici aux grandes lignes. Le principal canal d'information de Jacques Duclos, Benoît Frachon, Florimond Bonte, Arthur Ramette et Marc Dupuy, direction effective du P.C.F. à Paris durant les premières semaines de septembre 1939, passait paradoxalement par Bruxelles. Deux responsables de l'Internationale chargés du parti français, le Hongrois de nationalité tchèque Fried et l'Italien Cerreti, chapeautaient depuis le début du mois un centre chargé essentiellement de la rédaction de l'hebdomadaire le *Monde*, déjà évoqué.²³ C'est principalement par l'entremise du petit appareil frontalier qu'animait la responsable du Nord Martha Desrumeaux, que l'information parvenait à Maurice Thorez, (aux armées dans le Pas-de-Calais, puis dans l'Aisne), ainsi qu'à Paris. Au fur et à mesure que les jours passaient, l'information se fit ainsi, bien que les délais de transmission et la nécessité de trouver parfois plusieurs relais furent la cause d'une certaine discontinuité et encouragèrent les flottements.

La direction française était cependant au courant du tournant avant la mi-septembre. Or, ni les communiqués du Groupe parlementaire des 16 et 19 du mois, ni les copies originales des derniers moyens d'information centraux du parti²⁴ ne laissaient entrevoir de changement politique de fond, mais tout au plus une réticence croissante vis-à-vis de la façon dont la guerre était menée.

C'est dans ce contexte qu'intervient l'épisode du retour de Raymond Guyot. Délégué français auprès de l'Internationale communiste des jeunes, ce dernier était présent à Moscou lors de la signature du pacte et il revint en France par la Suède aux environs du 19 septembre. Rapidement propagée par la police, la rumeur commença à courir dans la presse qu'il

rentrait porteur de nouvelles informations à l'usage du parti, au point que Daladier, présentant une semaine plus tard le dossier de dissolution du P.C.F. en Conseil des ministres, insista particulièrement sur ce fait capital.

Même au prix d'une enquête détaillée, ce type d'information est invérifiable par les historiens : les témoignages se contredisent et se contentent souvent de confirmer ou d'infirmer les faits, mais à partir de la rumeur... puisque Raymond Guyot s'était exprimé sur cette question, suggérant qu'il n'avait pu propager en France la nouvelle ligne car il ignorait la conclusion des discussions en cours²⁵, comment ne pas le croire ?

Malheureusement pour Raymond Guyot, la publication des notes de Maurice Thorez citées *supra* montre qu'il était bien porteur des informations qu'il a précisément oubliées. A elles seules, ces quelques phrases en abrégé permettent de saisir toute la dimension de la situation créée en France. Evoquant les difficultés du parti dans cette période, le secrétaire général les attribua surtout à :

« La confusion politique qui n'a pas entièrement cessé dans tout le Parti, la lenteur du tournant malgré, j'ai devoir indiqué (de l'indiquer) directives assez claires transmises par R.G. (Raymond Guyot) et les conseils que j'ai pu moi-même formuler surtout après que j'eus reçu communication Raymond ». ²⁶

Plus loin, évoquant la situation à Paris, Thorez mettait en relief l'impasse dans laquelle la direction s'était fourvoyée en restant à l'écoute des milieux parlementaires :

« Chaque information à Cl [Clément, pseudonyme de Fried], selon la décl. [déclaration] qu'il m'a faite comme celles que j'ai reçues, laissaient percer quiétude, illusions — (attitude radicaux etc.), le plus grave pas compris et approfondi communication R.G. (mes insinuations répétées) dans ces conditions C.C. n'a pas donné ce qu'il devait donner. Un Manifeste a été rédigé que nous ignorons d'ailleurs diffusé tardivement ». ²⁷

Accablant ainsi les responsables sur le terrain, Thorez, mobilisé au moment des faits, se dédouanait peut-être pour une part. Il n'en reste pas moins que l'incapacité caractérisée que le parti français manifesta pendant trois semaines avant de prendre le tournant procédait bel et bien de réticences. Thorez parle d'un manifeste qu'il ne connaît pas ; et pour cause, car il ne fut jamais diffusé, bien que Fried se fût spécialement déplacé à Lille pour l'imposer !²⁸ Plus loin, il prononce les mots de « complète désorientation » avant d'évoquer à nouveau la non-réorientation du parti malgré les pressions de Clément...

Fin septembre, le P.C.F. était au carrefour. Et au point mort.

Sachant qu'après avoir essayé d'intimider et d'apprivoiser en même temps la direction communiste, il n'avait maintenant plus rien à en attendre, Daladier procéda à la dissolution du parti le 26 septembre. Psychologiquement, c'était un coup de massue pour les dirigeants demeurés à Paris dans la légalité : ils n'y répondirent que par un communiqué désabusé. ²⁹

L'évolution de la situation internationale les remit en selle comme par miracle. En effet, l'effondrement séance tenante de la Pologne avait achevé de démoraliser en France les milieux parlementaires, déjà peu enclins à soutenir la politique de guerre du Président du conseil. Une sorte de fronde pacifiste naissait au Palais-Bourbon, puissamment relayée par les grands titres de la presse, ainsi que le montrent les morasses de la censure.³⁰ Rédigeant alors une lettre à Edouard Herriot, président de la Chambre, Jacques Duclos réalisa, en demandant la paix sous couvert des noms de Bonte et de Ramette, une opération qui permettait en même temps au P.C.F. d'embrayer sur le climat de morosité ambiant, de s'inscrire dans la campagne lancée par Hitler et Staline à la suite de l'accord du 28 septembre, et de rejoindre en un raccourci la position de l'Internationale.

Thorez, se félicitant du « coup d'éclat » de Duclos, notait que le parti avait enfin trouvé le « drapeau pour rallier les masses ». ³¹

Mais cela ne devait point suffire. Le soir même de la rédaction de la lettre, Thorez fuyait vers la clandestinité. Le 3 octobre, Duclos et Ramette quittaient Paris pour rejoindre en Belgique le secrétaire-général du parti et le responsable de l'Internationale, Eugen Fried. Une réunion clandestine allait se tenir entre eux à Bruges à laquelle Benoît Frachon refusait d'assister. Le bilan de la situation était des plus noirs : la presque totalité du groupe parlementaire était sous les verrous et les militants communistes pourchassés pour « intelligence avec l'ennemi », en réponse à la lettre à Herriot.

Comme l'a montré Stéphane Courtois dans son ouvrage capital sur cette période³², c'est grâce à sa volonté d'orienter l'activité clandestine du parti vers le travail de masse dans les usines aux dépens de l'application didactique des mots d'ordre pseudo-défaitistes prônés par Moscou, que le secrétaire de la C.G.T. empêcha le P.C.F. de s'isoler au point de risquer son auto-liquidation historique.

NOTES

1. Nous avons repris ici la présentation et la typographie utilisées par les *Cahiers d'histoire* de l'Institut de recherches marxistes n° 14, 1983, p. 121 (italiques pour les mots soulignés une fois, gras pour les mots soulignés deux fois). Ces notes sont extraites du propre carnet du secrétaire-général que Jeannette Vermeersch détient par devers elle. Microfilmées de longue date, elles furent rendues publiques en 1983. Evidemment « U.S. » signifie Union Soviétique.
2. *Rundschau* et *Die Welt* ont été reprographiés à la Bibliothèque Lénine de Moscou. Rodolphe Prager en a assuré les traductions. La collection du *Monde* provient de la Fondation Joseph Jacquemotte de Bruxelles.
3. L'ensemble des morasses de la presse quotidienne et hebdomadaire, ainsi que l'ensemble des dépêches d'agence furent collectées par les services de censure avant d'être tardivement déposées à la B.D.I.C. de Nanterre où elles sont malheureusement inaccessibles aujourd'hui pour des raisons de conservation. (cf. G. Bourgeois, « Les morasses de la Dame aux ciseaux », in *Lettre des amis de la B.D.I.C.* n° 7, janvier-mars 1983). Le fonds du C.G.I. rassemble les synthèses de la presse étrangère, les écoute radio et l'analyse de la propagande adverse.

4. L'itinéraire de « Rossi », en réalité Angelo Tasca, ancien du P.S.I. et de l'*Ordine nuovo*, un des fondateurs du P.C.I. qu'il représenta à Moscou sous le pseudonyme de Serra, collaborateur du *Populaire* avant-guerre sous le nom de Leroux, puis conseiller occulte à Vichy en matière de lutte anti-communiste, permet de comprendre pourquoi il fut l'auteur d'ouvrages très documentés sur ces questions mais quelque peu partiaux. Citons notamment de lui *Deux ans d'alliance germano-soviétique, août 1939-juin 1941*, Fayard, 1948 et *Les Communistes Français pendant la drôle de guerre*, Paris, les îles d'or, 1951.
5. Cette thèse de Rossi est développée dans le septième chapitre des *Communistes français...* (*op. cit.*).
6. Cette communication de Klement Gottwald au Comité central du Parti communiste tchécoslovaque clandestin fut envoyée par radio de Moscou au nom de la direction de l'Internationale. Elle est citée *in extenso* par Karel Bartošek dans sa communication « Notes sur l'histoire du mouvement communiste entre 1939 et 1941 » au colloque « Le Parti communiste français de la fin de 1938 à la fin de 1941 » tenu à Paris en octobre 1983. Nous nous sommes inspirés de sa traduction, une autre version de ce même texte figurant dans J. Rupnik, *Histoire du Parti communiste tchécoslovaque*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1981. L'original fut publié dans *Prispevky k dejniam K.S.C.* n° 3, 1967.
7. Le 5 septembre, les élus communistes belges déclaraient à la Chambre : « Toutes les forces du pays doivent être concentrées pour défendre le pays contre cette menace (l'invasion hitlérienne). Ce n'est pas la neutralité mais seulement la défaite rapide de l'Allemagne hitlérienne qui évitera à notre pays les horreurs de la guerre. C'est aussi à cette condition qu'une paix juste et durable pourra être établie ».
8. *Rundschau* n° 47 du 7 septembre 1939.
9. *Ibidem*.
10. Le *Monde* n° 2 du 23 septembre 1939.
11. *Rundschau* n° 43 du 17 août 1939.
12. L'idée même d'un pacte germano-soviétique était née, côté allemand, de l'impossibilité d'aboutir à une alliance germano-polonaise contre l'U.R.S.S. ! Quant aux négociations militaires entre Franco-Anglais et Soviétiques, elles avaient dès le départ été empoisonnées par le refus de Varsovie de toute assistance russe.
13. *Nazi-Soviet Relations, 1939-1941, documents from the archives of the german foreign office*, Washington, Department of State, 1948, p. 86.
14. Le pacte anti-Comintern avait été signé le 23 novembre 1936 entre le Japon et l'Allemagne. La Hongrie s'y rallia ensuite, ainsi que l'Espagne le 8 avril 1939. En ce qui concerne le Japon, nous avons vu comment Tokyo avait immédiatement saisi l'occasion du pacte pour normaliser ses relations avec l'U.R.S.S. L'Espagne et la Hongrie approuvèrent également la manœuvre. Quant à l'Italie, voilà comment les analystes y observèrent les réactions au pacte : « Cet événement a été annoncé comme un succès de la politique de l'Axe. Dans leurs commentaires, les journaux ont fait abstraction des rivalités idéologiques si souvent alléguées au cours de la guerre d'Espagne et depuis. Aucune allusion non plus au pacte anti-Komintern » (*in Bull. d'analyse de la propagande italienne* du C.G.I., 1er juin-31 août 1939). Au contraire, la confiance des capitales totalitaires avait été renforcée par le pied de nez de l'Allemagne et de l'U.R.S.S. aux « démocraties ploutocratiques ».
15. Cf. en particulier sur cette question le manifeste du C.P.G.B. *War ! Communist policy* (2 septembre 1939) ainsi que les différentes éditions de la *Vie ouvrière* parues au cours du mois de septembre.
16. Saisie le 25, l'*Humanité* était suspendue le 26 août.
17. Cf. notamment les n° 35 et 39 du *Society for the study of Labour History Bulletin* ainsi que John Attfield et Stephen Williams, 1939, *The communist party and the war*, Londres, Lawrence & Wishart, 1984.

18. L'opposition à la ligne de l'I.C. était consciemment assumée par Pollitt, bien qu'il n'en avait vraisemblablement reçue que quelques bribes et pas le mode d'emploi, ce qui explique, en plus de ses convictions antifascistes profondes, sa position mi-chèvre, mi-chou.
19. Homme de confiance des Soviétiques, David Springhall était délégué auprès de l'Exécutif. Il portait un message signé de la main de Dimitrov, ce qui fit son effet.
20. 1er novembre 1939.
21. John Attfield et Stephen Williams, *op. cit.*, p. 27.
22. Incontestablement, les difficultés de transmission jouèrent un rôle plus considérable dans le cas anglais que dans le cas français. Le *Daily Worker* est en effet truffé d'inexactitudes ou de fausses rumeurs touchant parfois au cœur même de l'appareil international, comme l'annonce, le 11 octobre, de l'arrestation de Jacques Duclos en France.
23. A leurs côtés, un autre Hongrois, Andor Berei, éminence grise des partis belge et néerlandais.
24. Les communiqués parlementaires persistent, en effet, à exalter la défense nationale. Quant aux versions non-censurées de *Regards* et de la *Vie ouvrière*, hebdomadaires dont le P.C. assura la publication jusqu'à la fin septembre, elles n'avancent pas l'idée que la guerre fut injuste.
25. « Mon acheminement à la Résistance », interview de Raymond Guyot recueillie par Claude Willard et Jacques Varin, *in Cahiers d'histoire* de l'Institut Maurice Thorez n° 5, oct.-nov. 1973, p. 69.
26. *Cahiers d'histoire* de l'Institut de recherches marxistes, n° et article cités, p. 126. Les membres de phrases entre crochets sont ajoutés par nous.
27. *Ibidem*, p. 127 (les parenthèses sont dans le texte).
28. Il devrait s'agir du texte publié p. 130 et sq du même *Cahiers d'histoire*.
29. Cf. Florimond Bonte, *Le Chemin de l'honneur*, Paris, Editions sociales, 1970, pp. 29 et 30.
30. Cf. notre communication « L'anticommunisme à travers la censure de la presse » au colloque déjà cité.
31. *Cahiers d'histoire* de l'Institut de recherches marxistes, article cité *supra*, p. 127.
32. Stéphane Courtois, *Le P.C.F. dans la guerre*, Paris, Ramsay, 1981.

I.L.T.

L'ancien « trotskyste » du groupe Manouchian

Le débat public sur l'affaire Manouchian à partir du film de Mosco a fait sortir de l'oubli l'un de ses membres qui a été présenté comme un ancien « trotskyste » ou prétendu tel. L'Institut Léon Trotsky, dont les chercheurs ont eu le privilège de travailler dans les dossiers de la correspondance de Trotsky à Harvard et de son fils L. Sedov à Stanford, juge utile de verser dans le domaine public les éléments d'information qu'il possède grâce à ces archives qui comprennent notamment un certain nombre de lettres de l'intéressé.

Arben Abramovitch *Dav'tian* (souvent translittéré de façon erronée en *Tavitian*) était né en Transcaucasie, à Choucha (Zannesur) le 7 novembre 1895 ou 1898. Son père était ouvrier maçon, sa mère travaillait à la maison. Lui-même du gagner sa vie à partir de 14 ans, comme serrurier, imprimeur et finalement mécanicien. Il entra dans le parti bolchevique en 1917 et s'engagea dans l'Armée rouge en 1918. Il fit toute la guerre sur le front caucasien, d'abord comme simple soldat puis, après un stage dans une école, comme officier, devenant responsable d'un département politique dans son unité. En 1921, il devient « apparatchik », instructeur et organisateur attaché au comité central du parti du Caucase. En 1923, il est envoyé à l'Université communiste de Transcaucasie où il atteint le 3^e cours en 1925 mais est peu après renvoyé à cause de son activité en liaison avec l'Opposition de gauche. Il retourne au travail dans l'appareil, responsable de l'agit-prop pour un district, puis secrétaire de district, dans l'appareil central enfin. En 1927, il est l'un des porte-parole locaux de l'Opposition de gauche : il est donc écarté du travail dans le parti et affecté au travail dans les syndicats, devenant président du comité ouvrier local des travailleurs des chemins de fer. A la fin de 1927, il est exclu du parti en même temps que le gros des oppositionnels connus et il perd son travail. Il est arrêté pour son activité de « bolchevik-léniniste » le 24 septembre 1928 en même temps que nombre d'autres militants arméniens et reste aux mains du G.P.U. jusqu'à la fin de l'année d'Erivan, il est transféré à Tiflis, puis à Akmolinsk où il rencontre des militants de l'Opposition de gauche de différentes régions. Le 22 janvier 1931, il est

arrêté avec l'ensemble de la colonie d'Akmolinsk, transféré à la prison de Pétropavlovsk, à un régime sévère, et condamné avec d'autres à trois ans de prison. Au bout de sept mois, à la suite d'une épidémie de typhus, il est transféré à l'isolateur de Verkhnéouralsk où il participe à la vie politique intense de la colonie des « bolcheviks-léninistes » puis à la fameuse grève de la faim. Son nom figure aux archives dans la liste des détenus de Verkhnéouralsk rattachés au « collectif bolchevik-léniniste » envoyé clandestinement à Trotsky, avec le numéro 41 sur une liste de 57 noms. Il fait parfois allusion dans sa correspondance à une « capitulation » qu'il considère comme une erreur, mais il ne nous a pas été possible de savoir quelle forme elle a revêtue et à quelle date elle se situe. En 1934, probablement en janvier, il est envoyé en exil — on dit alors déportation — à Andijan. C'est de là qu'il décide de s'enfuir et de quitter le territoire de l'U.R.S.S. Il franchit la frontière tout près de Megrinsk le 19 ou le 20 juillet 1934 et est aussitôt emprisonné par les autorités locales persanes.

Tel est le récit qu'il fait à Trotsky et Sedov de sa vie de citoyen arménien soviétique. Ses correspondants, méfiants, peuvent recouper de bien des façons ses déclarations car ils connaissent nombre des prisonniers cités par Dav'tian les dates de leur arrestation et détention, les lieux de leur emprisonnement en déportation : ils ne trouvent aucune contradiction majeure dans ces « biographies » qu'il se trouve avoir rédigé à divers moments. En fait, ce qui inquiète le plus Trotsky et Sedov, quand Dav'tian prend contact avec eux, c'est qu'il ait attendu pour cela plus d'une année après sa sortie d'Union Soviétique. Il a pendant ce temps écrit ses mémoires qu'il a intitulés *Dans les prisons de Thermidor*, fréquenté la colonie arménienne de Perse qui l'a aidé matériellement et cherché à gagner l'Europe occidentale. Il explique pour justifier son silence qu'il ignorait jusqu'au sort réel de Trotsky et de Sedov.

Dès que le contact est pris, Trotsky et Sedov, tout en faisant les vérifications élémentaires, insistent pour obtenir de Tarov — c'est désormais son pseudonyme — des prises de position sans ambiguïté, notamment sur les conditions de la répression, ce qu'il fait notamment dans un « appel au prolétariat mondial » que publie la presse trotskyste internationale. Sur les instances de Trotsky, le secrétariat international ouvre une souscription pour payer son voyage à Paris — lequel ne sera possible que presque deux ans plus tard, puisqu'il n'arrive à Marseille que le 24 mai 1937.

Il prend évidemment contact avec Léon Sedov avec qui il avait jusque là régulièrement correspondu. Ce dernier a obtenu de Magdeleine Paz qu'elle intervienne auprès des autorités françaises pour légaliser sa situation tout en le protégeant : c'est par elle qu'il obtient un passeport parfaitement légal, établi au nom de Manoukian, qui sera son nom jusqu'à son exécution. Il donne, quelques jours après, sa déposition sur la répression en

U.R.S.S. à la sous-commission parisienne de la commission d'enquête sur les procès de Moscou devant laquelle il comparait le 12 juin, apportant des éléments qui impressionnent les commissaires. Il trouve du travail, comme ouvrier et prend part à l'activité de ce qu'on appelle le « groupe russe », autour de Léon Sedov et de son ami et collaborateur Marc Zborowski dont on ignore alors qu'il était l'agent du G.P.U. « planté » par Staline auprès du fils de Trotsky. Il a très vite avec ses camarades émigrés des rapports détestables. Il se plaint particulièrement que les membres du groupe refusent de l'aider pour corriger et éventuellement publier ses mémoires, puis s'indigne qu'ils veuillent le corriger au nom de leurs connaissances en histoire. La question vient même au secrétariat international qui tente en vain d'imposer un compromis. Quelques mois après son arrivée à Paris, « Tarov » s'éloigne du groupe russe.

Il l'écrivit à Trotsky le 9 juillet 1938, quelques mois après la mort de Sedov : il ne peut supporter l'atmosphère de querelle interne permanente — et sans doute de suspicions mutuelles du groupe russe — et précise ce qui semble bien être une attaque contre Zborowski :

« Ce n'était pas de leur faute, il y avait un élément étranger à notre mouvement qui, Dieu sait dans quel but, s'est introduit dans notre milieu et a tout pris sous son influence. J'avais prévenu Ljova. Il s'est offensé et m'a même fait des remontrances. J'ai dû me mettre à l'écart déjà du vivant de Ljova. La vie a prouvé que j'avais raison. Aujourd'hui je continue à me tenir à l'écart du *Bulleten*, je ne peux pas faire autrement. Avec Ljova, on pouvait avoir des discussions, des disputes, puis on se réconciliait et on continuait la route ».

Le militant soviétique n'a pourtant pas pour autant rompu avec la IV^e Internationale. Bien qu'il considère que cette dernière est « aux mains de gens qui ont la passion des intrigues de palais », il espère prendre part au congrès qui se prépare et l'écrit à Trotsky. En fait, ce n'est pas lui évidemment qui participe avec voix délibérative au congrès de fondation de la IV^e Internationale, mais Zborowski, en dépit des soupçons qui pèsent déjà sur lui (formulés en particulier par Pierre Naville). Il réussit cependant à publier en français une « contribution à la critique du Programme d'action de la IV^e Internationale », intitulée *Le problème est : viser juste*. Il n'a plus, rapidement, de contact qu'avec les camarades qui l'ont accueilli et aidé matériellement mais s'est éloigné du noyau des militants proprement dits et se rattache plutôt aux milieux de l'émigration arménienne de Paris où il est très probable qu'il a rencontré Manouchian, qui en était l'un des éléments les plus dynamiques.

Rien, rigoureusement rien du côté trotskyste, n'indique que la décision de « Tarov » de rejoindre les militants de la M.O.I. et leur lutte armée se soit accompagnée d'une révision de ses positions politiques et notamment de son hostilité au stalinisme. Il a rompu avec ses camarades français pour ne pas leur faire courir de danger car il savait qu'il s'engageait dans une activité qui le conduirait rapidement à la mort. L'hypothèse qui est

suggérée par les souvenirs de ces derniers et corroborée par ce qui précède est qu'il a réagi en patriote soviétique qu'il était et que c'était l'Union soviétique et la révolution d'Octobre qu'il voulait défendre les armes à la main au risque et au prix de sa vie contre l'hitlérien abhorré.

Quelques conclusions provisoires ?

1. Il n'y a aucune raison sérieuse de penser que « Tarov » a pu être mêlé à l'assassinat de Sedov dont on sait qu'il a été couvert du côté du G.P.U. par un agent infiniment mieux placé qu'il ne l'était, Zborowski évidemment.
2. Le contenu de ses griefs contre le « groupe russe », la façon dont il a pris ses distances à son égard, ne ressemblent nullement à un comportement d'« agent » mais à celui d'un homme au caractère difficile et aux réactions parfois surprenantes que Sedov trouvait particulièrement « pénible », une impression que les agents s'efforcent généralement de ne pas donner.
3. Les questions qui sont posées nous semblent l'être en réalité pour la période où nous manquons de documents. Qui a recruté l'« ex-trotskyste » Tarov pour le groupe F.T.P.-M.O.I. ? Dans quelles conditions ? Que savait-on exactement de son passé à ce moment-là ? Quel prix a-t-on exigé, si on a exigé de lui quelque chose ?

Formulons avec prudence une hypothèse supplémentaire. Si Manouchian avait sciemment recruté un ex-trotskyste en le dissimulant, c'est-à-dire en s'en faisant le complice, il se serait mis hors-la-loi de l'appareil ?

Mais, encore une fois, pour répondre à ces questions-là, il faudrait, comme le fait remarquer Robrieux à chacune de ses interventions, que ceux qui disposent des éléments ouvrent leurs archives.

P.S. : Cet article était déjà rédigé et composé quand Philippe Robrieux nous a fait parvenir copie de son article dans *Historama*, « Qui a fait tomber Manouchian ? ». Nous lui donnons volontiers acte qu'il faudra expliquer les propos de Lissner et les rapports de police au sujet de l'arrestation de « Tarov ». Néanmoins, ces deux sources sont aussi peu incontestables l'une que l'autre et il faudra une longue enquête pour se prononcer sur l'hypothèse qu'il formule. En revanche, nous ne croyons pas qu'il soit juste d'écrire que « Sedov n'a pas survécu longtemps à sa « rupture » avec Manouchian » : c'était Zborowski qui était sur Sedov et il n'y a aucune raison de suggérer un autre « coupable » ou « complice » dans l'état de nos connaissances sur la mort de Sedov.

René Revol

Derrière l'affaire Manouchian : le dévoiement d'une génération

La polémique qui s'est développée à l'occasion de l'interdiction d'antenne du film de Mosco *Des Terroristes à la retraite* a eu au moins un mérite : des faits, que certains s'étaient évertués depuis quarante ans à dissimuler ou à travestir, ont été mis en pleine lumière. Pendant des années, staliniens, gaullistes et quelques autres ont tout fait pour effacer de l'histoire le rôle, dans la Résistance, d'étrangers et en particulier de militants juifs. Le combat pour la vérité, mené par certains témoins et historiens, révèle aujourd'hui que ces hommes et femmes n'ont pas été éliminés seulement des plaques commémoratives, des discours officiels et des ouvrages de circonstance...

Bien des travaux leur ont été consacrés ces dernières années. Nous voulions seulement en rendre compte pour partie dans ce numéro des *Cahiers* quand a éclaté l'affaire du film qui donne tout leur relief à ces lectures. Louis Gronowski — Brunot¹ et Adam Rayski², dirigeants des F.T.P.-M.O.I., ont publié récemment leurs souvenirs auxquels il faut ajouter ceux, antérieurs, de Mélinée, la compagne de Myssak Manouchian³ et de Claude Levy⁴, ancien résistant F.T.P.-M.O.I. de Toulouse. On peut ajouter aussi le témoignage de Moshé Zalcman sur Joseph Epstein⁵, dirigeant F.T.P. fusillé en 1944. Enfin — et sans prétendre être exhaustif — on ne saurait faire silence sur le travail de Maurice Rajsfus, *L'An prochain la Révolution. Les communistes juifs immigrés dans la tourmente stalinienne 1930-1945*⁶ qui s'appuie sur une documentation abondante et de nombreux témoignages pour retracer ce qu'il appelle lui-même « le dévoiement d'une génération ».

Les émigrés et le P.C.

Depuis le début des années 20, les militants ouvriers juifs de Pologne affluent en France, chassés par la misère, les pogroms, la persécution policière. On les retrouve organisés dans les syndicats, dans les métiers auxquels ils excellent, formant leurs sections, publiant leurs propres journaux en yiddisch. Ils rejoignent aussi leurs propres partis et le Bund est très sérieusement concurrencé dans cette émigration par l'afflux dans les

rangs du P.C. de ces militants déracinés, spécialement sensibles à l'internationalisme, fascinés par la révolution d'Octobre. Gronowski et Rayski ont décrit le mouvement de cette génération regroupée dans la « sous-section juive », constituant l'un des groupes de langue de la M.O.E. (main d'œuvre étrangère) qui devient M.O.I. (main d'œuvre immigrée). Ces hommes sont disciplinés et, comme le rappelle Trepper, opportunément cité par Rajsfus, ils participent avec ardeur au « nettoyage » des milieux juifs, en particulier des influences « trotskystes ». ⁷ Ils n'en sont pas moins suspects à l'heure du P.C.F. en tricolore et de *La Marseillaise* retrouvée ; c'est, semble-t-il, en mars 1937, que la sous-section juive est dissoute. Nombre d'entre eux sont à cette date sur les fronts d'Espagne ⁸. Dans son témoignage à Rajsfus — où il est plus disert sur ce point que dans ses propres souvenirs —, Rayski évoque précisément l'Espagne et la nécessité de « faire front » pour justifier l'attitude des militants qui ont condamné des hommes comme Charles Rappoport se décidant, avec le procès Boukharine, à stigmatiser en 1938 les procès de Moscou : « C'est lui qui avait raison, écrit Gronowski, et la honte m'envahit lorsque je repense à cet épisode ». ⁹

Devant le pacte Hitler-Staline

Les communistes juifs ressentent durement la signature du pacte germano-soviétique du 23 août 1939 et M. Rajsfus note que leurs responsables, actuellement, sont « encore mal remis du traumatisme » ¹⁰. Ils se savent le dos au mur, parias de l'Europe. Dans le parti, ils acceptent ce pacte qu'on leur présente comme une manœuvre, mais ils se pressent dans les centres d'enrôlement et des anciens des Brigades vont même dans la Légion étrangère. Rayski, dans *Naïe Presse* du 4 septembre, appelle à la lutte contre Hitler « aux côtés du peuple français » et ne dit mot du pacte. Les relations sont d'ailleurs rompues avec les organisations d'immigrés, à l'initiative du P.C. comme le laisse entendre Gronowski, responsable de la M.O.I. Tous ces militants, qui ont chassé les trotskystes, approuvé l'élimination de la vieille garde, combattu en Espagne, où leur parti assurait qu'ils « continuaient Verdun », sont ébranlés par le pacte, isolés de leur parti, étonnés, quand ils la lisent, de voir que *l'Humanité* n'attaque pas Hitler. Ils restent fidèles à leur parti mais en même temps mettent en place des structures clandestines, aide, assistance, mais aussi combat pour, le moment venu, se trouver prêts.

Ils sont déjà étonnés en octobre 1940 de l'absence de consignes de la part du P.C.F. — qui a repris le contact en août — devant l'obligation faite aux Juifs de se faire recenser au commissariat de leur quartier. Après le 14 mai 1941 et les arrestations et déportations de plusieurs milliers de Juifs, ces militants passent dans la clandestinité et se préparent pour l'action, à laquelle certains d'entre eux prennent déjà part dans la grève

des mineurs du Nord et du Pas-de-Calais. Le 22 juin 1941, quand tombe la nouvelle de l'attaque de la Wehrmacht, on peut affirmer que les hommes de la M.O.I. sont prêts au combat, plus que le P.C.F., plus que Staline, qui refusa d'abord de croire la nouvelle. Les premiers coups de main, dès l'été 1941, sont leur fait.

Les F.T.P.-M.O.I. dans la guerre

C'est au début de 1942 que sont constitués les F.T.P. (Francs-Tireurs et Partisans) commandés par Charles Tillon, qui comptent des groupes d'action armée à Paris et dans la plupart des grandes villes. Il semble bien que la grande majorité de ces groupes étaient à l'époque des groupes M.O.I., appelés désormais F.T.P.-M.O.I., dont Maurice Rajsfus estime qu'ils s'étaient organisés « avant même que la moindre instruction ne leur parvienne de la direction du P.C.F. qui hésitait encore sur les formes de l'action à entreprendre »¹¹. Le même historien, après avoir noté la discrétion de Charles Tillon sur le rôle prépondérant des combattants de la M.O.I., poursuit :

« La plupart des historiens officiels du P.C.F. abordant les combats de la Résistance, auront la même absence de mémoire envers ceux qu'ils considèrent sans doute comme des supplétifs dont il n'est pas nécessaire de trop signaler l'existence, les combats et les sacrifices ».

Quatre détachements F.T.P.-M.O.I. à partir de mars 1942 dans la région parisienne, puis, après la vague de répression de mars 1943, deux groupes, les dérailleurs de Boczov, Juif roumain et les guérilleros de Manouchian, arménien et Rayman, Juif polonais. En province, ils se développent rapidement : 35^e Brigade à Toulouse, *Carmagnole* à Lyon, *Liberté* à Grenoble, *Korzec* à Marseille. Ce sont ces groupes d'étrangers qui réalisent en 1942 et 1943 autour de 80 % des actions armées et sabotages au compte des F.T.P.

Roger Pannequin, ancien commandant des F.T.P. du Nord, témoigne sur ce point :

« C'est véritablement pour des raisons nationalistes étroites que l'on a fait disparaître les particularités des groupes immigrés. Cela permettait d'ajouter le « F » à F.T.P. pour faire F.T.P.F. Or il n'y a jamais eu de F.T.P.F. Il faut y insister. Le « F » n'est venu qu'après la Libération, parce qu'il fallait démontrer qu'on était nationaliste bon teint. C'est alors que l'on a fait disparaître les noms de tous les membres qui ont fait les plus gros coups [...]. Quand il fallait un communiqué, c'étaient les gars de la M.O.I. qu'on envoyait au casse-pipe [...]. C'est pour faire oublier la trahison, la politique de collaboration non avouée, mais réelle avec les hitlériens que l'on a donné l'ordre de foncer tête baissée en 1942, que l'on a exécuté les missions les plus insensées et avec, en première ligne, les immigrés ».¹²

Nous touchons au cœur du problème. Communistes et Juifs, anciens combattants d'Espagne, ces hommes ont toujours cru qu'ils devraient se

battre contre le nazisme et qu'il leur serait donné d'être les premiers à le faire. Ils le font avec plus de détermination du fait qu'ils défendent du même coup l'Union soviétique en danger. Mais peuvent-ils être des « patriotes » français ? Il est clair que non. A l'orientation chauvine du P.C.F. et le fameux titre de l'*Humanité* « A chacun son Boche », s'opposent le cri de plusieurs fusillés : « Vive le parti communiste allemand ! » et la dernière lettre de Manouchian : « Je proclame que je n'ai aucune haine contre le peuple allemand ». Il est également significatif que l'amnésie des historiens officiels et officieux du P.C.F. se soit étendue à une autre activité des immigrés dans la Résistance, le T.A. ou « travail allemand » : cette entreprise de démoralisation de l'Armée allemande ne permettait-elle pas un rapprochement avec la « propagande de fraternisation » menée par les trotskystes et qu'on utilisa cyniquement pour les appeler « hitléro-trotskystes » ?

Les militants immigrés engagés dans les détachements M.O.I. sont pris dans une terrible contradiction : pour eux, le combat du moment contre les maîtres de l'Europe brune se confond avec le combat pour la libération de l'humanité de toute oppression, mais ils le mènent sous la direction d'un parti qui les a empêchés de combattre et les déguise maintenant en « patriotes » : tous les témoignages, même de ceux qui restent liés, font état de cette contradiction et de la conscience qu'ils en avaient. Peut-on douter de l'état d'esprit des combattants M.O.I. du groupe Manouchian, quand on sait qu'il accueillit dans ses rangs, en toute connaissance de cause, l'ancien officier de l'Armée rouge, le mécanicien A.A. Davtian, évadé d'U.R.S.S., ancien détenu de la prison de Verkhneouralsk, militant de l'Opposition de gauche en U.R.S.S. puis membre du « groupe russe » de la IV^e Internationale, connu sous le nom de Tarov et exécuté sous sa fausse identité de Manoukian ?¹³

Y a-t-il une « énigme de l'affiche rouge » ?

Dans son livre, publié au début 85, Adam Rayski parle de « l'énigme de l'affiche rouge ». Le moins qu'on puisse dire est qu'à la suite des efforts de Mélinée Manouchian, Philippe Robrieux, Maurice Rajsfus, M.A. Burnier, Luis González Mata et quelques autres, et surtout grâce au film de Mosco resté si longtemps sous le coude, cette énigme n'en est plus tout à fait une et que les beuglements de Marchais ne pourront museler l'exigence de vérité. En deux mots, que savons-nous ?

1. Le groupe F.T.P.-M.O.I. dirigé par Manouchian et Rayman était le seul qui restait à Paris « intra-muros » à l'été 1943 : les dirigeants du P.C. avaient décidé d'envoyer le gros des autres unités au « maquis ». Seuls demeuraient dans les villes les survivants des groupes immigrés qu'on lança néanmoins dans des actions spectaculaires destinées à manifester l'activité des « patriotes français ».

2. Sentant l'étau policier se refermer, les combattants immigrés demandent à être repliés dans les grandes villes de zone Sud où ils pourront se protéger à l'intérieur de leurs communautés. Le groupe juif de Rayski commence par essayer un refus, puis reçoit l'autorisation¹⁴. A la demande de Manouchian, le secrétariat du P.C.F., par l'intermédiaire de la direction militaire qui contrôle directement, par-dessus la direction de la M.O.I., le groupe Manouchian — refuse. L'ordre est transmis par un « Roger » : « Si l'un d'entre eux abandonnait son travail, il serait immédiatement porté déserteur »¹⁵. On les lance dans des actions toujours plus dangereuses, et Manouchian, parlant des dirigeants du parti, dit à Mélinée : « Je crois qu'ils veulent nous mener à la mort ». Dans sa dernière lettre, à la veille d'être exécuté, il précise :

« Je pardonne à tous ceux qui m'ont fait du mal ou qui ont voulu me faire du mal, sauf à celui qui nous a trahis pour racheter sa peau et à ceux qui nous ont vendus ».

3. « Celui qui nous a trahis ». Tout le monde est d'accord pour désigner « Albert », Joseph Dawidowitz, même s'il a fallu attendre plus de quarante ans pour qu'il soit plus qu'une initiale. C'est un ancien militant du XI^e, désigné par « Roger » comme « commissaire politique » auprès de la M.O.I., dont nombre de militants — Rayski, Manouchian notamment — ont des heurts avec lui, à cause de la brutalité qui lui est coutumière et aussi de ses méthodes. Il est arrêté en octobre 43 et l'on apprend peu après, par un policier résistant, qu'il a donné des noms. Rayski est au courant mais l'information ne va pas jusqu'à Manouchian. Joseph D., libéré, attire Manouchian dans un piège. Pourquoi ce dernier n'était-il pas averti ? Quelques jours plus tard, les responsables de la M.O.I. donnent un rendez-vous à Joseph D. qui y vient sans protection de la Gestapo — encore un fait inexplicable — et ils l'exécutent¹⁶. Simple trahison ? Non. *L'Humanité* du 14 mai 1985, qui fait de lui la base de la chute du groupe Manouchian, ménage encore sa mémoire : « Cet homme qui avait eu le courage de s'engager dans le combat de l'ombre allait craquer ». Et pourquoi cet homme, en craquant, ne donne-t-il que des noms comme ceux d'Epstein, Manouchian, des M.O.I., et d'autres M.O.I. — et pas ceux d'autres responsables, « Roger » et autres, qu'il connaît bien ?

4. « Ceux qui nous ont vendus »¹⁷. Selon Tomasina qui partagea sa cellule, Manouchian, qui lui révéla le nom et le rôle du « commissaire politique » Albert, accusa formellement « Roger » d'être co-responsable. Qui est Roger ? A-t-il agi seul ? Pourquoi est-il encore aujourd'hui « couvert » ? Certains jugent que ces questions même ne sauraient être posées. Gronowski se tait, Rayski écarte toute recherche et s'en tient à Albert ; des personnalités résistantes préconisent la censure de l'histoire en s'opposant à la diffusion du film à la télévision et considèrent les question de Mosco comme « diffamatoires »¹⁸. Stéphane Courtois, dont

la contribution au *Monde* sur cette question semble au premier abord ouverte à l'enquête et la réflexion, s'en tient finalement à la répression, la trahison de Joseph D. et les imprudences des combattants¹⁹.

Deux hypothèses sont finalement avancées. Philippe Robrieux en 1984, dans le tome 4 de son *Histoire intérieure du P.C.F.*, s'appuyant sur les éléments connus, les contradictions des mémoires de Jean Jérôme et les évidentes affabulations qu'elles contiennent, formule l'hypothèse que « Roger » était Jean Jérôme — et n'a pas été poursuivi par ce dernier pour diffamation. En juin, M.A. Burnier et Luis González Matta, dans *Actuel* — bientôt appuyés par le témoignage de Mélinée Manouchian — avancent le nom du Roumain Boris Holban, un ancien général de Ceaucescu, ²⁰ lequel se défend d'avoir été à Paris à la date en question. Dans un cas comme dans l'autre, que « Roger » soit Jean Jérôme, Boris Holban ou un troisième homme, il est clair que lui ne « trahissait » pas personnellement, mais obéissait simplement à des ordres en « abandonnant » des combattants²¹.

5. Il n'y a pas qu'une « affaire Manouchian » et c'est peut-être l'« affiche rouge », la vraie, qui a sorti d'avance celle-ci de l'ombre dans laquelle elle serait probablement restée. Claude Levy a raconté dans *Les Pariés de la Résistance* la tragédie de la « 35^e Brigade » de Toulouse, lancée dans une série d'opérations à la suite de l'exécution de leur chef Marcel Langer, abandonnée par ses supérieurs hiérarchiques qui traite ses membres de « provocateurs » et pas informée du coup de filet que prépare contre eux la police et dont tous les mouvements de Résistance sont informés. M.A. Burnier et Luis González Matta accusent de la rupture avec ces jeunes combattants le lieutenant-colonel Casimir Lucibello, qui nie²². Une enquête sérieuse démontrerait sans aucun doute qu'au cours des derniers mois de l'occupation, la quasi totalité des groupes M.O.I. se sont ainsi faits prendre dans des circonstances où leurs chasseurs semblaient tout connaître d'eux.

Peut-on s'étonner de l'affaire Manouchian, qui que soit « Roger », ou de celle de Toulouse — Lucibello ou pas ? Le G.P.U. ou, si l'on préfère, les services secrets de l'U.R.S.S., n'étaient pas absents des F.T.P. ni de la direction du P.C.F. et l'on sait qu'ils n'ont jamais hésité, quand c'était nécessaire, à faire faire par d'autres le travail d'épuration des rangs²³. Et ces mêmes combattants M.O.I. survivants n'ont-ils pas été persécutés, couverts de boue et massacrés dans les pays d'Europe de l'Est au cours des années 50 ? La pudeur de MM. les jurés d'« honneur » est pour le moins surprenante.

Pourquoi ?

En 1943, la guerre a basculé. Le régime fasciste tombe en Italie. Le gouvernement de Gaulle s'installe à Alger. L'Internationale communiste

est dissoute. Staline prépare la fin de la guerre, le rétablissement de l'ordre qui exige l'écrasement de ceux qui ont cru voir la révolution se dessiner à travers la résistance. Dans ce plan, le P.C.F. est un atout décisif, une force d'ordre pour la remise sur pied de l'Etat bourgeois en France. La politique de collaboration de classes, l'alliance avec de Gaulle exigent la liquidation de la M.O.I., de ces militants étrangers dont l'héroïsme et l'activité dans la résistance armée pourraient ternir l'image tricolore du P.C.F. et même donner des porte-drapeaux à des mouvements tendant à déborder le cadre de la restauration. Staline qui a déjà livré à la Gestapo en 1939-1940 des Juifs communistes allemands ne saurait se gêner que des Juifs résistants soient livrés au moment de la réalisation de l'Union sacrée et en son nom. M. Rajsfus écrit :

« En définitive, mises à part les méthodes utilisées dans l'un et l'autre cas, ces trahisons, qui coïncidaient avec les pourparler préluant l'entrée des communistes français dans le gouvernement d'Alger, n'étaient pas plus répréhensibles finalement, pas plus étonnantes, que l'acceptation du pacte germano-soviétique [...]. Finalement, le nom du metteur en scène de cette peu reluisante opération de la Résistance communiste est relativement secondaire, car n'importe quel cadre stalinien — suffisamment « motivé » — devait être capable de prendre en charge une telle mission »²⁴.

L'opération d'ailleurs s'est étirée sur plusieurs années. En juin 1944, selon Rayski, une directive de Jacques Duclos prescrit de minimiser le rôle des résistants juifs ; en septembre 44, Léon Mauvais leur conseille de « s'effacer » ; à partir de 1945 les livres « d'histoire » francisent ou suppriment les noms des émigrés ; l'édition de 1951 des *Lettres de Fusillés* du P.C.F. ne comporte pas celle de Manouchian ; il faudra attendre 1955 pour qu'Aragon « célèbre » Manouchian — qui n'avait pas mérité ça.

Alors que Robrieux répète inlassablement que le P.C.F. doit ouvrir ses archives, beaucoup d'autres s'agitent et palabrent comme s'ils étaient sourds à une revendication aussi élémentaire. Claude Bourdet dénonce une « coalition anticommuniste » — où il n'oublie pas de voir des « trotskystes » — qui continuerait à reproduire la propagande nazie en insistant sur le rôle des Juifs et des étrangers dans la Résistance !²⁵ Curieuses affirmations. Mais curieux silences également. Celui de Gronowski qui ne dit rien du tout. Celui de Rayski, plus bavard avec Rajsfus qu'avec ses lecteurs, à qui Stéphane Courtois fait mérite d'être « le seul responsable qui accepte aujourd'hui de livrer ses souvenirs sans réticences », cependant que Mme Kriegel, dans *Le Figaro* de Robert Hersant, assure qu'il « remet à leur place les procès outranciers et les affabulations inconsistantes à la mode d'aujourd'hui » !²⁶ N'auraient-ils ni l'un ni l'autre remarqué la « discrétion » dont Rayski fait également preuve à propos de sa propre condamnation pour espionnage en France en 1959 ? Les témoins n'ont certes pas tout dit, mais ne serait-il pas temps que certains, qui font profession d'historiens, choisissent entre ce qui leur reste de savoir-vivre

stalinien et la recherche scrupuleuse d'une vérité qui ne peut pas plaire à tous ?

Nous ne sommes plus en 1936 ni en 1943. Les années cinquante sont derrière nous. On ne peut plus étouffer la vérité. Mais sa recherche demeure un combat plus nécessaire que jamais — partie intégrante de la lutte pour l'affranchissement de l'humanité.²⁷

NOTES

1. *Le dernier grand soir* (Le Seuil 1980).
2. *Nos illusions perdus* (Balland 1985).
3. *Manouchian* (Editeurs français réunis 1974).
4. *Les parias de la Résistance* (Calmann - Lévy 1970).
5. *Joseph Epstein - Colonel Gilles* (La Digitale 1984).
6. *Aux Editions Mazarine* (1985).
7. Rajsfus *op. cit.* p. 40 — Sur le groupe trotskyste juif qui éditait le journal *Klorkeit* et sur les circonstances de son auto-dissolution en 1933, voir Léon Trotsky *Œuvres* tome 2 (Juillet - Octobre 1933) p. 170.
8. Notamment dans la brigade juive dite Dombrowski de la Compagnie Botwin.
9. Gronowski *op. cit.* p. 89.
10. Notons qu'en 1985, la question du pacte germano-soviétique est toujours aussi brûlante pour que, lors du débat télévisé du 2 juillet, qui a suivi la projection du film de Mosco, face à Roger Pannequin, tous volent au secours des représentants du PCF jusqu'à Chaban-Delmas qui déclare : « Le pacte germano-soviétique, tout le monde le regrette. Alors, n'en parlons même pas ».
11. Rajsfus *op. cit.* p. 177.
12. Témoignage recueilli par Rajsfus *op. cit.* .
13. Arben A. Davitian dit Tarov, arménien, ouvrier mécanicien ancien officier de l'Armée rouge, militant de la première heure de l'Opposition de Gauche en U.R.S.S., exclu en 1927, arrêté en 1928, il passe 4 années en prison et 3 en déportation. Il s'évade d'U.R.S.S. par l'Iran l'été 1935 puis gagne la France où il obtient un passeport au nom de Manoukian. Ses témoignages seront, avec ceux de Ciliga, parmi les premiers sur les camps et la répression stalinienne. Ils serviront de base aux campagnes de solidarité avec les militants internationalistes en U.R.S.S. menées par les trotskystes, qui ouvriront notamment en fonds Tarov. Il écrit ses « mémoires » et participe à la rédaction du *Bulletin*, du groupe russe de la IV^e Internationale. Voir *Œuvres* tomes 6.7.8.9.10.11.14.15.16.17 et ci-dessus pp. 74-77.
14. Rayski *op. cit.* .
15. *Manouchian op. cit.* .
16. « Albert » a été exécuté après avoir été interrogé de manière formelle, avec procès-verbal. Qui cache ce document ? D'autre part s'en tenir à la seule hypothèse de la dénonciation d'Albert comme cause de la chute de Manouchian se heurte à quelques faits : d'abord qui a dénoncé « Albert » ? Ensuite, arrêté le 26 octobre, il n'a pas pu fournir les renseignements qui ont permis le repérage et la filature de tout le groupe Rayman Manouchian, à partir du début du mois d'octobre. Il y a eu avant, au moins, une autre trahison ou délation.
17. Charles Lederman, sénateur PCF, a prétendu lors du débat du 2 juillet que « ceux qui nous ont vendu » vise les hommes de Vichy. Or, lors du procès, comme l'a noté Philippe Robrieux, Manouchian se tourne vers les Allemands leur disant en substance : « Je ne vous en veux pas », puis vers les policiers français, « Vous avez vendu votre âme aux occupants ». Il n'a pas dit : vous « nous » avez vendu. A trop vouloir prouver... Par ailleurs, dans sa dernière lettre, à la différence des autres emprisonnés de l'époque — Manouchian ne se réclame pas du parti auquel il a appartenu pendant dix ans.

18. *Le monde*, 15 juin 1985.
19. *Le monde*, 2-3 juin 1985.
20. Certains, comme A. Adler dans *Le Matin* se contentent de la présenter comme un simple ingénieur à la retraite et oublient de s'interroger sur le fait qu'il circule manifestement très librement, de nos jours, entre la France et la Roumanie.
21. D'autres questions restent à élucider, sur cette affaire. Y a-t-il un mystère Epstein ? Tous reprennent sans la discuter la version du PCF à son sujet. Il ne figure pas sur la liste des 66 arrestations. D'ailleurs, ni Epstein, ni Manouchian ne sont cités par *l'Humanité* clandestine. Holban très mystérieusement déclare dans le film : « Epstein est déjà liquidé quand Manouchian est arrêté » ce qui contredit toute la version de l'arrestation. Mystère, sur un homme qui appartenait en Espagne à l'appareil secret, qui, semble-t-il, a fait des réserves sur le pacte. Notons enfin qu'avant son arrestation il vivait avec la sœur de Ramón Mercader. (correspondance P. Robrieux).
22. *Actuel* juin 1985. Lucibello est président national de l'A.R.A.C.
23. Un ouvrage récent apporte quelques lumières sur la présence du G.P.U. dans les F.T.P. : *Service B* par les deux journalistes Roger Faligot et Rémi Kauffer (Fayard 1985) ; entre autres affaires, ils rassemblent tout un faisceau de faits qui tend à prouver qu'une partie de la direction des F.T.P. de Lyon a été pratiquement livrée aux nazis.
24. Rajsfus (op. cit.) p. 226.
25. Interview au *Matin* 13 juin 1985 — Cela n'empêchera pas *Rouge* de faire de Claude Bourdet le personnage central d'un débat sur l'affaire Manouchian ; débat dans lequel où il n'y aura que Maurice Rajsfus pour lui répondre : « Il faut examiner l'affaire Manouchian à la loupe, dans le contexte de ce qu'a été le mouvement communiste, depuis la fin des années 20, où nous avons traversé soixante ans de gangstérisme politique émaillés par des turpitudes analogues ou bien plus graves [...] cela va jusqu'à l'assassinat politique comme celui de Trotsky en 1940. C'est là le contexte de l'affaire Manouchian, sinon on ne comprend rien à toute cette affaire ».
26. *Le Figaro* 16 avril 1985.
27. Le combat pour la vérité sur cette affaire est toujours d'actualité quand on voit les forces considérables qui se sont mises en œuvre pour « entourer » la diffusion du film d'une campagne de presse et d'un débat qui n'avaient qu'un but : étouffer les témoignages et les faits qu'avancent Melinee Manouchian et les autres témoins et historiens qui ont révélé au grand jour cette affaire. Devant *l'Humanité* dont le matraquage fut constant, mais dont la bonne foi était mise en doute, sont montés en première ligne *Le Figaro*, Annie Kriegel, des personnalités gaullistes, Alexandre Adler dans *Le Matin*, Rayski, et Holban lui-même. Le « débat » fut de ce point de vue un sommet : avec trois représentants officiels du P.C.F. soutenus par Chaban-Delmas et Pineau, Roger Pannequin étant ainsi soigneusement isolé, puisqu'on s'était refusé à inviter Mosco et Melinee Manouchian. Sans parler de cet étranger personnage qui se présente comme ancien « garde du corps » de Manouchian mais dont personne ne se souvient et dont on apprend — le lendemain du débat ! — qu'il est employé comme planton à l'Ambassade soviétique à Paris !

Documents

La question nationale pendant la guerre

Le livre édité par La Brèche et présenté par R. Prager sur les congrès de la IV^e Internationale comporte fort heureusement pour la période de la guerre 1940-1945 nombre de documents n'émanant pas de congrès. Nous invitons le lecteur à s'y reporter pour un certain nombre de documents fondamentaux (*Les Congrès de la IV^e Internationale*, 2. *L'Internationale dans la Guerre 1940-1946*).

Pour ce numéro, nous avons retenu évidemment des documents qui ne figurent pas dans ces volumes mais se situent au cœur des problèmes étudiés et débattus dans ce numéro. Le premier est un article de Marc Loris — pseudonyme à l'époque de Jean van Heijenoort, secrétaire de la IV^e Internationale — paru en deux fois, septembre et novembre 1942 dans *Fourth International*, la rédaction précisant dans le numéro d'octobre qu'il s'agissait d'un « article de discussion ». Seule la première partie a déjà été publiée en français (*Quatrième Internationale*, n° 25-26, décembre 1945/janvier 1946), « La Question Nationale en Europe », pp. 19-25. Nous l'avons fait suivre d'un extrait de résolution du comité national du Socialist Workers Party publié dans *Fourth International* d'octobre 1942.

Il nous est en effet apparu — compte tenu des inévitables incertitudes de l'information inévitables pour qui écrit en pleine guerre mondiale à New York sur l'Europe occupée — que l'article de Marc Loris de 1942, après celui qu'il avait rédigé pour *La Vérité* de New York et qui fut reproduit par *La Vérité* clandestine du 21 septembre 1941, constitue le seul effort conséquent pour traduire dans les conditions de la guerre la perspective politique dont Trotsky avait tracé les grandes lignes dans ses derniers écrits inachevés.

Marc Loris

La question nationale en Europe (septembre 1942)

Avec la guerre civile américaine, les guerres de l'unification italienne, les guerres de la Prusse contre l'Autriche et la France, le troisième quart du XIX^e siècle marque la fin de l'époque de la formation des grands Etats bourgeois. Cela ne signifie pas pour autant que les questions nationales aient cessé de préoccuper l'humanité. On en est loin. Le développement inégal du capitalisme se manifeste en ce domaine comme ailleurs.

Coup d'œil sur le passé

Le problème national se posait alors de façon aiguë à un certain nombre de peuples de l'Europe centrale et du sud-est. Laissons de côté la lutte irlandaise, le problème alsacien de l'Allemagne, les questions catalane et basque en Espagne ; il y avait les nationalités opprimées des deux grands empires semi-féodaux, l'Autriche-Hongrie et la Russie, et ceux qui surgissaient de la désintégration de l'Empire ottoman. Le problème national en Europe apparaissait alors essentiellement comme un vestige de la grande tâche d'émancipation créée par la transition du féodalisme au capitalisme mais que ce dernier avait été ensuite incapable de résoudre totalement.

Le développement de l'impérialisme a bientôt posé la question nationale dans un autre groupe de pays, les pays coloniaux (ou semi-coloniaux comme la Chine et la Perse). Au moment où les libéraux en tous genres se rassuraient en pensant que le problème national en Europe n'était qu'un retard historique qu'ils allaient combler tôt ou tard, la formation des empires coloniaux démontra bientôt que la question nationale était inéluctablement posée par la phase *la plus moderne* du capitalisme, l'impérialisme financier. On pouvait cependant interpréter également les développements coloniaux comme un aspect de ce retard historique, constituant une poussée historique vers l'Etat national provoquée par le développement des forces productives dans les colonies sous l'impact de l'impérialisme.

En ébranlant les grands empires multi-nationaux, en écrasant les petites nations entre les grandes, la première guerre mondiale impérialiste a ressuscité en Europe le problème national, lui donnant une acuité nouvelle dans les pays où il n'avait pas été réglé (Autriche-Hongrie, Russie) ou en le

ressuscitant dans ceux où il ne se posait plus depuis longtemps (Belgique). Contre ceux qui, sous des prétextes variés, niaient ou minimisaient l'importance des questions nationales à notre époque (Luxemburg, Radek, Boukharine, Piatakov), Lénine écrivit souvent pendant la dernière guerre : « L'impérialisme est l'époque de l'oppression des nations *sur une base historique nouvelle* [...]. L'impérialisme renouvelle le vieux mot d'ordre de l'auto-détermination ».

L'idée de base de Lénine était que, contrairement à l'attente des libéraux, le développement du capitalisme exacerbait l'oppression nationale. Il ne manquait pas de gens, dans les rangs révolutionnaires, qui ignoraient les problèmes de la liberté nationale, au moins en Europe, sous le prétexte que l'impérialisme faisait de toutes les libertés nationales une utopie et une illusion. A Boukharine, qui niait la possibilité de mouvements nationaux en Europe, Lénine répliquait qu'en ce qui concernait la question nationale, Boukharine « n'avait pas prouvé et ne prouverait pas de distinction entre les colonies et les nations opprimées en Europe ». Lénine, bien entendu, savait mieux que personne montrer l'opposition entre l'Europe impérialiste et le monde colonial opprimé. Mais il niait le caractère *absolu* de cette opposition. Il montrait que l'époque impérialiste avait non seulement ressuscité en Europe les problèmes nationaux non réglés, mais pouvait même donner naissance à de nouveaux. Par exemple, dans une polémique contre les partisans polonais de Rosa Luxemburg, Lénine formulait à titre d'hypothèse en 1916 la possibilité d'un soulèvement de la Belgique occupée contre l'Allemagne, pour son émancipation. Trotsky écrivait au même moment : « L'indépendance des Belges, des Serbes, des Polonais, des Arméniens et autres [...] appartient au programme de lutte du prolétariat international contre l'impérialisme ». Il n'hésitait pas à placer une nation impérialiste écrasée d'Europe occidentale sur le même plan que les peuples coloniaux d'Orient.

Pour Lénine, l'aggravation de la question nationale en Europe proprement dite n'était pas le résultat fortuit de quelque accident militaire comme la supériorité des armées allemandes. Elle avait une cause plus profonde. Elle provenait de la nature même de l'impérialisme. Kautsky avait essayé d'expliquer l'impérialisme par le besoin des pays industriels de se combiner avec des pays agricoles — une théorie qui dissimulait le caractère violent et réactionnaire de l'impérialisme en le présentant comme une sorte de division internationale du travail. Lénine, réfutant Kautsky, écrivait dans son livre sur *L'Impérialisme* :

« La caractéristique de l'impérialisme est précisément qu'il cherche à annexer *non seulement* des régions agricoles, mais même des régions hautement industrialisées (appétit allemand pour la Belgique, appétit français pour la Lorraine) à cause (1) du fait que le monde est déjà divisé qui oblige ceux qui veulent un nouveau partage à s'emparer de *toutes sortes de territoires* et (2) parce qu'un trait essentiel de l'impérialisme est la rivalité entre un certain nombre de grandes puissances pour

atteindre l'hégémonie, c'est-à-dire la conquête de territoires, pas directement pour eux-mêmes que pour affaiblir l'adversaire et miner *son hégémonie* (la Belgique est avant tout nécessaire à l'Allemagne comme base d'opérations contre l'Angleterre ; l'Angleterre a besoin de Bagdad comme base d'opérations contre l'Allemagne, etc.) ».

Ces lignes sont profondément justes, peut-être plus aujourd'hui qu'à l'époque où elles ont été écrites : 1. Elles expliquent les traits spécifiques de l'impérialisme allemand affamé de colonies : le fait que le monde soit déjà divisé oblige ceux qui veulent un nouveau partage à s'emparer de toutes sortes de territoires ». 2. Elles montrent aussi qu'actuellement toute conquête a un caractère stratégique-militaire et économique en même temps et qu'il est impossible de faire une nette distinction entre les deux. 3. En outre, Lénine n'hésitait pas à placer l'occupation d'un petit état impérialiste écrasé (la Belgique) et la conquête d'une colonie (Bagdad) sur le même plan en montrant qu'ils avaient tous deux la même cause profonde, qui est « la caractéristique de l'impérialisme ». Ces trois points sont tous également importants pour comprendre l'époque que nous vivons.

Le problème national en Europe aujourd'hui

Pour détruire le caractère absolu des assertions des sectaires, Lénine, dans sa polémique sur la question nationale, a souvent indiqué des *possibilités* de développement historique. Ces possibilités sont aujourd'hui devenues *réalités*. Si, au cours de la dernière guerre, le problème national en Europe avait un caractère fragmentaire, il embrasse aujourd'hui tout le continent. La seconde guerre impérialiste est la continuation de la première, mais sur une bien plus grande échelle. Indépendamment de la participation de l'Amérique et du Japon au côté des Alliés, la guerre de 1914-18 est restée essentiellement une guerre européenne. La guerre actuelle est mondiale au plein sens du terme. Exactement comme l'occupation de la Belgique n'était pour le Kaiser qu'une simple opération préparatoire à une lutte sérieuse contre la France, de même, pour Hitler, l'occupation du continent européen n'était que le prélude de la lutte contre l'Empire britannique, contre l'U.R.S.S. et particulièrement contre l'Amérique. Toute l'Europe est maintenant une Belgique envahie. Les sensationnelles victoires de l'Allemagne ont fait disparaître tous les fronts terrestres dans l'Europe de l'ouest et du sud-ouest. Compte tenu de quelques-uns des alliés de l'Allemagne dont la situation ne diffère guère de celles des pays conquis, il y a maintenant presque 250 millions de non-allemands sous la botte nazie. C'est une différence quantitative énorme avec la dernière guerre ! Mais il y a aussi une différence qualitative. Dans la dernière guerre, la Belgique occupée était vidée de la fraction la plus active de sa population, qui était réfugiée en France. Peu restaient dans le pays, sauf les hommes âgés, les femmes et les enfants. Aujourd'hui

la population entière d'une dizaine de pays doit vivre, travailler et souffrir sous les satrapes hitlériens.

L'Europe de 1939 n'est plus celle de 1914. Elle a été considérablement paupérisée. Dans l'impasse de la société bourgeoise, tous les antagonismes sociaux et nationaux se sont exacerbés à un degré sans précédent. D'un autre côté, la guerre est menée maintenant à une échelle mondiale. En l'absence d'une issue historique sur une base capitaliste, l'âpreté de cette lutte, dont l'enjeu est tout ou rien, la nature politique réactionnaire du nazisme — tout cela a conduit l'impérialisme allemand à soumettre les pays envahis à une exploitation brutale et une oppression barbare sans précédent dans l'histoire de l'Europe moderne. Et cela a également conduit les peuples sur la route de la résistance et de la révolte.

Il ne s'agit plus désormais de déduire théoriquement la possibilité d'un problème national en Europe qui a résolu depuis longtemps la plus grande partie de ce problème. Il suffit d'ouvrir les yeux pour constater l'existence de mouvements nationaux, en outre à une échelle jamais égalée en Europe. Le fascisme, « l'impérialisme sous sa forme chimiquement pure », concentre et combine toutes les formes d'oppression nationale qu'on a pu observer jusqu'à présent dans les colonies : travail forcé, transferts massifs d'ouvriers et de paysans, évictions de masse, privilèges pour les membres de la nation dominante (tribunaux spéciaux, rations alimentaires plus fortes, etc.), villages rasés par des expéditions punitives, etc. devant cette réalité, seul un incurable pédant peut nier la possibilité de l'existence d'un mouvement national en Europe sous le prétexte que nous sommes maintenant à l'époque de l'impérialisme. En réalité, semblables raisonnements ne font que révéler une incompréhension totale de l'impérialisme, de son caractère violent, réactionnaire et auto-destructeur. Sous un masque de radicalisme, cet argument trahit une inertie de la pensée héritée du libéralisme. Ce sont des raisonnements semblables, courants chez les libéraux de toutes sortes, qui niaient, il y a quelques années, la possibilité du fascisme en Allemagne : « Un pays hautement industrialisé, imaginez donc ! La réaction fasciste n'est possible que dans les pays périphériques, peu développés, semi-agricoles... ». Une telle mentalité traduit une incompréhension totale de notre époque. Nous ne sommes plus en réalité dans la période de la montée, ni même à l'apogée du système capitaliste, mais à son déclin. Toute la société bourgeoise est en train de se décomposer et cette désintégration nous apporte des choses nouvelles, « même en Europe ». Il y a eu le fascisme. Maintenant, il y a l'oppression nationale de 250 millions dans des pays où l'histoire avait, pour la plupart d'entre eux, réglé ce problème depuis longtemps.

Le problème posé aujourd'hui par l'impérialisme allemand peut l'être demain par l'impérialisme américain. En cas de défaite allemande et de retard de la révolution prolétarienne, la domination américaine, en s'approfondissant, prendra des formes nouvelles. Au lieu de la vieille méthode

de la prépondérance financière, elle recherchera une suprématie politique appuyée sur des moyens militaires. Le « second front » peut être le prélude de l'occupation du continent par les troupes américaines. Le chantage au ravitaillement et aux crédits sera complété par l'établissement d'une puissance policière yankee. Si la révolution prolétarienne ne l'emporte pas rapidement, le problème national s'installera pour des années encore sur les ruines de l'Europe.

Ainsi le mouvement national en Europe n'est-il pas simplement le produit d'un épisode militaire accidentel, mais découle de tout le déclin impérialiste. Et il a une grande signification historique. Si Hitler avait été capable d'unifier l'Europe, la révolution prolétarienne serait apparue beaucoup plus lointaine. L'abolition des frontières aurait ouvert la voie, sur la base du capitalisme, à un nouveau développement des forces productives sur le continent européen. Mais Hitler ne pouvait accomplir pour l'Europe ce que Bismarck avait fait autrefois pour l'Allemagne. C'est précisément le mouvement de résistance actuel qui démontre clairement l'impasse historique dans laquelle le nazisme, forme politique la plus avancée de l'impérialisme, se trouve. Ainsi, en un certain sens, le mouvement de résistance des peuples opprimés représente les intérêts historiques du développement de l'humanité. Il est l'hirondelle et la garantie d'une nouvelle marche en avant.

Confirmer l'existence d'un mouvement national en Europe ne signifie pas l'identifier à *tous égards* ce problème national actuel avec les questions nationales du passé en Europe ou même actuellement aux colonies. L'occupation allemande de l'Europe a posé un problème national *sui generis*, c'est le mouvement de résistance des peuples dans les pays impérialistes écrasés par un impérialisme plus puissant à l'époque de l'agonie du capitalisme.

Il nous faut noter ici, afin d'essayer de comprendre ce qui se passe en Europe, que l'administration nazie dans les pays vaincus diffère beaucoup d'une occupation militaire traditionnelle (par exemple les Prussiens en France en 1871). Certains territoires ont été formellement incorporés à l'Allemagne ; d'autres (Gouvernement général de Pologne, Protectorat de Bohême-Moravie) ont un statut colonial, sans promesse de libération à venir. Mais, même dans les pays qui sont formellement seulement sous administration militaire (Belgique, France occupée), les nazis ont pris un certain nombre de mesures économiques, sociales et politiques, qui dépassent de loin les exigences d'une simple occupation militaire (par exemple les mesures contre les Juifs).

Le mot d'ordre de la liberté nationale

Toute lutte nationale est à des degrés divers une lutte sociale. C'est particulièrement vrai du mouvement de résistance actuelle en Europe. Sous le poids de l'oppression, la haine, la rage et le désespoir accumulés dans les pays conquis se sont déversés sous les formes de révolte les plus diverses et

des représentants des cercles sociaux les plus variés sont entraînés dans le mouvement. Mais si l'on considère l'ensemble, il apparaît clairement que le foyer de la résistance se trouve dans les masses laborieuses, les ouvriers et, en Europe centrale et du Sud-Est, les paysans. Les nazis ont en général facilement trouvé un langage commun avec la grosse bourgeoisie de l'industrie et des finances, qui est terrorisée par la peur du communisme et cherche une issue pour sauver ce qu'elle peut de ses profits et privilèges. Le cas le plus typique est celui de la France. Les nazis ont beaucoup moins de succès avec la bourgeoisie urbaine moyenne et petite ; ils ont cependant trouvé des collaborateurs politiques, aventuriers fascistes et surtout fonctionnaires d'ancien régime qui sont aux côtés des représentants de l'« ordre ». Autour des nazis gravitent aussi un certain nombre d'intermédiaires, profiteurs, spéculateurs de marché noir et nouveaux riches. Mais plus on pénètre dans les masses populaires, plus on ressent la haine féroce pour l'envahisseur, plus universelle est l'opposition au nazisme.

Il est intéressant de relever, sous cet angle, une déclaration récente d'André Philip, ancien député français qui s'est sauvé de Lyon, il y a quelques semaines, et qui, à son arrivée à Londres, a été nommé par de Gaulle membre du comité national de la France combattante. Le témoignage de Philip est important, d'abord parce que c'est un gaulliste, c'est-à-dire notre adversaire politique, mais également parce qu'il vient de quitter la France où il était en contact étroit avec le mouvement de résistance et enfin parce qu'il est, de façon générale, un observateur honnête. A son arrivée à Londres, il a déclaré :

« La grande masse de la résistance est constituée par les ouvriers. Les paysans sont hostiles à Vichy, mais encore dispersés. Les traîtres et les collaborateurs n'ont été recrutés que dans les hommes d'affaires et la classe la plus riche. La classe moyenne et les représentants des industries petites et moyennes nous sont généralement favorables : ils font ce qu'ils peuvent, aux prises avec d'énormes difficultés ».

La dernière phrase résonne comme une excuse pour le manque d'activité de ces milieux de la classe moyenne. Sommes-nous en train d'assister à une lutte de la bourgeoisie au milieu de l'indifférence des masses ? Non, c'est exactement le contraire. Même l'opposition des ouvriers à la bourgeoisie indigène qui n'hésite pas à collaborer quand elle y voit quelque profit, fait partie de la lutte nationale. Le sentiment national, longtemps monopolisé par la classe dirigeante pour mieux assurer sa domination et étendre ses rapines, est maintenant un ferment révolutionnaire qui dresse les masses contre l'ordre existant.

Le caractère social du mouvement est également particulièrement clair en Pologne. Là, la résistance à l'oppression allemande, au moins dans les villes, est dirigée par des groupes ouvriers socialistes qui n'ont que haine pour le régime d'avant-guerre et mépris pour le gouvernement en exil de Londres. Ce trait du mouvement ne l'empêche pas cependant

de se déployer sous le mot d'ordre de l'indépendance du pays. Et à juste titre ! Dans tous les pays envahis, toutes les questions politiques et même économiques tournent autour d'un problème central : la présence d'un maître étranger. Toutes les tâches démocratiques, si importantes actuellement, revêtent un caractère abstrait et irréel si elles ne sont pas couronnées par la revendication de la liberté nationale. Les luttes économiques soulèvent de même le problème de l'indépendance du pays : même dans la France *non*-occupée la population sait bien que le manque de ravitaillement est dû au pillage allemand.

Le devoir élémentaire des marxistes est d'inscrire dans leur programme la revendication de la liberté nationale qui, bien qu'elle ait depuis longtemps perdu tout contenu pour la plupart des pays européens, a maintenant reçu une nouvelle réalité à travers les catastrophes de l'agonie du capitalisme. Pour nous, il ne s'agit pas simplement d'un « truc » pour « prendre avantage » des aspirations actuelles des masses, mais de reconnaître sincèrement et honnêtement un élémentaire principe des droits démocratiques. Le marxiste propose de combattre pour sa réalisation de la même façon qu'il résout toutes les tâches, par des méthodes révolutionnaires et non en s'alliant avec l'un des camps impérialistes. Avoir une attitude négative à l'égard de l'indépendance d'un pays, c'est abandonner les masses ouvrières et les peuples travailleurs en général au danger de la démagogie nationaliste réactionnaire.

L'Europe n'est pas à la veille d'une nouvelle vague de révolutions bourgeoises nationales, mais de la révolution socialiste prolétarienne. Mais la dialectique de l'histoire est ainsi faite que le système capitaliste est en train de refléter sa faillite à beaucoup de pays sous la forme d'une nouvelle oppression nationale. Trois attitudes sont possibles à l'égard de l'actuel mouvement de résistance. La première consiste à y voir une sorte de Vendée réactionnaire, menaçant l'œuvre nazie d'« unification » de l'Europe. Seuls des laquais de Hitler peuvent avoir une telle position qui revient à trouver au fascisme des traits progressistes. La seconde attitude est l'indifférence — l'actuelle situation est « temporaire » et en plus très complexe, attendons des temps meilleurs. Inutile de dire qu'elle n'a rien de commun avec le bolchevisme. La troisième consiste à reconnaître le caractère explosif d'un mouvement national populaire dans l'Europe d'aujourd'hui. Indépendamment de sa conscience actuelle, il ouvre la voie à la révolution prolétarienne. « La dialectique de l'histoire, disait Lénine en 1916, est ainsi faite que de petites nations, impuissantes en tant que facteurs indépendants dans la lutte contre l'impérialisme, jouent un rôle comme ferment, comme bacille, aidant le véritable pouvoir à arriver en scène, à savoir le prolétariat socialiste ».

Certains vont objecter : et la guerre impérialiste ? Pouvons-nous soutenir la revendication de liberté nationale en Europe en temps de guerre ? Cela ne veut-il pas dire le ralliement à l'un des deux camps

impérialistes ? Si, après la conclusion de la paix, l'état d'oppression se perpétuait pour certains Etats d'Europe, alors, sans aucun doute, il nous faudrait inscrire sur notre drapeau la liberté nationale pour ces peuples. Mais pouvons-nous le faire maintenant sans participer *ipso facto* à la guerre impérialiste ?

La situation serait certainement beaucoup plus simple s'il y avait en Europe oppression nationale sans guerre impérialiste. Mais, malheureusement, notre époque est loin d'être simple et c'est précisément la guerre impérialiste qui ressuscite l'oppression nationale. Le raisonnement qui voudrait nous faire attendre la fin de la guerre souffre d'un formalisme fatal. C'est clairement démontré, si on prend l'exemple de la Tchécoslovaquie. Les territoires non-allemands de Bohême et de Moravie sont devenus un « protectorat allemand » avant l'éclatement de la guerre actuelle. Nous aurions donc dû être pour la liberté nationale des Tchèques, mais abandonner cette revendication à la déclaration de guerre pour la reprendre à la conclusion de la paix. Mais ce n'est pas tout. Une paix impérialiste ne saurait être facilement distinguable d'une guerre. Nous vivons une époque de convulsions où la ligne entre guerre et paix va être de plus en plus ténue. La guerre actuelle peut être suivie et sera suivie par d'autres opérations militaires : inter-européennes, coloniales, entre anciens alliés, contre de nouvelles puissances prolétariennes, etc. Quand exactement les formalistes vont-ils nous « autoriser » à adopter la revendication de liberté nationale ?

Tout ce formalisme a pour origine l'incompréhension de la nature des mouvements nationaux actuels et de notre soutien. En dépit de sa grande importance à ce moment, l'indépendance nationale demeure une revendication démocratique. En tant que telle, nous luttons pour sa réalisation, mais *avec nos méthodes propres* et nous l'intégrons dans notre programme de révolution socialiste. Si demain Hitler attaque la Suède ou la Suisse, nous ne soutiendrons pas les gouvernements bourgeois suédois ou suisse, pas plus que nous n'avons soutenu les gouvernements norvégien, yougoslave ou grec, car un tel soutien ne peut rien rapporter au socialisme ni même à la démocratie. Mais si, dans le cas d'une défaite militaire, quand l'Etat bourgeois est écrasé, un mouvement national populaire de résistance à l'oppression allemande se dresse, nous le soutiendrons, car un tel mouvement ouvrirait objectivement la voie à la révolution. Notre soutien ne dépend pas de la question formelle du moment — pendant ou après la guerre impérialiste — mais de la nature politique et sociale du mouvement. Tant qu'il s'agit d'un vrai mouvement de révolte des masses contre l'oppression, c'est notre devoir élémentaire de le soutenir et, bien entendu, ce soutien ne peut nullement signifier une participation politique à la guerre impérialiste.

On peut opposer le « second front » à notre mot d'ordre. Il est très vraisemblable qu'un jour ou l'autre, les Nations unies débarqueront en

Europe. En ce cas, tant que le pays est divisé par un front militaire, le mot d'ordre de liberté nationale perd tout contenu révolutionnaire. Mais confondre la réalité d'aujourd'hui avec la possibilité de demain est une faute sérieuse de tactique révolutionnaire.

Mais après tout, le cri de liberté nationale ne peut-il pas être utilisé comme un instrument dans les mains de l'impérialisme anglo-saxon et de ses satellites pour enchaîner les peuples à la guerre impérialiste ? Sans aucun doute ! Mais existe-t-il une seule revendication démocratique qui n'ait jamais été utilisée par la bourgeoisie pour camoufler ses objectifs et tromper les masses ? Pas une seule ! La tâche des marxistes ne consiste pas à abandonner les revendications démocratiques parce que la bourgeoisie cherche à dissimuler son hideux visage derrière elles, mais à la défendre par des moyens révolutionnaires et à les intégrer dans la reconstruction socialiste de la société, tant que ces revendications correspondent aux aspirations et aux intérêts révolutionnaires de la grande masse du peuple.

Pour révéler la fausseté de l'argument, il suffit de le retourner : si la revendication de liberté nationale fait le jeu de l'impérialisme anglo-américain, alors, inversement, ignorer ou sous-estimer le problème national en Europe fait le jeu de l'impérialisme allemand. A travers l'Europe entière, les nazis et leurs laquais consolent les peuples affamés et terrorisés par l'image de l'Europe unie. Il faut se hâter de s'intégrer à cette unité pour en retirer tous les bénéfices ! Assez de ces puérides réactions de nationalisme réactionnaire, dépassées aujourd'hui par les nécessités de l'économie moderne. Cette propagande n'a pas été dénuée d'effet sur pas mal de pacifistes, socialistes et communistes, qui maintenant saluent dans le nazisme la réalisation de l'unification socialiste de l'Europe.

Mais la « liberté nationale » n'est-elle pas le retour au *statu quo ante*, c'est-à-dire au régime bourgeois ? Il y a longtemps que Lénine a ridiculisé cet argument en répondant aux partisans de Rosa Luxemburg qui s'opposait, selon sa propre expression, « à une rébellion nationale dans la Belgique, la Serbie, la Galicie, l'Arménie occupées » :

« Nos camarades sont contre une telle rébellion parce qu'ils disent qu'elle est aussi une bourgeoisie dans les pays annexés et que cette bourgeoisie opprime aussi d'autres nations ou plutôt qu'elle peut les opprimer, puisque le seul point en discussion est « le droit à opprimer ». Il apparaît donc que le critère d'une guerre donnée ou d'une rébellion donnée n'est pas son contenu social réel (la lutte d'une nation opprimée contre son oppresseur pour sa libération) mais la possibilité de la bourgeoisie maintenant opprimée d'exercer son « droit » à opprimer ».

Mais le mot d'ordre de la libération nationale ne s'oppose-t-il pas à l'internationalisme prolétarien ? En particulier, n'empêche-t-il pas toute fraternisation des ouvriers dans les territoires conquis avec les soldats et ouvriers allemands sans l'action desquels aucune révolution n'est pensable en Europe ? Le cri de liberté des peuples n'a rien de commun avec la soif de revanche impérialiste. Comment un soldat allemand peut-il se libérer

de l'emprise idéologique du nazisme, s'il n'a pas reconnu honnêtement et sans équivoque le droit à leur liberté des peuples opprimés ? Le devoir le plus élémentaire, non seulement d'un ouvrier ou soldat socialiste allemand, mais d'un sincère démocrate allemand (si cette variété existe encore), c'est de vouloir, de saluer et d'aider la révolte des peuples opprimés.

Libération nationale et socialisme

Le mot d'ordre de libération nationale n'implique nullement un programme de restauration d'une Europe divisée. Il signifie purement et simplement que chaque peuple doit être libre de déterminer sa propre destinée et que le parti révolutionnaire soutient la lutte pour cette liberté élémentaire. L'oppression des peuples d'Europe par l'impérialisme allemand est une entreprise barbare et réactionnaire. La résistance à l'asservissement des nations est aujourd'hui un grand facteur progressiste qui ouvre objectivement la voie à la révolution prolétarienne. Le parti révolutionnaire doit soutenir et guider les terribles efforts des peuples européens pour se libérer de la domination allemande. Tel est le contenu du mot d'ordre de libération nationale. Il est la simple expression de la lutte contre l'oppression.

Mais, après l'effondrement de l'empire hitlérien, l'Europe devra s'unir si elle veut vivre. Si cette tâche fondamentale n'est pas réalisée, il y aura de nouvelles guerres et de nouvelles oppressions. L'unique espoir de l'Europe est l'unification économique du continent, combinée à la liberté de développement national pour chaque peuple. Et seul le prolétariat est capable d'entreprendre cette tâche. Le prolétariat la réalisera en créant les Etats-Unis socialistes d'Europe. Cependant seuls des peuples libres peuvent s'unir. La première condition pour une fédération des nations européennes est leur indépendance de tout joug étranger. Si les problèmes nationaux de l'Europe ne peuvent être résolus dans une fédération socialiste, alors, inversement, cette fédération ne peut être réalisée qu'entre des nations libres et égales. Loin de s'opposer l'un à l'autre, les deux mots d'ordre, Libération nationale et Etats-Unis socialistes d'Europe, sont étroitement liés.

A présent, au moment où les nazis essaient de justifier leurs crimes au nom de « l'unité européenne », il est particulièrement important de ne pas opposer la fédération à la nation, mais de la présenter pour ce qu'elle sera réellement, une forme d'organisation et une garantie de liberté nationale. Ceux qui opposent au mot d'ordre de libération nationale la formule « purement socialiste » des Etats-Unis d'Europe, ne remarquent pas que cette formule est elle-même un compromis entre les nécessités centralisatrices de l'économie planifiée et les tendances centrifuges héritées des siècles passés qui ne peuvent être gommées en quelques mois ou quelques années. Les Etats-Unis impliquent des Etats. L'unification économique et politique complète de ce continent ne se fera pas en un jour, mais sera

le produit de toute une époque historique et dépendra largement, en outre, de ce qui arrivera dans le reste du monde. A quel rythme et sous quelles formes précises ce développement se fera-t-il ? L'expérience nous le dira. Le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe ne donne que la formule algébrique générale. De plus, notons-le en passant, la disparition des frontières entre les différents états ira main dans la main avec le dépérissement de chaque état.

Le plus clair exemple de fédération qui ait abouti à une unité presque complète est les Etats-Unis d'Amérique. Mais la construction du pouvoir fédéral a été un long processus et a nécessité une guerre civile plutôt sérieuse pour être définitivement consolidée. Bien entendu, le socialisme emploiera d'autres méthodes que le capitalisme. Cependant l'exemple des Etats-Unis nous montre combien il aurait été artificiel d'opposer en quoi que ce soit les mots d'ordre de libération des treize colonies et des Etats-Unis d'Amérique !

Indépendamment des formes transitoires d'organisation, la réalisation des Etats-Unis socialistes d'Europe implique la liberté de chaque nation entrant dans la fédération. Mais la seule véritable garantie de cette liberté est le droit de dire oui ou non. Toute « garantie » de libre développement culturel, etc. est une illusion si la nation n'a pas le droit de quitter l'union. Après le renversement de la bourgeoisie, nous ne voulons pas aller au socialisme par la violence, mais en convainquant patiemment les peuples de la supériorité de la centralisation. De même que, dans la question agraire, nous ne sommes pas partisans de la « collectivisation forcée », mais voulons démontrer au paysan, par sa propre expérience, la supériorité de la grande entreprise collective sur la petite propriété, ainsi, dans la question nationale, nous sommes contre toute « unification forcée » et la seule garantie qui soit réelle, pas fictive, est le droit de sécession.

Où est l'assurance que l'évolution historique va mener à l'unification complète ? Pas dans la violence, dans le développement des forces productives. Pourquoi la bourgeoisie montante a-t-elle pu dissoudre les provinces féodales dans l'unité des grandes nations modernes ? Parce que sa montée correspondait à un développement prodigieux des forces productives. Pourquoi Hitler, qui ne se prive pas d'employer la violence, ne peut-il unifier les « provinces » d'Europe ? Parce qu'il représente le déclin du capitalisme.

Une fédération socialiste, européenne ou mondiale, n'exclut nullement et, au contraire, implique le droit de chaque nationalité à déterminer son propre destin. Cependant, nous sommes encore loin de la fédération socialiste. La réalité d'aujourd'hui, c'est l'oppression générale des peuples d'Europe par l'impérialisme allemand. Si, sous le socialisme, il serait faux théoriquement d'opposer la liberté nationale au principe de la fédération, combien absurde, pédante et creuse paraît cette opposition en face des conditions actuelles en Europe !

Les tâches révolutionnaires sous la botte nazie

L'oppression nazie est passée sur l'Europe comme un rouleau compresseur. Il ne reste maintenant dans tout le continent, entre le pouvoir nazi et la population, aucune organisation légale sur laquelle les masses pourraient s'appuyer et se regrouper. Après les partis politiques et les syndicats, le travail de destruction a été étendu même aux organisations les plus neutres et les plus insignifiantes car les nazis craignaient — et à juste titre — que la moindre d'entre elles puisse devenir un point de cristallisation de la résistance. Les nazis ont introduit leurs hommes dans les groupes les plus ténus, afin qu'ils y proposent l'adhésion à l'« ordre nouveau ». Même les sociétés de collectionneurs de timbres ont été *gleichgestaltet*.

Ce qui reste des organisations ouvrières devait passer à l'illégalité et de nouvelles méthodes. Les organisations bourgeoises et petites-bourgeoises traditionnelles ont fait place à des groupes clandestins de caractère nouveau, ne provenant pas directement des vieux partis. De petits groupes illégaux, qui souvent ne s'étendent pas au-delà des limites d'une cité ou d'une région, apparaissent partout, quelques-uns seulement peuvent maintenir des contacts — et encore de façon très irrégulière — à une échelle nationale. D'innombrables petits journaux surgissent et disparaissent. Des liaisons sont prises, puis coupées. Dans l'ensemble, avec les mois qui passent, on relève un certain progrès vers la centralisation, mais très lent, souvent interrompu du fait de la sévérité des conditions de l'illégalité. Même le mouvement qui semblait le mieux adapté au travail clandestin, le stalinisme, souffre beaucoup ; malgré son puissant appareil et des ressources abondantes, les rapports entre le centre et les organisations régionales sont souvent coupés — une situation qui ne peut manquer de créer des conditions favorables pour la discussion et l'unité d'action entre membres du parti communiste et trotskystes.

De toutes les organisations ouvrières cependant, les partis staliniens restent les plus puissants et les plus actifs — et très largement. La propagande stalinienne a bien entendu un caractère complètement chauvin et prend soin de ne pas parler de socialisme. En dehors des staliniens, les deux centres les plus notables de résistance du mouvement ouvrier sont constitués par les groupes socialistes de gauche en Pologne (certains proches du trotskysme et tous hostiles au gouvernement en exil) et par ce qui reste du mouvement syndical norvégien, que les nazis n'ont pas été capables d'extirper totalement. Il ne reste pas grand chose de la II^e Internationale. On a pu relever récemment un regain d'activité de groupes socialistes officiels en Belgique et dans le Nord de la France ; mais il garde encore un caractère extrêmement fragmentaire.

Les mouvements petits-bourgeois

De larges couches de la petite bourgeoisie ont perdu leur équilibre économique et social. L'occupation allemande a produit dans l'ensemble une paupérisation énorme et même, dans une certaine mesure, une prolétarianisation de la petite bourgeoisie. Cette crise sociale trouve son expression politique dans la formation d'innombrables groupes et mouvements qui reflètent toutes les couleurs de l'arc-en-ciel de la petite bourgeoisie.

A l'extrémité réactionnaire de ce spectre, on trouve les groupes chauvins traditionnels comme l'organisation gaulliste en France. Il faut soigneusement distinguer entre les sympathies très répandues, mais plutôt vagues, des masses pour le camp « démocratique », y compris de Gaulle et son organisation elle-même. Cette dernière est surtout constituée d'anciens militaires et de fonctionnaires. Ils n'ont aucun désir de voir les masses, à qui ils ne savent pas parler, déployer de l'activité. La plupart d'entre eux sont presque terrifiés autant devant les masses que devant l'occupant allemand. Leur principale activité dans le domaine militaire est l'espionnage au compte de l'Angleterre, et, dans le domaine politique, d'attendre le débarquement anglo-américain.

A l'autre extrémité de l'arc-en-ciel, on trouve des organisations qui cherchent honnêtement une issue à l'intolérable situation des couches inférieures de la petite bourgeoisie. Les éléments les plus aptes à devenir les porte-parole de ces couches sont les intellectuels et les jeunes. Aussi trouve-t-on souvent parmi leurs dirigeants des étudiants, des enseignants, des écrivains. Violamment hostiles au fascisme, ces couches sociales cherchent dans le socialisme une solution à leurs malheurs. Ils concèdent volontiers que le système capitaliste est à bout de forces et acceptent le programme de la fédération des peuples, mais ils n'ont pas encore surmonté leur méfiance à l'égard des ouvriers. Leurs dirigeants sont souvent en train de continuer à chercher une allée de roses plutôt que la voie de la « dictature du prolétariat » et accusent les marxistes d'« étroitesse ». Entre ces deux sortes de groupes, on trouvera bien entendu toutes les formes intermédiaires.

Dans les terribles conditions de l'illégalité, il existe inévitablement, entre les divers groupes clandestins, des accords pratiques : pour l'impression des journaux, le transport de la littérature et des hommes, etc. — car c'est un problème que de trouver même du papier. Sans ces contacts, ils ne pourraient exister et il est inutile de dire qu'ils n'impliquent pas de compromis sur le programme.

Même aujourd'hui dans les pays occupés, surtout en Europe orientale, des occasions pour des manifestations ne sont pas rares : manifestations de femmes contre le manque de ravitaillement, manifestations contre les restaurants qui servent les riches sans cartes de rationnement, manifestations contre les « collaborationnistes », manifestations publiques à

l'occasion de diverses fêtes nationales (14 juillet, etc.). Ces manifestations sont organisées par des groupes illégaux de type divers et la question de notre participation se pose. Il est difficile de répondre de façon générale. L'important, pour déterminer si on participe ou non, n'est pas tellement la nature de l'occasion ou qui lance les manifestations, mais la situation politique et les possibilités sur le moment donné. Si certaines manifestations se répètent, mobilisant toujours plus de manifestants, c'est le devoir du parti révolutionnaire d'appeler les ouvriers à y participer, même si elles sont organisées par des groupes nationaux petits-bourgeois. Bien entendu, le parti a aussi le devoir d'y apparaître avec ses mots d'ordre propres. Après l'écrasement de toutes les organisations, la disparition de toute vie politique organisée, chaque manifestation qui *renforce le sentiment d'action collective*, si modeste et si confuse soit-elle, est extrêmement progressiste et la tâche de l'organisation révolutionnaire est de l'aider et, si possible, de l'élargir.

De toute évidence, tout en saisissant toute possibilité de pas en avant, nous ne pouvons limiter notre liberté de critiquer les programmes utopiques et réactionnaires. Maintenant comme toujours, les marxistes font leur travail d'explication et de clarification. Ils doivent particulièrement dénoncer le mensonge et l'hypocrisie des groupes chauvins qui ne cherchent que la revanche et qui, exigeant toujours la liberté de leur propre nation, n'hésitent pas et n'hésiteront pas à participer à l'oppression d'autres nations. Ainsi, tous les mouvements qui trouvent leur inspiration à Londres et Washington — gouvernements en exil, général de Gaulle, etc. — doivent être caractérisées, non comme des mouvements nationaux par leurs objectifs comme leurs méthodes (alliance avec l'impérialisme anglo-américain, exploitation des colonies belges, d'une partie des colonies françaises, néerlandaises, etc.). Ces groupes essaient d'enchaîner la révolte nationale populaire à l'un des camps impérialistes. Dans des circonstances nouvelles, ils jouent le rôle traditionnel des partis bourgeois qui sont basés sur la petite bourgeoisie. C'était le cas de feu le parti radical-socialiste de France qui reposait sur les aspirations démocratiques du paysan français pour mieux l'enchaîner au grand capital. Maintenant, le mouvement gaulliste exploite pour des objectifs impérialistes le sentiment national réveillé. Ce programme et ceux des groupes semblables ne peuvent apporter à l'Europe que de nouvelles catastrophes.

Quant aux différents groupements petits-bourgeois qui se tournent vers le socialisme, nous devons avoir à leur égard une attitude beaucoup plus patiente et pédagogique. Ces groupes, se rebellant contre l'oppression actuelle, vont jusqu'à faire porter le blâme au système des trusts et monopoles impérialistes, mais, comme nous l'avons déjà relevé, gardent toujours quelque réserve à l'égard du programme ouvrier. Leur programme général, en gros, est celui de la démocratie formelle la plus conséquente. Dans les discussions avec ces groupes, la tâche principale est

de montrer la réalité derrière les formes de démocratie pure et de souligner patiemment, mais fermement, qu'il faut choisir et qu'il n'existe pas de « troisième voie ».

Dans la situation actuelle, toutes les revendications démocratiques sont chargées d'une énorme potentialité révolutionnaire. Car, à l'époque de la désintégration du régime capitaliste, seule la révolution prolétarienne peut donner une réalité aux principes démocratiques. C'est pourquoi les partis marxistes doivent être les champions les plus résolus de ces revendications, sachant très bien que leur réalisation conduit la société au seuil du socialisme. Mais c'est aussi la raison pour laquelle les revendications démocratiques deviennent un mensonge quand elles sont séparées du programme socialiste, car elles ne peuvent se matérialiser en dehors de lui. Non seulement la démocratie bourgeoise n'est qu'une démocratie formelle dissimulant l'inégalité réelle entre capitalistes et prolétaires, mais à notre époque, même cette démocratie formelle ne peut exister que pour des intervalles brefs, sous une forme anémique, et elle laissera vite la place à des dictatures bonapartistes ou fascistes ou au socialisme. Parler de liberté maintenant et se taire sur l'unique moyen de les obtenir, la révolution prolétarienne, c'est répéter une phrase creuse, c'est tromper les masses. L'action commune avec les groupes petits-bourgeois démocrates, souvent inévitable et de surcroît souhaitable, ne peut nous empêcher de critiquer leurs programmes devant les masses et d'essayer de gagner le meilleur de leurs organisations.

Le programme de presque tous les groupes clandestins, staliniens compris, comprend la revendication d'une Assemblée nationale unique élue au suffrage universel. Pour certains, c'est leur seul programme pour le lendemain de la chute de l'empire hitlérien. Dans la section française de la IV^e Internationale, surtout en zone occupée, il y a eu une discussion sur ce mot d'ordre d'Assemblée nationale (ou constituante).

Les arguments en sa faveur se réduisent en général à ceci : si nous sommes prêts à lutter pour les libertés démocratiques, comment ne pas inscrire dans notre programme la revendication qui couronne toutes les libertés, l'Assemblée nationale ? Cet argument n'est pas juste. Nous combattons avec les masses pour les libertés démocratiques, même les plus petites, parce que ce combat ouvre la voie à la révolution prolétarienne ; en même temps, nous expliquons que cette révolution constitue l'unique assurance contre le retour de l'oppression, de la dictature, du fascisme. L'Assemblée nationale n'est nullement le couronnement des revendications démocratiques. Le cœur même de ces revendications ne peut exister qu'à travers le développement des comités d'ouvriers et de paysans. Séparé de la question du pouvoir-bourgeois ou prolétarien —, le mot d'ordre de l'Assemblée nationale aujourd'hui en Europe n'est rien qu'une forme vide, une coquille sans contenu révolutionnaire. Dans les conditions actuelles d'illégalité, ce mot d'ordre ne correspond pas à une

expérience réelle des masses, alors que chaque groupe recouvre de cette formule différents programmes politiques ; le mot d'ordre prend donc un caractère rituel et devient un élément du charlatanisme démocratique.

Ne traverserons-nous pas une phase « démocratique » après la chute du pouvoir nazi ? C'est très vraisemblable. Mais il est également très probable que nous verrons aussi dans cette période que nous serons déjà en train de voir la formation de comités ouvriers, embryons de soviets, transformant l'« étape démocratique » en double pouvoir plus ou moins long. Il est possible qu'à ce moment le mot d'ordre d'Assemblée constituante puisse être chargé d'un contenu révolutionnaire. Le mouvement du général de Gaulle a officiellement déclaré, il y a quelques mois, qu'à la chute du nazisme le pouvoir sera remis aux mains d'une assemblée unique élue par tous les Français de la façon la plus démocratique ; mais, dans des articles et des conversations, des représentants des gaullistes sont déjà en train d'expliquer qu'entre l'effondrement de la tyrannie nazie et la convocation de l'Assemblée nationale, il s'écoulera un interrègne nécessaire pour sauver le pays du chaos et rétablir l'ordre et que durant ce laps de temps, il faudra limiter la démocratie. On peut aisément imaginer par quels moyens. Il est possible qu'à ce moment la revendication de la convocation immédiate de l'Assemblée réponde à l'expérience réelle des masses et ait un caractère offensif contre le Gouvernement provisoire. Mais c'est là la musique de demain.

Terrorisme et sabotage

Il faut accompagner la critique des programmes petit-bourgeois et stalinien d'une critique de leurs méthodes. L'oppression nazie a déjà suscité en Europe de multiples formes de résistance : manifestations passives de tout type, attentats à la bombe, sabotage des trains, incendies, ralentissement de la production, sabotage des machines, grèves, manifestations de rue, émeutes de la faim, activités de guérilla — cette dernière étant en train de devenir dans les Balkans une vraie guerre. La variété même de ces activités révèle la diversité des couches sociales qui ont été entraînées dans le mouvement. Les difficultés du moment présent, la participation des couches petites-bourgeoises et la politique délibérée du stalinisme ont engendré une vague d'aventurisme.

Le terrorisme individuel est devenu courant dans tout le continent. Les staliniens en particulier ont combiné un opportunisme vulgairement chauvin dans leur programme et un aventurisme stupide et criminel dans l'action. Le parti révolutionnaire ne peut que réitérer tous les arguments classiques du marxisme contre le terrorisme individuel ; ils gardent aujourd'hui toute leur validité. Dans des discussions avec des ouvriers influencés par les staliniens, nous devons insister en particulier sur le lien entre terrorisme et bureaucratisme. Le héros terroriste et le bureaucrate veulent l'un et l'autre agir pour les masses, indépendamment d'elles.

Le terrorisme et le bureaucratisme reflètent le mépris des masses incompetentes que des individus doivent sortir de leurs difficultés. Nous répétons : rien ne peut être gagné par des attentats individuels ; ils ne font que sacrifier inutilement un dévouement précieux et retarder l'action des masses. Bien entendu, notre critique du terrorisme ne doit pas sortir d'une quelconque indignation morale. Nous devons toujours souligner que nous sommes du côté des terroristes dans leur lutte contre les oppresseurs, mais que, contre le terrorisme, nous sommes pour des méthodes plus efficaces.

Certaines formes de sabotage qui sont l'action d'individus ou de tout petits groupes isolés peuvent à peine être distinguées du terrorisme et ne sont souvent rien de plus que des explosions de rage et de désespoir sans aucune efficacité. Mais, toujours depuis l'occupation de la Tchécoslovaquie en 1939, les ouvriers tchèques ont entrepris de saboter la production de l'intérieur des usines. Cet exemple est maintenant suivi dans toute l'Europe.

Le sabotage était un moyen de lutte de la jeunesse du mouvement ouvrier à une époque où le capitalisme devait imposer la discipline de l'usine moderne aux masses d'artisans ou de paysans. C'est alors qu'apparut la « ca'canny » écossaise, l'anarcho-syndicalisme en France, les I.W.W. en Amérique. Ces mouvements n'ont représenté qu'une tendance fugitive de la lutte de classe. Les ouvriers ont trouvé dans la grève une arme qui était à la fois plus effective et moins coûteuse.

L'oppression nazie a rendu les grèves très difficiles dans l'Europe d'aujourd'hui. Les ouvriers ont donc été obligés de recourir au sabotage, qui est à la grève ce que la guérilla est à la guerre. Il n'est pas douteux que, sur l'ensemble des continents, les ouvriers ont souvent entrepris de ralentir la production et d'abaisser la qualité de leur propre initiative, sans attendre les instructions d'organisations illégales, manifestant ainsi que cette méthode n'a aujourd'hui rien d'artificiel et que son caractère « anormal » répond seulement à des conditions « anormales ».

Le parti révolutionnaire doit également œuvrer à étendre le sabotage à l'intérieur des usines dans les pays occupés. Il s'agit avant tout d'y intéresser le gros des ouvriers de l'usine et de ne pas considérer ce travail comme une tâche technique réservée à quelques « experts » isolés. C'est également important du point de vue pratique comme du point de vue politique. La répression est rendue infiniment plus difficile et la nature collective de la lutte aide à surmonter l'atomisation de la classe ouvrière, qui est le résultat de la destruction de ses organisations. Les premiers mois de l'occupation allemande ont été en général marqués par la disparition de la conscience collective, chacun pensant surtout à se sauver soi-même. Cet état d'esprit a été surmonté, au moins en partie, précisément par le mouvement de résistance nationale. Les révolutionnaires doivent toujours s'employer à ressusciter chez les ouvriers la conscience de leur puissance collective.

Les formes collectives qui peuvent être prises par le sabotage à l'intérieur des usines sont : le ralentissement de la production, l'abaissement de la qualité, la rapide détérioration des machines. Partout où ils le peuvent, les révolutionnaires doivent œuvrer à la formation d'un comité à l'intérieur de l'usine — illégal évidemment — qui organise et supervise le travail de sabotage et de protection contre les indicateurs. C'est le sabotage collectif, qui regroupe les ouvriers autour d'un objectif commun et contre lequel la répression ne peut agir que difficilement, qui représente le plus grand danger pour Hitler. Le sabotage, quand il est conçu comme une aide directe à l'Union soviétique n'exclut pas des actions isolées contre des points particulièrement névralgiques de l'appareil économique et politique (centrales, tunnels, ponts de chemins de fer). Mais tout ce qui peut être fait dans ce domaine restera relativement limité. Ce n'est qu'en prenant un caractère de masse que le sabotage pourra réellement menacer la machine militaire allemande et il ne peut prendre ce caractère qu'au centre de la force collective des ouvriers et dans leurs lieux de travail.

« Mais, pourrait dire un stalinien, est-ce que les intérêts de la défense de l'U.R.S.S. ne justifient pas le terrorisme individuel ? N'êtes-vous pas vous-mêmes pour la défense de l'Union soviétique ? Les masses européennes sont engagées dans une guerre contre les nazis à l'arrière du front — et à la guerre tous les moyens sont bons ! Bien entendu, les marxistes ont raison de s'opposer au terrorisme considéré comme un moyen d'« exciter » les masses à la lutte, mais maintenant, tuer des officiers allemands à la bombe ou au revolver est une simple mesure de guerre ». Ce raisonnement qui reflète la politique actuelle des staliniens dans les pays occupés, trahit une ignorance, tant de l'art militaire que de la politique révolutionnaire. C'est précisément dans une lutte sérieuse que tous les moyens ne sont pas bons. La tâche du chef militaire ou du militant révolutionnaire consiste à choisir les moyens qui mènent à la fin et à laisser de côté ceux qui sont stériles ou nuisibles.

Le terrorisme, par sa nature même, conserve un caractère individuel. « Le terrorisme de masse », ce serait la révolution. Tout le terrorisme actuel est, tout compte fait, à peine une piqure d'épingle pour Hitler, mais, de l'autre côté de la balance, les responsabilités sont énormes. Le sang ouvrier le meilleur est versé sans compter. La disproportion entre les sacrifices et les résultats obtenus ne peut engendrer que découragement et passivité. Il n'est pas facile de juger de loin, mais il semble que le mouvement de résistance ait subi un sérieux revers après l'assassinat de Heydrich.

Nous avons toujours affirmé que la défense de l'U.R.S.S. était indissolublement liée à la lutte de classe du prolétariat international. Ce principe a des conséquences directes pour la défense de l'Etat ouvrier. Staline a sacrifié les intérêts révolutionnaires du prolétariat international à des alliances avec les bourgeoisies impérialistes. Après les défaites succes-

sives du prolétariat européen engendrées par le stalinisme, la catastrophe était inévitable. Aujourd'hui, Staline essaie de sauter par-dessus les conséquences de sa fatale politique en jetant les ouvriers de l'Europe occupée dans l'aventure du terrorisme. Non seulement il bloque ainsi leur avenir révolutionnaire, mais il nuit gravement aux intérêts militaires de l'U.R.S.S.

Le sabotage de la production dans les usines peut produire des résultats infiniment plus grands que le meurtre de quelques centaines, voire de quelques milliers, d'officiers allemands ou de collaborateurs. En éveillant l'initiative collective de la classe au lieu de la paralyser, le sabotage de la production peut atteindre une dimension qu'aucune vague de terrorisme n'atteindra jamais. En même temps, il accélère le regroupement de la classe ouvrière, recrée sa conscience collective et la prépare à entrer dans son avenir révolutionnaire. Les tous derniers mois ont révélé que Hitler lutte désespérément pour maintenir sa production d'armements. Le sabotage dans les usines est pour lui un danger mortel. Mais l'une des conditions les plus importantes pour son développement est de tourner le dos au terrorisme individuel et à toutes les formes d'aventurisme. Même dans l'Europe actuelle, les besoins militaires immédiats de l'U.R.S.S. et les intérêts de l'avenir révolutionnaire du prolétariat européen coïncident tout à fait.

Il faut relever en outre que le terrorisme individuel est un obstacle à la fraternisation avec les soldats allemands. Il resserre les liens entre soldats et officiers au lieu de les briser. Les autorités militaires allemandes prennent les plus grandes précautions pour empêcher le contact entre les troupes et les habitants. Toute tentative pour répandre de la propagande chez les soldats allemands est punie avec une sévérité extrême, car c'est un danger mortel pour les généraux nazis. C'est aussi pourquoi la tâche de fraternisation ne peut jamais être abandonnée par les révolutionnaires.

Les guérillas

Dans l'Europe centrale et du Sud-Ouest, les conditions géographiques et sociales ont permis l'apparition de guérillas. Elles se sont répandues surtout dans les régions de population dispersée, où il y a peu de chemins de fer, où les communications sont difficiles. Ce sont principalement des mouvements paysans. Mais pas entièrement. Partout où ils l'ont pu, des groupes d'ouvriers ont rejoint ces bandes. On a même remarqué qu'en Tchécoslovaquie, des groupes de guérillas ont été formés directement par les ouvriers. On indique que « des zones fortement boisées fournissent un emplacement sûr pour les centaines de saboteurs des mines et des aciéries de Kladno, aux organisateurs de la résistance passive et aux dirigeants des grèves. Après un heurt récent entre la police nazie et les mineurs tchèques qui ont été trouvés en possession de dynamite, les Allemands ont entrepris la chasse aux réfugiés de ce territoire ; mais les fugitifs, ayant le plein soutien de la population, ont échappé aux agents de la Gestapo ».

Dans plusieurs régions de Pologne, les paysans ont formé des bandes de guérillas qui sont maintenant aidées par les partisans soviétiques qui se sont infiltrés à travers les lignes allemandes. Il y a aussi des bandes de guérillas très actives en Ruthénie.

Mais c'est dans les Balkans que le mouvement a pris les proportions les plus importantes, surtout dans ce qui était hier la Yougoslavie. La Yougoslavie était un produit de Versailles, financièrement soutenu par la France comme bastion de son hégémonie en Europe. Le fait que le gouvernement de Belgrade régnait sur au moins cinq nationalités différentes a été l'une des raisons de la rapidité de la victoire allemande. Le pays a été occupé par Allemands et Italiens. L'Etat yougoslave a été détruit. Sous le poids d'une oppression sans précédent, les paysans ont commencé à se rassembler dans les montagnes pour résister. La guerre impérialiste a été suivie d'une guerre nationale, mi-révolte, mi-guerre contre les oppresseurs allemands et italiens, aussi bien que contre les gouvernements qu'ils ont installés à Belgrade et Zagreb. Cette lutte se poursuit à travers bien des vicissitudes. Des bandes sont totalement dispersées, mais seulement pour se reformer de nouveau. Des villages qui se sont révoltés prématurément sont écrasés. Officiellement, plusieurs centaines de villages ont été rasés par les Allemands et les Italiens.

En outre, ce mouvement est profondément divisé. L'information est rare et souvent assez peu sûre, néanmoins il est clair que ces diverses bandes opèrent séparément. Elles sont séparées par des différences nationales : Serbes, Slovènes, Bosniaques, Monténégrins, etc. ; elles le sont aussi politiquement et socialement. Les Tchetsniks, une organisation serbe sous le contrôle direct de Mikhaïlovitch, semblent être les plus réactionnaires. Ils sont opposés à tout changement social et ne pensent qu'à rétablir l'ancien régime. D'autres bandes ont établi des régimes « communistes » ou « soviétiques ». Quelle est la réalité derrière ces mots ? C'est difficile à dire. Il semble que ces bandes soient composées de paysans ; des mineurs ont rejoint certaines et en forment une importante proportion. En tout cas, les divergences sont assez graves pour avoir provoqué des conflits armés et Mikhaïlovitch a entrepris de réprimer ces « communistes ».

Ainsi, dès que le poids de l'oppression est un peu allégé, la lutte nationale pose immédiatement la question sociale. L'exemple de la Yougoslavie montre, bien qu'à une échelle limitée, le caractère extrêmement instable du mouvement de résistance nationale en Europe aujourd'hui et comment il conduit immédiatement à la lutte de classes. Nous sommes bien entendu intégralement du côté des bandes de paysans pauvres et d'ouvriers dans leur combat contre les éléments réactionnaires. Mais cela ne signifie pas que nous abandonnons le terrain de l'indépendance nationale. La critique de Mikhaïlovitch et autres groupes conservateurs doit se faire sur le terrain de la libération du pays : la résistance de Mikhaïlovitch

sabote la résistance ; pour soulever les paysans, il faut leur ouvrir une perspective sociale. Cependant des accords militaires temporaires entre les groupes révolutionnaires et Mikhaïlovitch sont encore tout à fait possibles à l'avenir.

Le mouvement de résistance ne peut-il fusionner complètement avec la guerre impérialiste ? C'est possible et ce ne serait pas nouveau. Bien des guerres nationales ont fini en guerres impérialistes. Si le camp anglo-américain ouvrait un nouveau front dans les Balkans, le caractère national de la lutte disparaîtrait immédiatement. Mais c'est une possibilité de demain, pas la réalité d'aujourd'hui. Actuellement, la lutte dans les Balkans est un maillon dans tout le mouvement de résistance des peuples européens au nazisme et elle revêt ainsi une grande importance. Les guérillas, du fait qu'elles sont un mouvement paysan, constituent le plus grand danger pour les Etats où des rapports quasi-féodaux prévalent encore à la campagne (surtout la Hongrie, mais aussi la Roumanie, la Bulgarie et la Slovaquie). La révolution en Europe centrale et du Sud-Est, où la question agraire n'a jamais été résolue même à la façon bourgeoise, va embraser de grandes révoltes paysannes et le mouvement de résistance paysan est leur préparation directe.

Il y a quatre mois, le gouvernement hongrois a officiellement annoncé l'arrestation de trois cents officiers et sous-officiers de l'armée hongroise pour avoir aidé les bandes de guérillas en Yougoslavie, Pologne et U.R.S.S. en leur fournissant armes et informations. On peut mesurer l'importance de cet incident en rappelant que la Hongrie est l'un des pays où la domination des seigneurs sur les paysans est la plus brutale. La résistance en Yougoslavie a incité à la révolte dans tous les pays voisins. Les guérillas sont apparues en Grèce, Macédoine, Roumanie et Bulgarie. Même en Croatie, à laquelle Hitler a donné son indépendance formelle, les paysans ont commencé à former des bandes de guérillas contre les Italiens. Il serait imprudent d'exagérer la conscience politique actuelle de ces mouvements ou de construire sur eux trop d'espoirs tant qu'ils n'ont pas trouvé une direction dans le prolétariat urbain. Mais nier leur importance pour la révolution ou rester indifférent à leur égard serait d'une passivité aveugle.

De la résistance nationale à la révolution prolétarienne

Quel rôle jouera exactement la revendication de la libération nationale dans la préparation et le développement de la révolution européenne ? Seul l'historien de l'avenir pourra répondre avec précision à cette question et c'est à lui qu'il reviendra de mesurer la place occupée par la révolte nationale dans le grand torrent de haine, de colère, de désespoir et d'espoir qui porte les peuples d'Europe vers la révolution. Il nous revient à nous de donner une réponse pour l'action. Voici cette réponse : le mot d'ordre de libération nationale a joué jusqu'à présent et continuera

pour quelque temps à jouer un rôle important en regroupant les masses, surmontant leur atomisation et les amenant à la lutte politique. C'est assez pour qu'il apparaisse sur notre drapeau.

Par quelles formes concrètes de lutte le mouvement de résistance dans les divers pays européens, va-t-il passer ? Comment se liera-t-il avec la révolution prolétarienne ? La réponse à ces questions dépend des rapports de forces en présence, en particulier du déroulement de la guerre impérialiste. Si l'Allemagne devait maintenir solidement son emprise sur le continent européen pendant des années, il serait difficile au mouvement de s'élever au-dessus de son niveau politique actuel qui est encore primitif et menacerait de revêtir un caractère national de plus en plus étroit. Mais la perspective d'une longue domination allemande sur l'Europe doit maintenant apparaître de plus en plus illusoire même à Hitler en personne.

La résistance des ouvriers et des kolkhoziens soviétiques montre de plus en plus clairement les limites de la machine militaire allemande. L'affaiblissement progressif de l'impérialisme allemand amènera non seulement une multiplication quantitative des actions révolutionnaires à travers tout le continent mais donnera à la lutte un caractère nouveau. Les attentats terroristes seront dépassés par l'action des masses.

Au cours des dernières semaines sont apparus les premiers signes de cette transformation. Athènes a vu une grève générale des ouvriers des transports qui a duré plusieurs jours. Les ouvriers des usines Renault, le cœur du prolétariat parisien, ont menacé plusieurs fois de se mettre en grève. Les mineurs belges du Borinage ont récemment déclenché plusieurs mouvements de grève et, même, dit-on, obtenu la libération d'otages par les autorités allemandes, en menaçant d'une grève générale des mineurs. Surtout, l'actuel mouvement des ouvriers français de la zone non-occupée a éveillé de grandes masses.

Ce sont les premiers signes de profonds changements de la situation. Ses causes principales sont l'affaiblissement de l'opresseur allemand et la renaissance de la conscience collective des masses. Le renouveau d'activité des masses fera reculer la vague de terrorisme individuel en donnant tous les jours plus de réalité à la perspective de la révolution. Il semble que des mutineries aient déjà éclaté parmi les soldats allemands en Norvège et dans les troupes italiennes. Il est difficile de déterminer ce qu'il y a de vrai dans ces informations. Elles sont au minimum plausibles et, si elles sont prématurées, l'avenir les rendra vraies. Les mutineries conduiront directement à la fraternisation des soldats allemands avec les peuples opprimés. La lutte commune contre l'oppression commune unira les masses autour du programme d'Etats-Unis socialistes d'Europe.

La revendication de libération nationale et de participation au mouvement actuel de résistance n'implique nullement que nous devions nous attendre à de nouvelles révolutions nationales bourgeoises ou à quelque révolution d'un caractère spécial qui ne serait ni bourgeoise, ni prolé-

rienne, mais « nationale », « populaire » ou « démocratique ». Toute grande révolution est « nationale » au sens qu'elle entraîne avec elle la grande majorité de la nation et le caractère « populaire » et « démocratique » de toute révolution digne de ce nom est apparent au premier coup d'œil. Mais nous ne pouvons pas transformer cette description sociologique, superficielle par essence, en programme politique, sans tourner le dos à la réalité des classes sociales, c'est-à-dire sans abandonner le terrain du marxisme. La révolution française de 1789 et la Révolution russe de 1917 ont été nationales, populaires et démocratiques, mais la première a consolidé le règne de la propriété privée, tandis que l'autre y a mis fin. C'est pourquoi la première était bourgeoise et l'autre prolétarienne. En ce qui concerne la révolution européenne qui vient, son caractère prolétarien sera apparent dès ses premiers pas.

Mais n'allons-nous pas traverser une période de transition après la chute de l'empire hitlérien ? A ceux qui posent cette question, nous pouvons répondre par une autre : de quelle transition parlez-vous ? Une transition de quoi à quoi ? Une transition de la révolution bourgeoise à la révolution prolétarienne ? Ou une transition entre la dictature nazie et la dictature du prolétariat ? Ce sont deux choses très différentes. Naturellement la révolution prolétarienne traversera bien des vicissitudes, des pauses et même des retraites temporaires. Mais la première chose à comprendre, si on ne veut pas faire erreur sur erreur, c'est que ce sera une révolution prolétarienne en lutte avec la contre-révolution bourgeoise.

Une étape « démocratique », c'est-à-dire un renouveau de parlementarisme bourgeois, est-elle possible après l'effondrement du nazisme ? Une telle éventualité n'est pas exclue. Mais un tel régime ne serait pas le résultat d'une révolution bourgeoise ou d'une « révolution démocratique » sans nature de classe ; il serait le produit temporaire et instable d'une révolution prolétarienne qui n'a pas encore été achevée et qui a encore des comptes à régler avec la contre-révolution bourgeoise. Celui qui n'a pas complètement pénétré cette dialectique n'a rien à offrir aux masses européennes.

La situation actuelle dans les pays occupés est encore profondément réactionnaire. La tâche des socialistes révolutionnaires est encore le travail de propagande, le rassemblement et la formation de cadres. C'est notre devoir de montrer toujours et partout la nécessité d'une action organisée des masses. A toutes les formes d'aventurisme qui fleurissent aujourd'hui, il nous faut opposer l'organisation de la violence révolutionnaire. Devant toute action soigneusement organisée, à grande ou petite échelle, les nazis seront déconcertés. Ils n'ont pas d'« arme secrète » contre la révolution. Ils n'ont gagné en Allemagne que du fait de l'incapacité des dirigeants ouvriers et n'ont jamais eu à affronter de véritables actions de masses. Quand celles-ci se multiplieront, les nazis ne sauront leur répondre que par ce mélange de violence et d'imbécilité qui caractérise tous les régimes condamnés par l'histoire.

C.N. du S.W.P.

La question nationale et l'Europe

- extrait - octobre 1942

[...]

11. La chute de la France n'a pas seulement témoigné de la supériorité économique et militaire de l'Allemagne sur le continent européen ; elle a dévoilé la décomposition de la démocratie bourgeoise française comme l'incapacité de la bourgeoisie française à défendre sa propre nation contre les envahisseurs fascistes. Après avoir écrasé l'aspiration au pouvoir des ouvriers en 1936, les politiciens capitalistes et leurs lieutenants staliniens, socialistes et syndicalistes dans le mouvement ouvrier ont appelé les ouvriers français à lutter pour la patrie capitaliste afin de défendre la démocratie et l'indépendance nationale. Trompés par la bourgeoisie et trahis par leurs dirigeants, les ouvriers français ont perdu leurs droits démocratiques et leurs organisations de classe en même temps que l'unité et l'indépendance nationales. Le secteur principal du capitalisme français s'est engagé dans la collaboration avec les conquérants fascistes ; un autre groupe est passé dans le camp anglo-américain.

12. Le destin de la France contient une grande leçon politique pour les travailleurs du monde entier. Il a de nouveau démontré que la bourgeoisie met ses profits et privilèges au-dessus tant de l'indépendance nationale que de la démocratie. Chaque fois que ses intérêts sociaux et économiques et sa prédominance politique sont mis en danger par le prolétariat, la bourgeoisie abandonnera son indépendance nationale, détruira la démocratie, y substituera sa propre dictature de classe sans masque et collaborera avec les oppresseurs. Afin de sauver sa propriété privée, ses privilèges et profits et même dans l'espoir d'en sauver une partie, la bourgeoisie se tournera contre son propre peuple. Le patriotisme officiel ne fait que servir de masque pour dissimuler les intérêts de classe des exploités. Les capitulations ultérieures de la bourgeoisie française devant Hitler l'ont prouvé et archi-prouvé.

13. L'aspiration des masses de la France et des autres pays occupés à la libération nationale a des implications révolutionnaires profondes. Mais, comme le sentiment de l'antifascisme, elle peut être pervertie pour servir aux besoins de l'impérialisme. Une telle perversion du mouvement

est inévitable s'il avance sous des mots d'ordre et la direction du nationalisme bourgeois. Les gangsters impérialistes « démocratiques » ne s'intéressent qu'à la récupération de leurs biens pris par les gangsters fascistes. C'est ce qu'ils entendent par libération nationale. Les intérêts des masses sont profondément différents. La tâche des ouvriers des pays occupés est de se mettre à la tête du mouvement d'insurrection du peuple et de le diriger vers la lutte pour une réorganisation socialiste de l'Europe. Leurs alliés dans cette lutte ne sont pas les impérialistes anglo-saxons et leurs satellites dans la bourgeoisie nationale, mais les ouvriers d'Allemagne. La paix, la sécurité et la prospérité ne peuvent être assurés aux peuples d'Europe que par son unification économique basée sur la collaboration socialiste de nations libres. Ce n'est qu'avec cette perspective qu'il vaut la peine de parler, pour ne pas dire de lutter et mourir pour la libération nationale. Le mot d'ordre central unificateur de la lutte révolutionnaire est « Etats-Unis socialistes d'Europe » et tous les autres doivent lui être subordonnés.

14. Le prolétariat allemand a fait une révolution en 1918, mais pour se voir voler ses fruits par la coalition bourgeois-social-démocrate. Pendant les quinze années suivantes, le prolétariat est resté loyal aux partis qui professaient le socialisme ouvrier. Une situation révolutionnaire a été perdue en 1923 du fait de l'incapacité de la direction du P.C. allemand désorienté par le Comintern, déjà à cette date dans la première étape de sa dégénérescence stalinienne. Au cours de la dernière élection régulière, en 1932, les partis ouvriers ont obtenu 13 millions de voix. Hitler n'est arrivé au pouvoir qu'à l'aide de la décomposition, de l'incapacité et de la trahison de la social-démocratie et du stalinisme. Trahis par leurs propres partis, les ouvriers allemands ont été écrasés par le nazisme. On peut supposer que les victoires diplomatiques et militaires de Hitler ont provoqué pendant un temps une certaine intoxication chauvine au sein des masses. Mais on pleure maintenant sur les ruines de l'Europe et celles de l'Allemagne. On pleure les millions de morts et de blessés, les masses ont faim comme en 1916-1918 et la fin de la guerre est bien éloignée. L'intoxication chauvine doit commencer à faire place aux sombres réalités. La peur d'un nouveau Versailles pire encore est l'arme la plus puissante aux mains de Hitler. Mais cette arme lui tombera des mains avec les premiers développements révolutionnaires sérieux dans les « démocraties » ou les pays occupés. Le puissant prolétariat allemand dira le mot décisif dans la révolution socialiste en Europe.

Fourth International, Octobre 1942, p. 319,
Projet de résolution du C.N. de S.W.P.

C.E.I. de la IV^e Internationale

La question nationale durant la deuxième guerre impérialiste

A la veille de la deuxième guerre mondiale, Trotsky prenait sur la question nationale une position analogue à celle de Lénine pendant l'autre guerre et qui devait nous servir de guide général pour notre attitude envers les problèmes soulevés par l'occupation allemande de l'Europe.

En 1916, Lénine avait écrit :

« Que la présente guerre impérialiste de 1914-1916 se transforme en une guerre nationale, cela n'est pas du tout vraisemblable ; car la classe qui représente un progrès vers l'avenir, c'est le prolétariat qui, objectivement s'efforce de transformer cette guerre en guerre civile contre la bourgeoisie ; en outre, les forces des deux coalitions ne sont pas sensiblement inégales et le capital financier international a constitué partout une bourgeoisie réactionnaire. Mais il est impossible de déclarer qu'une telle transformation soit impossible : si le prolétariat de l'Europe restait dans l'impuissance pour une vingtaine d'années ; si la guerre actuelle se terminait par des victoires dans le genre de celles de Napoléon et par l'asservissement d'une série d'Etats nationaux viables ; si l'impérialisme hors d'Europe (celui du Japon et de l'Amérique en tout premier lieu) se maintenait aussi pendant une vingtaine d'années, sans laisser de place au socialisme par exemple en raison d'une guerre américano-japonaise, alors serait possible une grande guerre nationale en Europe. Ce serait un développement de l'Europe dirigé en arrière, une régression de quelques dizaines d'années. C'est improbable. Mais cela n'est pas impossible, car imaginer l'histoire universelle marchant régulièrement et sûrement de l'avant, sans faire parfois de gigantesques sauts en arrière, cela n'est pas d'un dialecticien, cela n'est pas scientifique, cela est théoriquement faux ».

La position adoptée par Trotsky en 1938 est axée sur la même ligne générale qu'il ne peut être question de transformation de la deuxième guerre impérialiste en guerre nationale, qu'il ne peut être question de considérer les grandes nations capitalistes et impérialistes de l'Europe, éventuellement vaincues et occupées par leurs adversaires, comme étant rétrogradées au rang des nations opprimées et justifier ainsi la lutte de leur bourgeoisie comme lutte « nationale » qu'il ne peut être question d'une « révolution nationale et démocratique » distincte de la révolution socialiste.

Malgré cet avertissement clair et précis, l'occupation allemande a eu comme conséquence le développement dans nos rangs de deux positions extrêmes et également fausses sur la question nationale, l'une représentée par la direction de notre section allemande I.K.D. et formulée dans les « Trois Thèses », qui constitue la déviation opportuniste et révisionniste, et l'autre, représentée par des tendances minoritaires dans certaines de nos sections et qui constitue la déviation ultra-gauchiste et sectaire. Entre les deux, d'autres opinions plus ou moins rapprochées de l'une ou de l'autre de ces tendances extrêmes ont été développées.

Quelle était dans ces conditions la position juste ?

Il fallait tout d'abord reconnaître le caractère impérialiste de la guerre, des deux côtés, aussi bien de l'Allemagne que des nations alliées et ne considérer comme guerre « progressiste » que la lutte menée par l'U.R.S.S. dans sa phase non-annexionniste.

Ensuite, il s'agissait d'établir une première distinction entre les grands pays impérialistes vaincus (la France en particulier) et occupés, et les « petits Etats » annexés ou opprimés, tout en tenant compte de l'évolution subie dans l'entre-deux-guerres par une série de ces « petites nations ». Plusieurs d'entre elles n'avaient pas seulement théoriquement la possibilité d'opprimer un autre peuple, comme du temps de Lénine, mais s'étaient développées en pays capitalistes et impérialistes effectivement oppresseurs (Tchécoslovaquie, Pologne, Yougoslavie) d'autres peuples.

Dans tous les pays occupés, grands ou petits, la bourgeoisie devait être considérée comme réactionnaire et incapable de mener une lutte pour l'indépendance nationale, ayant été scindée en deux fractions, liées chacune à l'un des deux grands clans impérialistes opposés.

Ces constatations permettaient d'adopter une tactique marxiste révolutionnaire envers ce qu'on appelait « la nouvelle question nationale en Europe ». Le prolétariat révolutionnaire reconnaissait que l'occupation allemande était la cause d'une oppression nationale certaine et inscrivait dans son programme la revendication du droit de chaque peuple à disposer de lui-même. Ne faisant aucune confiance à sa propre bourgeoisie, et reconnaissant que la lutte pour l'indépendance nationale est inséparable, à l'époque impérialiste, de la lutte contre l'impérialisme et pour le socialisme, il menait la lutte d'après ses propres méthodes de classe, à savoir : en Allemagne même, il était pour le renversement révolutionnaire du nazisme et la levée de l'occupation de l'Europe par les troupes allemandes. Dans les pays occupés, il menait la lutte contre l'occupation allemande dans un sens internationaliste et de classe, en mettant l'accent sur la fraternisation avec les ouvriers allemands en uniforme et la nécessité de la libre fédération des peuples dans les Etats-Unis socialistes d'Europe.

Il rejetait par conséquent l'idée d'une « révolution nationale démocratique » par laquelle devait passer préalablement sa lutte avant de commencer de se développer sur la base de son propre programme socialiste

et aboutir à la révolution prolétarienne. La revendication du droit de chaque peuple à disposer de lui-même ne constituait en aucune façon, même pour une période limitée, un but en soi qui effaçait le reste du programme révolutionnaire, internationaliste et socialiste, mais une parcelle de ce dernier, subordonnée à l'ensemble.

Le problème le plus délicat soulevé par l'occupation était celui de l'attitude à adopter envers les « mouvements nationaux » et les organisations de « résistance nationale ». Ces mouvements n'étaient pas le produit artificiel de la propagande chauvine de la bourgeoisie « alliée » et des partis staliniens. Ils représentaient surtout, et cela dans tous les cas où ils ont acquis un caractère de masse, la forme que revêtait la réaction spontanée des masses ouvrières et petites-bourgeoises, paysannes et citadines, devant l'oppression de l'impérialisme occupant et de la bourgeoisie nationale. Canalisés dans les organisations de « Résistance », ils tombaient automatiquement sous la direction de la bourgeoisie « résistante » et des partis staliniens qui luttaient sur la base d'un programme de chauvinisme à outrance.

Les rapports du parti du prolétariat révolutionnaire avec ces formations de l'« union sacrée » qui défiguraient le caractère impérialiste de la guerre et portaient des coups mortels à l'internationalisme de la classe ouvrière, ne pouvaient être réglés autrement que par son indépendance organisationnelle et politique envers elles et par l'intransigeance de sa lutte contre leur programme et leur action social-patriote et social-chauvin. Mais par contre un travail patient, systématique, dans ces organisations, pour détacher de l'emprise idéologique chauvine les éléments révolutionnaires qui s'y trouvaient et les regrouper sur une base de classe était nécessaire.

C'est dans ce sens que la conférence européenne de février 1944 a tâché de poser et de résoudre le problème de notre attitude envers les groupements « nationaux » et les « organisations de résistance ». On ne connaît pas encore la politique exacte suivie par chacune de nos sections européennes pendant la guerre. Il est fort possible et même probable que des erreurs aient été commises et que des déviations à gauche ou à droite plus ou moins marquées aient été signalées.

Comme déviations ultra-gauchistes doivent être considérées toutes les tendances qui niaient l'existence d'une oppression nationale, qui ne se prononçaient pas clairement sur le droit de chaque peuple à disposer de lui-même, qui omettaient d'organiser sous leur propre drapeau (le drapeau du parti révolutionnaire) la lutte contre l'occupation allemande (menée bien entendu dans un sens internationaliste et de classe, qui minimisaient l'importance du travail dans les organisations populaires (F.T.P. français ; partisans yougoslaves et grecs, etc.).

Comme déviations droitières et opportunistes doivent être cataloguées toutes les tendances qui faisaient de la revendication de chaque

peuple à disposer de lui-même un but en soi, le séparant du reste du programme socialiste, révolutionnaire et internationaliste, qui étaient sous une forme ou sous une autre, pour notre participation ou notre collaboration en tant que mouvement politique avec les organisations de la « Résistance », qui mettaient sur le même plan la « résistance nationale » dans un grand pays impérialiste vaincu comme la France, et dans des « petits États » opprimés comme la Yougoslavie.

Quatrième Internationale, n° 25-26, décembre 1945/janvier 1946,
Editorial du C.E.I. de la IV^e Internationale

Les livres

André Calvès, *Sans Bottes ni Médailles. Un Trotskyste breton dans la guerre*, La Brèche, 1984.

André Calvès (que ses camarades connurent aussi comme « Christian » et surtout « Ned ») a écrit ses souvenirs qui sont le premier volume d'une collection intitulée « Les Nôtres ». C'est une bonne chose, car l'homme a de la trempe, de la verve, et c'est un combattant. On suivra avec intérêt ce récit de la vie d'un jeune Breton (né en 1920) d'une intelligence aussi vive qu'il est prompt à la révolte et doué d'une solide mémoire. Le jeune Eclaireur de France de 1935 a, par exemple, « vu » la grève de l'Arsenal d'août avec les yeux d'un militant perspicace, sinon chevronné. Ses camarades et lui vont à gauche, Jeunesses socialistes, et la guerre d'Espagne les pousse, plus à gauche encore, à la J.S.O.P. du parti de Marceau Pivert. Il ignore tout de Trotsky, mais déjà son instinct de classe le détourne du stalinisme. Matelot, il en bave. Quand il rencontre son copain Gérard Trévien, qui a « des contacts », il est mûr pour rejoindre les trotskystes : bientôt le P.O.I. reconstitué clandestinement. Séjour à Paris, retour en Bretagne, récits passionnants d'épisodes du « travail allemand » en direction des soldats de la Wehrmacht, de l'écho réel que rencontre la propagande révolutionnaire parmi les jeunes sous l'uniforme vert-de-gris, dénonciation sans phrases du mensonge chauvin sur « les Boches » : ces marins allemands qui donnent des cigarettes aux jeunes manifestants, ce soldat âgé qui sauve un distributeur de tracts... Le traître Lepkow est à l'action, le réseau P.O.I. démantelé, de bons camarades tués, déportés. C'est un épisode tragique, mais aussi une raison de fierté : les trotskystes n'ont jamais plié devant le devoir d'internationalisme qui englobait la nécessité de la propagande de « fraternisation ».

Calvès revient à Paris. Son parti, le P.C.I., né de l'unification, l'envoie chez les Francs-Tireurs et Partisans (F.T.P.) que contrôle le P.C.F. Il terminera la guerre à la compagnie Guy Môquet. Il est trotskyste, mais — il a la franchise de l'admettre — il subit la pression des illusions de ses camarades et de ses chefs, le colonel Fabien — dont il croit qu'il a été assassiné —, et qui, écrit-il, voulait constituer une armée F.F.I. susceptible d'équilibrer celles de Leclerc et de Lattre de Tassigny.

Avec un peu de chance, les combattants rouges deviennent sergents dans l'armée « nouvelle » ; les anciens F.T.P. sont décimés sur tous les fronts. Calvès revient à la vie civile et au bleu du militant ouvrier.

C'est un beau, un très bon livre. Non seulement un récit du combat quotidien d'un jeune ouvrier, mais une chronique des événements mondiaux tels que les a vus et interprétés un militant lucide et informé. Un livre honnête. Un livre à lire. Mais on ne peut conclure sans de vifs reproches adressés, non à l'auteur, mais à l'éditeur. Un éditeur, surtout s'il se veut éditeur militant, ne peut se contenter de faire imprimer le manuscrit qu'on lui apporte. Il doit faire plus. La notion même d'édition inclut que l'on complète et prépare le manuscrit, qu'on l'éclaire, qu'on corrige toutes les erreurs typographiques, qu'on veille jalousement à la présentation. On déplore déjà l'absence d'index (deux heures de travail tout au plus, et quel respect pour le lecteur !), mais il est des bourdes scandaleuses dans un livre pourtant introduit par un correcteur de grande qualité. En quelques pages, Vallière pour Valière, Setels pour Sotelo, Miranda pour Aranda, Hares pour Hans, Ovscenko pour Ovseenko et même Reader (comme le Digeste bien connu) pour Raeder ! C'est trop ! C'est un manque de respect. André Calvès et ses lecteurs méritent plus de soin et d'attention.

Renaud Lefèvre, *Dauge et le Daugisme. Une page de l'histoire du mouvement ouvrier dans le Borinage*, Bruxelles, ULB, 1979, 85+VII

Le travail que Renaud Lefèvre a consacré à Walter Dauge était indispensable, et il se révèle utile. On sait que Walter Dauge fut l'un des dirigeants de la gauche socialiste en Europe occidentale qui se rallièrent à la IV^e Internationale, dont il fut le dirigeant de la section belge. Son retrait de la vie politique en 1939, sa mort tragique en 1944, posaient des questions qui ne sont sans doute pas loin d'être résolues avec ce travail.

Walter Dauge était né à Flénu en pays borain le 24 octobre 1907. Il était fil de mineur socialiste et en paya le prix toute sa vie de toutes les façons, en commençant par une pleurésie à l'âge de cinq ans. Il se fit très vite remarquer par son intelligence exceptionnelle et fit des études secondaires très brillantes à l'Athénée royal de Mons qu'il quitta en 1927. Il s'inscrivit ensuite à l'Université de philosophie-lettres de Bruxelles, section droit et se lança presque immédiatement dans l'activité politique en adhérant aux Etudiants socialistes : dès 1928, il était rédacteur à leur périodique franco-belge, *L'Etudiant socialiste*, et membre du bureau exécutif de l'association générale des étudiants socialistes ; il entra également dans les Jeunes Gardes socialistes et était admis très vite dans le

cercle étroit des dirigeants. En 1930, il abandonnait ses études, sa santé ne lui permettant pas de mener de front activité politique et travail universitaire. Il était alors embauché à la radio comme « speaker », tout en assurant des tâches de secrétariat au conseil général du P.O.B. en qualité de secrétaire-adjoint du secrétaire de ce parti, van Ruysbroeck. Pourtant ce garçon doué pour une carrière d'appareil qui s'annonçait sans histoire commença à évoluer vers la gauche en 1932 dans une situation propice qui se traduisait en Belgique par le succès du journal de Paul Henri Spaak, *L'Action socialiste* et par la fameuse grève des mineurs du Borinage de 1932. Aussi Dauge se trouva-t-il en harmonie avec l'évolution à gauche, le radicalisme proclamé des J.G.S. sous la direction de F. Godefroid, et devint-il l'un de leurs orateurs les plus fougueux et les plus écoutés. C'est d'ailleurs un discours antimilitariste qui lui valut d'être révoqué en octobre 1933 de son travail à la radio, révocation bientôt aggravée d'une condamnation à six mois de prison — qu'il n'eut pas à purger à la suite d'une amnistie générale décrétée pour l'ouverture du règne du roi Léopold III. Le Parti ne l'avait pas abandonné. Il était devenu permanent, secrétaire de la section de Flénu, mais aussi membre de la commission exécutive du Borinage et du comité national des J.G.S.

Il jouissait dans sa province et surtout dans sa ville natale de Flénu d'une extraordinaire popularité, il était l'enfant du pays promis à un brillant avenir politique, révélait d'ailleurs d'exceptionnelles qualités d'orateur qui conduisent Renaud Lefèvre à parler à son propos de « phénomène de la communication verbale ». Bien entendu, un tribun doué de telles qualités et projeté tous les jours au premier plan de l'actualité par l'activité de son organisation ne pouvait qu'attirer l'attention des cadres du P.C. belge. Il fut comme bien d'autres invité à visiter l'Union soviétique où se décidèrent à cette époque tant de vocations. Mais les résultats furent à l'inverse de ce qu'avaient escompté les organisateurs de ce séjour. Walter Dauge revint d'U.R.S.S. profondément antistalinien, écœuré par la propagande lancée contre les anciens opposants à partir de l'assassinat de Kirov et notamment le déroulement du procès contre Zinoviev et Kamenev qui constitua une sorte de préface des procès de Moscou. Aussi, lorsque, après la défection de Spaak, brutalement rallié à l'Union nationale, les pro-staliniens, animés par le Docteur Marteaux, tentèrent d'attirer au P.C.B. l'Action socialiste durement secouée par cette crise, Dauge, soutenu par les trotskystes « entrés » dans le P.O.B. et surtout ceux des J.G.S. qu'il avait publiquement invités à « entrer », devint le principal dirigeant de la tendance antistalinienne dont la base de masse était d'ailleurs identique à la sienne, puisqu'elle ne s'appuyait que sur le Borinage.

La fraction antistalinienne de l'Action socialiste, rebaptisée Action socialiste révolutionnaire au moment de la scission avec les partisans du Dr Marteaux, avait déjà un caractère « daugiste » que tempérerait seulement l'influence acquise peu à peu sur le jeune tribun socialiste par le vieux

communiste Léon Lesoil, pionnier du P.C. belge, puis de l'Opposition, correspondant de Trotsky, dirigeant de la grève des mineurs de 1932. C'est peut-être ce qui explique qu'elle ait pu être rapidement isolée, la gauche et en particulier la direction J.G.S. autour de Godefroid suivant en Belgique la voie qu'allaient suivre en Espagne les jeunesses de Carrillo et jouant très vite un jeu qui ne pouvait que convenir au P.C. belge. L'offensive contre Dauge va venir des J.G.S. dont le congrès décide en 1935 d'interdire à ses membres d'écrire dans le journal *L'Action socialiste révolutionnaire*, puis en 1936 l'incompatibilité de l'appartenance à la J.G.S. et à l'A.S.R.

L'appareil social-démocrate du P.O.B., au début de 1936 vient conjuguer ses efforts à ceux des staliniens pour se débarrasser de cet élément subversif ou le ramener à la raison. Alors que lors du « poll » (scrutin primaire) pour désigner les candidats du parti dans le Borinage, Dauge arrivé en quatrième position avec plus de 10 000 voix est assuré de son élection. Mais l'appareil exige de lui le soutien sans réserve du programme électoral du parti qui équivaut évidemment à un reniement public de celui de l'A.S.R. Les trotskystes le pressent de rompre, car il est le drapeau autour duquel ils peuvent espérer rallier les « masses » qui leur manquent. Il semble avoir beaucoup hésité et ne s'être finalement décidé qu'un peu à contre-cœur et sous les coups de la répression qui frappe ses camarades dans le parti. Aux élections du 24 mai, la liste qu'il conduit remporte un succès relatif exceptionnel. Derrière le P.O.B., pour la circonscription de Mons, qui obtient 36 000 voix (44 %) et le P.C.B., 1200, (14,7 %), la liste A.S.R. de Dauge obtient 7050 voix soit 8,4 %, manquant l'élection de seulement 700 voix. Il semble avoir été cependant amèrement déçu par sa défaite, considérant qu'elle barrait définitivement pour les années à venir la route à la formation qu'il se préparait à former avec les trotskystes par la sortie des militants entrés et la fusion avec le groupe de Vereeken, le parti socialiste révolutionnaire.

Ainsi s'achevait à la veille de la première conférence de la IV^e Internationale la trajectoire qui avait mené ce jeune social-démocrate surdoué dans les rangs trotskystes, une route qui remontait sans doute aux impressions reçues pendant son voyage en U.R.S.S. puisqu'au même moment le gros de ses camarades de l'état-major des J.G.S. passaient au nom de l'unité sur les positions staliniennes. Dauge était maintenant le porte-drapeau et le véritable chef du P.S.R. puisque les mandats du Borinage — où l'organisation avait conservé des caractères très social-démocrates — détenait la majorité absolue des mandats dans les congrès. Dauge n'eut pas à chercher du travail, ses amis borains ayant décidé de le prendre à leur charge. Mais sa santé s'avérait de plus en plus fragile, l'obligeant à de fréquentes et dommageables interruptions d'activité, une action en dents de scie. Dauge était capable de porter la contradiction à propos des procès de Moscou à des meetings staliniens surexcités, mais en même temps il

laissait ses camarades borains s'engager dans la voie de la scission syndicale et de la création de syndicats rouges, puis assumait une grave responsabilité dans la décision des trotskystes belges de ne présenter aucun candidat dans l'élection partielle opposant le dirigeant fasciste de Rex, Léon Degrelle, et, comme le P.C. et le P.O.B., d'appeler les travailleurs à voter contre ce dernier pour le candidat social-chrétien premier ministre du roi, Paul van Zeeland. Il remporte son dernier succès en 1938 lors des élections communales où la liste P.S.R. qu'il conduit à Flénu emporte 40,9 % des voix, et six sièges, alors que le P.O.B. n'obtient que 33 % et quatre sièges. Après une « déclaration » qui provoquera les félicitations de Trotsky, il ne sera cependant pas élu bourgmestre.

La guerre va marquer très rapidement le commencement de sa fin. Arrêté avec bien d'autres en septembre 1939, à la suite d'une diffusion postale — plutôt mal organisée — de « conseils pour la clandestinité » rédigés par Georges Vereeken, il semble qu'il ait indiqué aux enquêteurs le nom de ce dernier qui l'accuse désormais de l'avoir « donné » à la police. Mais la direction du P.S.R. ne le sanctionne pas vraiment, se contentant de le blâmer. Il est de nouveau arrêté le 11 mai 1940, et emprisonné au fort de Huy. Les événements se précipitent : le 28 mai, c'est la capitulation de Léopold III et la décision d'Henri De Man de dissoudre le P.O.B. et de s'engager dans une politique de collaboration. Quinze jours plus tard, Walter Dauge est libéré, sur intervention d'Henri De Man, sollicité par Madame Dauge. On parle même beaucoup, pendant plusieurs semaines, de la possibilité d'un meeting où parleraient « les trois D », De Man, Dauge et... Léon Degrelle. Mais rien n'aboutit. Dauge ne se réengage pas politiquement, bien qu'il ait fait sa paix avec le régime et l'occupant, au moment où tant de militants du P.S.R. périssent dans les camps de concentration, et, au premier rang d'entre eux, Léon Lesoil. Sa grave maladie d'estomac lui sert de prétexte à engager des activités de « survie » qui se transforment bientôt en un véritable trafic de cartes d'alimentation. Dauge est abattu chez lui par des partisans armés, le 30 juillet 1944. Le 31, l'organe du P.C.B., *Le Drapeau rouge*, titre : « Partisans et milices patriotiques en action. Le vil collaborateur trotskyste Walter Dauge a été supprimé ». Si le crime n'est pas du P.C., il l'a au moins signé !

Renaud Lefèvre a interrogé un dirigeant du P.O.B. et du Front de l'Indépendance, l'organisation de Résistance belge, pour connaître son opinion quant au comportement politique de Walter Dauge pendant les dernières années de sa vie. Ce dernier lui a répondu : « Devant une justice normale, il n'aurait certainement pas été exécuté, peut-être même pas condamné ». Pour bien des trotskystes, il symbolise cependant pendant ces années la trahison pure et simple.

Sostavitel' dobrovol'tsy v Kitae 1925-1945, Moscou 1980.

Préfacé par l'historien et sinologue Iou. V. Tchoudodoïev, ce livre réunit, sur le sujet des conseillers civils et militaires en Chine, des souvenirs et des études portant sur la deuxième révolution chinoise (1924-1927) et, dix années plus tard, la guerre contre le Japon.

Les souvenirs sont ceux des survivants — ce ne fut sans doute pas facile — comme le général A.I. Tchérépanov, l'enseignant-diplomate M. I. Kazanine, le professeur d'économie M. Ia. Chass. Les études sont centrées autour des deux principaux personnages de la « mission » dans la première période, M. M. Borodine, conseiller politique du Guomindang envoyé par le parti bolchevique, et le général V.K. Blucher qui intervint, en qualité d'envoyé du gouvernement, dans le cours des deux périodes.

Pas de révélation ici, ni de critique ou de réévaluation. Ni les historiens ni les rescapés de la phalange des « conseillers » ne semblent avoir perçu les échos du grand débat dans le P.C. de l'U.R.S.S. et l'I.C. sur « la question chinoise » : les protagonistes sont d'ailleurs absents de ce livre qui ne mentionne non seulement jamais Trotsky, Zinoviev, Radek, tout comme Boukharine et... Staline — mais ne cite pas non plus le secrétaire du P.C.C. de sa naissance à 1927, Chen Duxiu et son lointain successeur Mao.

Dans ces tribulations de Soviétiques en Chine, tout le monde d'une certaine façon, il est bon, tout le monde, il est gentil. Sauf peut-être Tchiang Kai-chek, cet hypocrite consommé et même ses adversaires intimes de la « gauche » du Guomindang : tous ont, nous dit-on, donné le change et abusé soviétiques et communistes chinois avant de « jeter le masque ». On ne s'en était pas aperçu car ces hommes très adroits ont su, paraît-il, tourner de façon à n'être pas vus à temps.

N'ironisons pas trop cependant : il y a dans ce travail une nette rupture avec une pratique stalinienne de censure qui prévalut des décennies durant. Les hommes qui ont effectivement joué un rôle en Chine ne sont pas gommés, même s'ils ont été opposants, voire trotskystes, même s'ils ont été fusillés ou abattus dans une cave comme traîtres, assassins, espions, terroristes. C'est vrai pour des hommes de tout premier plan comme Maring (Sneevliet), envoyé de l'I.C. en Chine et « trotskyste » en 1933, pour l'ambassadeur en Chine A.A. Joffé, ami de Trotsky, qui se suicida en 1927, ou encore V.V. Lominadzé, inspirateur de la « Commune de Canton », membre en 1932 du « Bloc des oppositions » qui se suicida en 1935 pour ne pas tomber aux mains du G.P.U. Mais la mémoire des militaires fait ici une place de choix à des hommes moins connus, opposants et victimes de Staline. Tous font par exemple l'éloge de deux des fusillés de 1937, les commandants d'armée V.M. Primakov et V.K. Putna — le second fut à coup sûr membre de l'Opposition —, sans indiquer toutefois leur destin. Chass et Kazanine vont même jusqu'à évoquer avec admiration le plus doué des jeunes gens du brain-trust de

Borodine, O.S. Tarkhanov dit Erdberg, ancien de Leningrad, ami de Safarov, secrétaire des J.C. de 22 à 24, puis animateur, avec Safarov et Vuyović d'un groupe dissident d'ex-zinoviévistes, membre du « Bloc des oppositions » en 1932 — arrêté en 1935 et liquidé en prison.

On n'indique pas au lecteur comment se termina la vie de ces combattants. Car s'il est notoire que Borodine est mort en prison et Blucher fusillé, on ignore généralement le sort des généraux Tairov et Albert Lapine — fusillés en 1937. Mais le droit à l'existence passée n'est plus contesté aux ex-opposants. Ce n'est pas sans précédent. Il y a quelques années déjà les dirigeants de l'Armée rouge avaient réussi à empêcher la censure de supprimer les cinq volumes des *Direktivy* de la guerre civile, les noms des chefs de l'Armée rouge futurs « trotskystes ». Ce livre est à notre connaissance le seul qui donne, par exemple, des indications bibliographiques sur le vieux-bolchevik letton Karl Ivanovitch Grünstein, ami personnel de Trotsky, commandant de division passé de l'infanterie à l'avion, commandant de l'École de l'Air et secrétaire de la société des anciens forçats prisonniers politiques — un homme absent de tous les livres depuis cinquante ans, même des monographies anglo-saxonnes consacrées à l'école qu'il dirigea ! Enregistrons en tout cas que le souvenir des révolutionnaires assassinés se fraie modestement son chemin à travers les brèches ouvertes par les rivalités entre groupes de privilégiés.

On apprend finalement pas mal de choses à la lecture de ce livre. D'abord que le bourreau Tchiang Kai-chek, les mains couvertes du sang des ouvriers et des communistes de son pays, s'excusait platement et par écrit parce que des officiers russes avaient été arrêtés. Ensuite que les hommes que l'U.R.S.S. avait envoyés dans l'armée nationale étaient recrutés dans les plus conscients des internationalistes, et que les techniciens les plus prisés étaient ceux de la formation militaire. On retiendra aussi des tableaux vivants, des récits alertes, des anecdotes.

L'une de ces dernières nous servira de conclusion en ressuscitant un contexte. A des personnalités américaines qui le mettaient en garde contre Borodine, soulignant qu'il ne s'appelait même pas ainsi et que « Borodine » était un pseudonyme, Sun Yat-sen, chef du gouvernement de Canton et père du nationalisme chinois, répondit paisiblement qu'il savait fort bien tout cela, puis, pressé de questions par ses interlocuteurs sceptiques, finit par « avouer » qu'il connaissait le véritable nom de Borodine, dont il assura à ses visiteurs américains qu'il s'appelait... La Fayette. Si ce n'est pas vrai, c'est en tout cas de la bonne propagande.

J.R.

Les départs

Grace Simons (1901-1985)

Grace Simons, qu'on retrouve dans certains textes intérieurs sous son nom de parti de Grace Saunders, était née à Chicago d'une famille aisée. Elle avait fait des études supérieures et, secrétaire de direction de haut niveau, était devenue la secrétaire particulière du directeur de l'une des plus importantes banques américaines, la National City Bank. Au début des années trente, elle l'accompagna en Chine. Sa sœur Reina, qui avait été journaliste, liée aux éléments de gauche du Guomindang, avait collaboré à *The People's Tribune* et s'était ensuite réfugiée en U.R.S.S. où elle mourut.

C'est en Chine, dans le milieu étroit des Occidentaux sympathisant avec la révolution chinoise et le mouvement ouvrier sous le talon de fer de la dictature de Tchiang Kai-chek, que Grace — qui avait été mariée très peu de temps avec le journaliste Wilbur Burton, rencontra celui qui allait être le compagnon de sa vie à partir de ce moment. Frank Glass, né en Grande-Bretagne, avait milité dans le mouvement ouvrier en Afrique du Sud et avait occupé une place importante dans son parti communiste, puis avait noué avec l'Opposition de gauche des liens d'amitié puis d'organisation. Il était venu en Chine au début des années trente et avait par son activité et son inlassable dévouement permis le regroupement des militants chinois décimés par la répression.

Membres du Socialist Workers Party dès sa fondation, séparés politiquement en 1939, puisque Grace avait initialement suivi à l'intérieur de ce parti la minorité inspirée alors par Shachtman et Burnham, tandis que Frank se rangeait dans les rangs de la majorité, Grace et Frank avaient quitté définitivement la Chine à la fin des années trente.

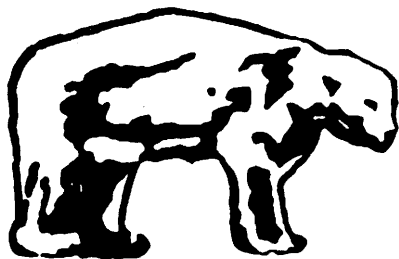
Ils avaient pris leur retraite à Los Angeles où ils vivaient dans une petite maison au milieu d'une végétation touffue et d'oiseaux que Grace aimait. Ils avaient reçu Pierre Broué et avaient apporté leur aide à l'Institut en 1982. La mort de Grace prive Frank de la moitié de lui-même. Nous pensons à lui.

Antonio Rodríguez Arroyo (1911-1985)

Né dans une famille ouvrière de Madrid, Antonio Rodríguez avait rejoint très jeune les jeunesses communistes avec son jeune frère Enrique dit « Quique ». Ensemble, ils passèrent à la Izquierda comunista en 1933. Ils étaient partisans du maintien à tout prix de l'unité de leur organisation et insistèrent pour qu'en 1935 une décision soit prise concernant l'ensemble de l'organisation. C'est ainsi qu'ils se retrouvèrent à la fondation du POUM parmi ses dirigeants à Madrid.

On sait la persécution qui s'abattit dans la capitale sur ces militants qui avaient le double tort d'appartenir au POUM et de se présenter comme « les trotskystes » du POUM. Pour échapper aux persécutions, les madrilènes durent finalement se réfugier en Catalogne. Antonio combattait au front avec les milices.

Il s'était considéré comme trotskyste et revint à la section espagnole après la guerre où il milita sous le nom de L. Rodas. Il était retourné à Madrid depuis quelques années.



L'OURS

Un centre de documentation

- **Une bibliothèque riche de plus de 15 000 volumes**
 - Doctrines : œuvres de Proudhon, Marx, Engels, Lénine, Trotsky, R. Luxembourg, etc.
 - Socialistes Français : J. Jaurès, J. Guesde, G. Mollet, F. Mitterrand, etc.
 - Livres d'Histoire et d'actualité.
 - Histoire du mouvement ouvrier : Français (P.S., P.C.), Européen (Italie, Allemagne, Pays de l'Est).
 - **500 collections de périodiques, Français et étrangers, du XIX^e siècle à nos jours**
 - **Des archives**
 - Archives du P.S. S.F.I.O. (1944-1969) en cours de classement.
 - Archives de militants : M. Sembat, P. Faure, etc.
 - Une faible partie, pour l'instant, des archives de G. Mollet.
 - **Documents divers**
 - Sténographie des Congrès du P.S. S.F.I.O. (1905-1971).
 - Sténographie des Comités directeurs du P.S. S.F.I.O. (1944-1969):
 - Internationale socialiste : Congrès, circulaires, etc.
-

un instrument de travail...

*pour les chercheurs,
les militants, les curieux.*

Un lieu de débat

A L'OURS, c'est aussi, depuis 15 ans :

- Débattre :** 1977 : le problème foncier, débat avec E. Pisani.
1979 : 1879-1979. 100 ans après, les chances du socialisme.
1981 : l'unité de l'Europe.
1983 : table ronde sur le Chili.
- Informé :** — Compte rendu des colloques dans les cahiers de L'OURS.
— Un cahier et un journal mensuel.
- Proposer :** — Socialisme et marché.
— Le problème de l'emploi.
— Etude sur l'autogestion.
— Manifeste sur l'Europe - mars 1984.
-

Office Universitaire de Recherche Socialiste
86, rue de Lille - 75007 Paris - Tél. 555.08.60

Envoi d'un spécimen sur simple demande.

Dans le prochain numéro des Cahiers Léon Trotsky, n° 24 :

— des articles, *I. Vélez* sur la Jeunesse socialiste à Péetrograd, entre juillet et octobre 1917, *Jean-Jacques Marie* sur le Comité de Péetersbourg du parti bolchevique dans la même période, *Pierre Broué* sur les trotskystes en U.R.S.S. et les Russes-Blancs devenus tueurs au service de Staline,

— des documents, les souvenirs d'Aleksandra Lvovna Bronstein (première femme de Trotsky), de F.N. Dingelstedt, futur B.L., sur la révolution de 1905 et celle de 1917, une lettre d'U.R.S.S. d'Andrés Nin à Maurin sur la répression à Moscou dans les usines, le « point » de L. Sedov sur la situation des « bolcheviks-léninistes », la colère d'un vieux bolchevik rescapé des camps du Goulag contre la *Pravda* du temps de Khrouchtchev.

Retenez-le ou, mieux, abonnez-vous dès maintenant.

ŒUVRES DE LEON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *Œuvres* de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des œuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.

De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes, qui reposaient sur les écrits publiés de Trotsky, la partie « ouverte » des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8 et jusqu'au volume 17 qui paraît en mai 1984, le travail pour lequel la R.C.P. 595 du C.N.R.S. est venue épauler l'I.L.T. repose dorénavant principalement sur la partie « fermée » des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication se terminera avec son 25^e volume en 1986. Nous publierons alors deux volumes de compléments, sur la base de la partie « fermée » pour les années 1934 et 1935. Nous commencerons ensuite la publication de la seconde série des *Œuvres* qui couvrira la période allant de 1928 (l'année de l'exil de Trotsky à Alma-Ata) à 1933 (date de l'appel à construire la IV^e Internationale).

On peut se procurer les volumes des *Œuvres* en s'adressant à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky* (Joubert C.L.T., 2 rue Bayard, 38000 Grenoble) ainsi qu'aux librairies de la Selio, 87 rue du Faubourg Saint-Denis (10^e) et de la Brèche, rue de Tunis.

Les volumes 1 à 12 sont disponibles à l'administration des Cahiers au prix de 20F, port en sus (15F).

D'APRÈS LES FILMS FOURNIS, CET OUVRAGE A ETÉ
ACHEVÉ D'IMPRIMER EN OCTOBRE 1985
SUR LES PRESSES DE L'IMPRIMERIE
LIENHART ET C^{ie} A  AUBENAS D'ARDÈCHE

N° 2758. Imprimé en France

DÉPÔT LÉGAL : OCTOBRE 1985

N° ISSN 0181-0790

Prix : 50 F

Cahiers Léon Trotsky ☆ Diffusion La Pensée Sauvage

Photo de couverture : L'Affiche rouge.